

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

ÉTUDE
SUR
LA TAXE MILITAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 24 décembre 1898, à 8 h. 1/2

PAR

LOUIS AMIARD

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.
Suffragants { *MM. DUCROCQ, professeur.*
 { *THALLER, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison **L. LAROSE et FORCEL**

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

—
1898

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

ÉTUDE
SUR
LA TAXE MILITAIRE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le samedi 24 décembre 1898, à 8 h. 1/2

PAR

LOUIS AMIARD

Avocat à la Cour d'appel

Président : M. CHAVEGRIN, professeur.

Suffragants { MM. DUCROCQ, professeur.
THALLER, professeur.



PARIS

LIBRAIRIE DE LA SOCIÉTÉ DU RECUEIL GÉNÉRAL DES LOIS ET DES ARRÊTS

ET DU JOURNAL DU PALAIS

Ancienne Maison L. LAROSE et FORCEL

22, rue Soufflot, 22

L. LAROSE, Directeur de la Librairie

1898



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

I

Préliminaires.

La nouvelle loi sur le recrutement du 15 juillet 1889, a remplacé celle de 1872, à laquelle on reprochait principalement, malgré les modifications successives qui l'avaient améliorée, d'avoir admis de trop graves et trop nombreuses dérogations au principe du service militaire personnel et obligatoire, sur lequel elle s'appuyait. On lui reprochait également, de laisser dans les réserves, un grand nombre de jeunes gens, qui en temps de guerre arrivaient au corps sans instruction militaire ; défaut de la réserve de la loi de 1832. « On critiquait surtout le volontariat, et le versement d'une « somme de 1500 francs, qui en était la condition, et on qualifiait cette institution de *remplacement déguisé* » (1). On demandait aussi la réduction de cinq années à trois de la durée du service militaire actif.

La loi de 1889 donna satisfaction sur presque tous les points à ces réclamations, elle créa en outre, une *taxe militaire* à laquelle étaient assujettis ceux qui bénéficiaient à un titre quelconque d'une exonération de service dans l'armée active, taxe qui va faire spécialement l'objet de notre étude.

1. Ducrocq, *Droit administratif*. T. III, chap. I, sect. III, p. 165.

Cette innovation, qui ne semblait pas la disposition capitale de la nouvelle loi, faillit cependant la faire échouer, et en retarda le vote, par les discussions prolongées auxquelles elle donna lieu dans le sein des Chambres. Car ce nouvel impôt, si peu de chose par son revenu, avait aux yeux de ses auteurs une portée des plus considérables, par les raisonnements purement philosophiques qui présidèrent à sa naissance et par les conséquences importantes au point de vue social, qu'entraînerait son application.

C'est qu'il ne s'agissait pas simplement de trouver un procédé financier destiné à faire face aux nouvelles dépenses causées par l'augmentation de l'effectif de l'armée, les hautes payes, les primes de rengagement, etc., et à combler le déficit provenant de la suppression du volontariat ; ce n'était que d'une façon accessoire que la taxe devait pourvoir à ces charges nouvelles, il s'agissait avant tout de faire une œuvre de justice sociale, de mettre tous les jeunes Français sur un pied d'égalité parfaite devant le grand principe inscrit en tête de la nouvelle loi militaire : « Tout Français doit le service militaire personnel » ; mais comme dans la pratique il était impossible de l'appliquer strictement (comment envoyer à l'armée les malades et les infirmes) il fallait faire triompher la « *Théorie de l'équivalence du service personnel et de la taxe pécuniaire* » et faire payer aux uns en nature aux autres en argent le fameux « *Impôt du sang* ».

C'est cette théorie, complètement erronée à notre avis, et basée sur une fausse conception du principe du service militaire que nous voulons combattre. Elle a laissé s'introduire chez nous la taxe militaire, qui, créée au nom de l'égalité et de la justice, devait n'aboutir, comme la plupart des soi-disants

impôts égaux, qu'à l'inégalité la plus illogique et à l'injustice la plus évidente ; elle l'a laissé pénétrer dans notre système fiscal, comme jadis elle y avait laissé entrer les taxes de rachat, depuis celles du remplacement et de l'exonération jusqu'à celle du volontariat.

Rapidement, car une telle matière pourrait faire l'objet d'un ouvrage spécial, nous exposerons dans cette introduction : les arguments présentés par les partisans de la taxe ; après leur avoir opposé les arguments de ses adversaires, nous indiquerons comment la taxe militaire n'est qu'une modalité des taxes de rachat basées sur une fausse conception du service militaire, et enfin comment la taxe militaire n'est au fond qu'un pur expédient financier, d'autant plus condamnable qu'il ne peut même pas invoquer, pour sa défense, le mérite d'être productif, par lequel les pires impôts trouvent grâce devant les législateurs et les financiers.

Nous renvoyons dès à présent au chapitre premier et surtout au chapitre deuxième de notre seconde partie, pour tout ce qui concerne la critique des éléments et de l'objet de la taxe ; nous verrons les violentes attaques qu'elle eut à supporter, les difficultés avec lesquelles le législateur s'est trouvé aux prises, et les transformations consécutives que le nouvel impôt dut subir en quelques années, sans parvenir à contenter personne, ses adversaires le combattant toujours et ses partisans ne le reconnaissant plus pour leur œuvre.

II

Théorie de l'équivalence.

Dans cette section nous allons essayer de résumer les argu-

ments chers aux défenseurs de la théorie de l'équivalence, nous excusant à l'avance, si les mots, justice, juste, équité et équitable, etc., reviennent à presque toutes les lignes ; la faute ne nous en incombe peut-être pas entièrement.

Le législateur de 1889 en créant la taxe militaire, a cru faire une œuvre de justice et d'égalité, œuvre nouvelle, fondée sur le principe, qui existait déjà dans la loi de 1872, posé à nouveau par l'article 1^{er} de la loi sur le recrutement : « Tout Français doit le service militaire personnel. »

Le service militaire est un impôt personnel au premier chef, le paiement d'une dette sacrée envers la patrie. La taxe militaire n'est autre chose que la conséquence directe de ce principe ; c'est une compensation pécuniaire exigée de tous ceux qui, pour une raison quelconque ne font pas de service actif ou ne le font qu'en partie. N'est-il pas équitable que ceux qui ne peuvent accomplir le service exigé par la loi, supportent dans une juste mesure une taxe équivalente ? Ceux qui ne peuvent payer en nature l'impôt du sang, doivent au moins le payer en argent.

M. Laisant, député, disait dans son rapport du 28 janvier 1887 : « Chacun dans la mesure de ses forces et de ses « moyens, doit contribuer à la défense du pays ; celui qui, « pour des causes quelconques, se trouve empêché de donner « son concours personnel, ne saurait voir une injustice ou un « abus dans l'obligation, à lui imposée, de payer une taxe « modique. »

M. le général Deffis, sénateur, disait dans son rapport du 21 mars 1888 : « La Commission sénatoriale de l'armée est « d'accord avec la Chambre des députés sur le principe « d'une taxe militaire. Le service militaire constitue un im-

« pôt obligatoire et personnel ; chaque citoyen est tenu d'acquitter cet impôt, soit en servant lui-même, soit en payant une compensation s'il ne fait pas le service en personne. La taxe militaire est donc une conséquence du service personnel et obligatoire. Il est juste d'imposer au profit de l'armée une contribution pécuniaire à tous citoyens qui n'accomplissent aucun service, qui ne font qu'un service restreint » (1).

Le principe de la taxe est juste, car l'obligation militaire se traduit par une prestation personnelle et par une prestation d'une autre nature ; aux uns la loi demande leur temps, aux autres leur argent ; ce qui n'a rien de contraire, quoi qu'on ait dit, à l'obligation personnelle militaire.

« Ce n'est point, en effet, disait encore M. le général Deffis, le service qui est égal pour tous, mais bien l'obligation du service ! »

Un sénateur dans la séance du 7 juin 1888, remarquait que, lorsque l'assujetti aurait acquitté sa dette, comme la loi l'y soumet, on ne pourrait pas lui reprocher de n'avoir rien fait pour son pays. Le même sénateur tentait de prouver que la loi ne serait pas impopulaire, que ce qu'en France on accepte le plus allègrement ce sont les charges militaires, et que les hommes qui ont demandé le plus de sacrifices de sang et d'argent ont été les plus adulés. Il terminait ainsi : « Soyez surs que, quand vous demanderez de nouveaux sacrifices, en vue de ces périls que je signale, à cette nation d'hommes libres et fiers, elle vous suivra partout et vous criera : bravo ! »

1. Rapport de M. le général Deffis au Sénat ; annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 21 mars 1888 ; n° 204, p. 48.

Il ne faudrait pas voir dans cette taxe une exonération totale ou partielle du service militaire à prix d'argent, car elle ne frappe que les jeunes gens qui ont été dispensés du service pour des causes rigoureusement déterminées par la loi.

— Passant en revue les différentes classes d'assujettis, les partisans de la taxe remarquent combien il est équitable de leur faire payer un impôt :

Les dispensés conditionnels, parce qu'ils jouissent d'une très grande faveur ; pendant les deux années dont ils sont exemptés, ils peuvent travailler et prendre, au point de vue de leur carrière, une avance très appréciable sur les jeunes gens de leur classe qui doivent passer trois années sous les drapeaux ; ils le paieront d'autant plus volontiers qu'ils se souviennent encore des 1.500 fr. du volontariat d'un an, et que, par comparaison, la taxe leur semblera moins lourde. — Les exemptés du service pour infirmités physiques, parce que « si l'exempté, qui est bossu, borgne ou boiteux, se trouve « être le fils d'un banquier millionnaire, je veux, disait « M. Laisant, qu'il paie la taxe, et je crois qu'il serait pro- « fondément injuste de l'en exonérer. »

— Dans une argumentation que nous pourrions appeler la *théorie de l'équivalence des sacrifices civiques*, on a voulu prouver d'une autre manière la légitimité de la taxe : l'exempté ou le dispensé qui entre plutôt que les autres dans la vie civile y puise des avantages immédiats, qui nécessitent une compensation. Le citoyen qui accomplit son service militaire, se trouve, durant tout le temps pendant lequel il est sous les drapeaux, entièrement distrait de ses occupations professionnelles. Est-il commerçant, industriel, ses affaires seront loin d'être aussi prospères que s'il était présent à son atelier ou à son bureau ? Est-il fonctionnaire, son avancement pourra se

trouver compromis. Exerce-t-il une profession libérale, telle que celle de médecin, avocat, sa clientèle subira de notables diminutions. Il éprouve de ce fait un détriment, une perte, qui peut, dans certains cas, être des plus graves.

Le citoyen qui, par suite de sa mauvaise conformation physique ou à raison d'un accident, a été dispensé de passer trois années à la caserne ne subira pas tous ces inconvénients, tous ces dommages qui risquent de faire périliter ses intérêts propres. Il se trouverait donc, si le législateur n'intervenait, dans un état de supériorité manifeste par rapport au citoyen qui aurait accompli son service militaire. Or, qui ne voit qu'il y aurait là une inégalité flagrante, que rien ne justifie. Pourquoi la loi ne rétablirait-elle pas l'égalité par le paiement d'un impôt : la taxe militaire ?

— A un autre point de vue, celui de la proportionnalité de la taxe, M. le sénateur Michaux disait : « Ce seraient ceux qui
« possèdent le plus de richesses qui devraient payer la taxe
« avec le plus de soin et le plus de scrupules, puisqu'ils
« réclament de l'État des services de garantie et de sécurité
« plus considérables. »

La taxe doit donc être proportionnelle à la fortune des assujettis, mais comme la plupart des jeunes gens ne possèdent pas de fortune propre, comme ils jouissent et profitent, en partie au moins, de la fortune de leurs parents et souvent même contribuent à l'accroître par leur travail, la taxe doit porter aussi sur tous ces biens qui leur reviendront un jour et dont ils retirent déjà un avantage. M. Boulanger, sénateur, s'exprimait ainsi : « L'armée ne défend pas seulement la fortune de l'enfant, elle défend aussi la fortune que l'enfant
« aura un jour à recueillir et qui est détenue par ses ascen-

« dants ; d'un autre côté, le maintien de l'enfant dans sa « famille profite autant à elle-même qu'à l'assujetti » (Sénat, séance du 24 mai 1888).

— Le législateur de 1889 sentit qu'il ne pouvait pousser à l'extrême les conséquences de sa théorie, et au nom du même principe d'équité, il a voulu réduire le taux de la taxe et même la supprimer complètement pour les malheureux, les indigents et tous ceux qui sont dans une situation digne d'intérêt. « Il ne faut pas essayer de faire payer la taxe « à ceux qui ne le peuvent pas » (comme le remarquait un député, il n'y a peut-être pas grand mérite à cela). Il ne faut pas craindre que cette exemption de la taxe donne lieu à des mesures arbitraires, la taxe est traitée comme les autres contributions directes ; pour toutes, on peut accorder des décharges ou des remises, on agit de même en matière de taxe militaire.

M. Laisant terminait un discours par ces mots : « C'est au nom de la morale, de l'équité et du patriotisme que nous vous prions de voter le principe de la taxe militaire ».

Enfin, l'exemple des pays étrangers, tels que la Suisse et l'Autriche, qui avaient appliqué, depuis plusieurs années déjà, la taxe militaire, était un des premiers et des principaux arguments invoqués par les défenseurs de la taxe.

Le législateur de 1898 semble s'être inspiré des mêmes idées : au Sénat, M. Boulanger rappelait avec insistance dans la séance du 1^{er} avril, que la taxe militaire a été introduite en France « non pas pour des raisons fiscales, mais pour des raisons de justice et d'égalité », et plus loin « pour donner satisfaction à des sentiments de justice et d'égalité ».

S'il a dû céder, malgré l'opposition énergique des partisans

de la taxe, tant au sein de la Commission extraparlamentaire qu'à la Chambre et surtout au Sénat, et détruire une partie de son œuvre première, semblant s'éloigner de plus en plus de son principe fondamental, en exonérant de la taxe la plupart des précédents assujettis, c'est que « les enseignements de l'expérience » avaient rendu nécessaires les adoucissements qu'il apportait, cette fois encore, au nom de la morale et de l'équité.

D'ailleurs, depuis la réforme, les assujettis doivent s'estimer très heureux d'acquitter une taxe, sans doute plus élevée que l'ancienne, mais qu'ils ne paieront que les années seules pendant lesquelles ils devraient être au régiment, ils doivent sentir vivement l'avantage que la loi leur accorde, et même le bénéfice pécuniaire qu'ils en retireront, car, sans compter le temps qu'ils auraient perdu au régiment ; au point de vue de leur carrière, n'y auraient-ils pas dépensé par leurs menus frais d'entretien et sans aucune compensation une somme de beaucoup supérieure à la taxe militaire.

III

Réfutation de la théorie de l'équivalence.

Les adversaires de la taxe militaire pensent, au contraire, que cet impôt est profondément injuste et vexatoire, mal étudié, obscur, incomplet, incohérent, « rédigé par des hommes aveuglés par l'esprit de parti et l'intérêt électoral... » etc.

Emprunté à des législations étrangères, chez lesquelles il fonctionne dans des conditions différentes, on a surtout cité l'exemple des législations suisse et autrichienne. Mais il ne

Il faut pas oublier, d'une part, les critiques, les protestations et les difficultés de toutes sortes que la taxe a soulevées et soulève encore aujourd'hui en Suisse ; en octobre 1898, le gouvernement était encore à la recherche d'un moyen de coercition pour la faire payer aux contribuables récalcitrants ; il ne faut pas oublier, d'autre part, l'organisation militaire de la Suisse, qui diffère complètement de la nôtre, le grand nombre d'exonérés du service qui sont exemptés de la taxe, et les réclamations néanmoins très fréquentes. Il faut se souvenir qu'en Autriche-Hongrie le volontariat d'un an existe toujours et que la taxe y fonctionne d'une tout autre façon chez des peuples dont les mœurs ne sont pas les nôtres.

Quand bien même, ce qui n'est pas, notre taxe serait identique aux taxes suisse et autrichienne, serait-ce une raison pour la déclarer excellente ?

En France, en présence du principe du service militaire personnel alors que le rachat à prix d'argent est condamné tout à la fois par l'opinion publique et par la loi, et qu'il semble qu'aucune compensation pécuniaire ne soit possible, le législateur, s'appuyant sur la théorie de l'« équivalence », vient dire aux exemptés : « Vous ne pouvez faire votre service en nature, vous en paierez l'équivalence en argent : la taxe. » Et quels sont ces exemptés ? Sous l'empire de la loi de 1889, c'étaient ceux qui avaient été déclarés impropres au service par suite de leurs infirmités « quels qu'ils soient, capables ou non de travailler, aveugles, estropiés, invalides, malades, tous étaient frappés de la taxe ! » Cette mesure était injustifiable, même si parmi ces infirmes il se trouvait des fils de millionnaires. Était-ce de leur plein gré qu'ils demeuraient dans leurs foyers, ou le Conseil de revision ne le leur imposait-il pas ?

C'étaient les ajournés que la nature écartait également du service militaire, et qui, nous le verrons au cours de notre étude, pouvaient tout à la fois payer la taxe et accomplir leur service militaire, c'est-à-dire acquitter deux fois leur dette, en nature et en argent, par suite de l'illogisme d'un impôt, pour lequel on escomptait l'avenir, violant le principe de l'annuité de l'impôt. C'étaient les soutiens de famille, qu'on maintenait dans leurs foyers pour subvenir aux besoins des leurs, et auxquels on réclamait un impôt : l'impôt sur l'infortune.

La taxe ne frappait pas seulement les assujettis, mais elle frappait aussi leurs ascendants ; en fin de compte ces derniers étaient responsables, ils payaient une dette qu'ils n'avaient pas contractée ; faute de paiement ils devaient subir la rigueur de la loi, parce qu'ils avaient un fils infirme, au lieu d'un enfant vigoureux, parce qu'ils avaient un fils indigne, qui avait déserté !

— Pour réfuter cette argumentation, que nous avons désignée sous le nom de théorie de l'« équivalence des sacrifices civiques », les adversaires de la taxe militaire répondent : cette théorie est essentiellement fondée sur ce fait, que celui qui accomplit une ou plusieurs années de service éprouve un dommage personnel. Or c'est là une chose très discutable ; à l'âge où les citoyens sont en général appelés sous les drapeaux, combien d'entre eux sont à la tête d'un commerce, d'une industrie, combien occupent une situation officielle, où possèdent comme avocat, comme médecin une véritable clientèle ? Ce n'est guère que pour les périodes de vingt-huit et de treize jours que les inconvénients signalés par les partisans de cette théorie se font sentir ; et de ces périodes il n'est pas question ici. A côté de ces inconvénients le

service militaire n'offre-t-il pas aussi des avantages personnels, au point de vue physique, et quoi qu'on en ait dit, au point de vue moral et intellectuel : habitudes d'ordre, de méthode, qui ne sont pas sans profit après le départ du régiment. Et que dire des illettrés, des ignorants, qui sortent de l'armée, dégrossis, instruits, et qui pourront désormais mieux diriger leurs intérêts, de retour dans leurs foyers. Cette théorie de l'équivalence des sacrifices civiques ne saurait donc être admise, d'ailleurs serait-elle justifiée, que prouverait-elle en faveur de la taxe ? La taxe est basée non pas sur l'équivalence des avantages retirés et des dommages subis par ceux qui font ou ne font pas le service militaire, mais dans l'esprit même de ses fondateurs, elle a été créée pour établir la contrepartie de l'impôt du sang, pour faire payer en argent un impôt, que les dispensés ne peuvent acquitter en nature.

— La loi de 1898 a fait justice de la plus grande partie de ces iniquités. Elle a déchargé de la taxe la plupart de ceux qui étaient anciennement assujettis, puisque, sur près de 805.000 assujettis, elle en a libéré d'un seul coup 658.000, n'en conservant plus qu'environ 146.000. Mais elle laisse supporter l'impôt aux hommes classés dans les services auxiliaires (alors qu'elle en décharge les exemptés), aux hommes placés dans la seconde partie du contingent (alors qu'elle en décharge ceux renvoyés par anticipation), anomalies que nous examinerons dans le cours de notre étude ; mais elle conserve les dispensés, les ajournés et bien d'autres ; et les assujettis étant moins nombreux, sentiront plus vivement l'inégalité dont ils sont victimes ; mais elle laisse subsister, quoique légèrement amoindrie, la responsabilité des ascendants !

— Nous plaçant à un autre point de vue, nous savons que le

législateur en établissant deux taxes, l'une fixe et l'autre proportionnelle a voulu atteindre non seulement la personne des assujettis, mais aussi leurs biens et ceux de leurs parents, car l'armée protège également les biens et les personnes. L'armée ne protège pas seulement les biens des assujettis et de leurs parents, elle protège tous les biens sans distinction de propriétaire ; alors il fallait être logique jusqu'au bout, et faire payer une taxe à tous ceux qui sont incapables de fournir un service effectif et dont l'armée protège la fortune, « et par une conséquence inéluctable de ce principe, assujettir les femmes à la taxe militaire » (1). Ou plutôt il ne fallait pas établir un impôt de catégorie, mais un impôt direct général ; la contribution militaire.

Tels sont les arguments qui ont été invoqués pour combattre la taxe militaire, ils ne sont pas dépourvus de valeur, mais ils ont le tort de prendre le contre-pied de chacun des arguments employés par les partisans de l'impôt ; dans les deux camps les adversaires ne les font porter que sur des points de détail, ils défendent ou attaquent tel ou tel cas particulier, telle ou telle catégorie d'assujettis ; ils invoquent surtout de grands arguments sentimentaux au nom de la justice et de l'égalité (2).

1. Rapport présenté par M. de Lasteyrie au nom de la commission extra-parlementaire le 7 juillet 1897.

2. Dans la section II nous avons montré par différentes citations quelle ardeur de langage les partisans de la taxe apportaient à la défendre, voici en sens contraire la fin du discours d'un de ses adversaires à la tribune de la Chambre. Après avoir attaqué différents passages de la loi militaire et l'avoir présentée, comme « véritablement abominable », il s'écriait : « Vous avez fait tout cela, il n'y avait plus qu'une chose à laquelle vous n'aviez pas touché, à la bourse des contribuables. Permettez-moi de vous dire que si vous votez cet article il ne vous restera plus à propos de la loi militaire, de folies à commettre. »

N'y aurait-il pas une autre manière d'envisager le principe de la taxe militaire, et disons-le franchement de la combattre ?

IV

**Les taxes de rachat ; remplacement ; exonération ;
volontariat ; taxe militaire.**

— Si l'on n'a pas trouvé un argument décisif, irréfutable, c'est qu'il fallait peut-être examiner la taxe sous un autre aspect, et au lieu de la critiquer dans ses résultats, l'attaquer dans son essence même ; c'est qu'il fallait montrer que la taxe militaire, présentée comme une taxe toute nouvelle par un législateur, qui repoussait énergiquement toutes taxes de rachat et de volontariat, n'était autre chose qu'une nouvelle forme de ces mêmes taxes, puis élargissant le débat, il fallait s'attaquer au principe même du service militaire, qui mal compris, a donné naissance aux taxes de rachat.

— Le législateur français n'a pas inventé de toutes pièces la taxe militaire, il s'est sans doute, manifestement inspiré de l'exemple que lui offraient certains pays étrangers, mais ce qu'il a pris à la Suisse et à l'Autriche-Hongrie, c'était moins l'idée maîtresse de cet impôt que son mode d'application. Cette idée avait des origines plus lointaines, origines également communes à la taxe suisse et à la taxe autrichienne. Sans bien s'en rendre compte, les auteurs de la loi de 1889 se sont contentés d'adapter de leur mieux, selon les besoins de leur temps, de leur époque, et aussi, pourquoi ne pas le dire,

selon les besoins de leurs intérêts électoraux, l'idée aussi fausse qu'ancienne (elle avait déjà cours chez les Romains) que l'obligation du service militaire pouvait être convertie en une obligation en argent, c'est-à-dire l'idée des taxes de rachat. Que faut-il en tendre par taxe de rachat? (Et sous ce nom générique nous comprenons tout versement d'une somme d'argent dans le but de tenir lieu de service militaire personnel.) Mais auparavant, et ce sera le moyen d'arriver à la définition cherchée, examinons quelques-uns des moyens employés successivement pour permettre à un jeune homme, appelé sous les drapeaux, d'éviter tout ou partie du service personnel à l'aide d'un versement pécuniaire.

Ces principaux procédés sont d'une part : le remplacement, la substitution et l'exonération ; d'autre part : le volontariat et la taxe militaire. Les premiers fonctionnent sous le système des armées permanentes restreintes et à effectif limité ; les seconds fonctionnent sous le système du service militaire obligatoire et personnel, qui incorpore tous les citoyens valides.

— Sous le premier système, l'armée devait comprendre un effectif d'hommes déterminé et, lorsque les enrôlements volontaires étaient insuffisants, le tirage au sort y suppléait. C'est alors qu'on voyait intervenir le *remplacement*. Un jeune homme désigné par le sort allait trouver un ancien soldat libéré, ou un homme dispensé du service par l'« *élévation de son numéro* » qui, moyennant un prix convenu, se constituait son remplaçant. L'Etat n'intervenait au contrat que pour vérifier si le remplaçant présentait toutes les qualités nécessaires pour faire un bon soldat, et, le cas échéant, pour rappeler au remplacé qu'il était responsable de l'homme de son

choix. En effet, qu'importait à l'Etat que tel individu fut soldat plutôt que tel autre ?

A côté du remplacement, la *substitution* de numéros fonctionnait d'une manière analogue, mais avec des restrictions plus grandes ; pour citer un exemple, sous le régime de la loi de 1855, les substitués devaient, non seulement faire partie de la même classe, dans le même canton, être libérés par « *l'élévation de leurs numéros de tirage* » et être jugés propres au service, mais encore être frères, beaux-frères ou tout au moins parents jusqu'au sixième degré. Il arrivait souvent que la substitution avait lieu sans qu'elle eut pour conséquence le versement d'une somme d'argent.

— Comme nous le verrons dans notre étude historique, après un certain nombre d'années, le remplacement donnait lieu le plus souvent à de tels abus, qu'une mesure législative intervenait pour l'abolir et mettre à sa place l'*exonération* ; et parfois la substitution continuait à fonctionner parallèlement.

L'Etat se transformait lui-même en agence de remplacement et, oubliant peu à peu son rôle, il gardait l'argent sans acheter de remplaçants ; mais en principe les jeunes gens compris dans le contingent obtenaient l'exonération du service militaire au moyen du versement d'une certaine somme, laquelle était destinée à pourvoir à leur remplacement par la voie du rengagement d'anciens militaires, ou même de l'engagement de jeunes gens attirés par l'appât de la prime.

Tels furent les principaux moyens employés aux différentes époques de l'histoire pour éviter le service militaire personnel, sous le système des armées permanentes restreintes, qui vivaient à côté de la nation sans se confondre avec elle : ces

moyens se succédaient régulièrement dans l'ordre que nous avons indiqué.

— Avec le deuxième système, celui du service obligatoire et personnel, actuellement en vigueur chez nous, le remplacement et l'exonération qui trouvaient pour leur justification quelques arguments favorables sous le système précédent, ne peuvent plus subsister. Chacun doit le service militaire personnellement, nul ne peut l'éviter. Sont seuls dispensés ceux que la loi a désignés, parce qu'elle attend d'eux d'autres services, ou parce que la nature les avait déjà rendu incapables de porter les armes. Des seconds nous ne dirons rien, le législateur n'avait à remplir à leur égard qu'un rôle secondaire : constater un fait, enregistrer les décisions des lois naturelles, antérieures et supérieures à la loi positive.

Pour les premiers le législateur avait-il toute liberté ? Non, car là encore la force même des choses allait lui tracer des limites : seuls devaient être dispensés ceux qui, nécessaires à la vie de leur famille, en étaient les soutiens indispensables, et ceux que la société elle-même était intéressée à voir interrompre le moins possible les études ou les travaux qui devaient leur ouvrir certaines carrières. Le législateur ne pouvait donc accorder d'autres dispenses que celles fondées sur l'intérêt de la famille ou l'intérêt du pays. Il devait le faire purement et simplement, sans conditions, et surtout ne pas exiger de ces dispensés une taxe représentative d'un service qu'ils ne doivent légalement pas. Nous allons voir qu'il aima mieux en décider autrement.

Sous le régime dit du « *Volontariat* » il établit une distinction : aux dispensés en raison de leur incapacité

physique, et aux soutiens de famille il ne réclame rien ; aux autres, s'ils ne préfèrent accomplir l'intégralité de la durée du service, il impose une taxe spéciale, corrélative d'un engagement conditionnel d'un an. Bientôt, comme les remplacements sous le premier système, ces engagements conditionnels donnent lieu à de véritables abus ; tous les fils de familles aisées qui justifient d'une certaine instruction, en subissant un examen des plus élémentaires, obtiennent de ne faire qu'une année de service, et la taxe des volontaires devient une véritable taxe d'exonération. Des réclamations, des critiques surgissent, le pays s'émeut, une réforme est demandée.

— Le législateur décidé à appliquer dans toute sa rigueur le principe du service militaire personnel, supprime le volontariat. Nous avons vu que par la force des choses il devait maintenir certaines dispenses ; on pouvait croire qu'il les examinerait avec soin pour n'en retenir que les plus nécessaires, et, qu'en échange, il n'exigerait aucune prestation des dispensés. Il n'en fit rien. S'armant avec plus de conviction que jamais de la théorie de l'équivalence, il décide que tous ceux, qui n'acquitteront pas en nature l'impôt du sang, l'acquitteront en argent sous forme d'un impôt : la taxe militaire. Tous, infirmes, malades, soutiens de familles, dispensés par raison sociale, doivent payer cet impôt, qui, dernier terme d'une longue série de tâtonnements, devrait être un progrès et qui ne réussit qu'à soulever une telle réprobation que, quelques années après sa création, avant même qu'il ne soit entré dans sa période de plein rendement, le législateur doit réformer son œuvre imparfaite.

A ce moment loin de supprimer la taxe comme on pouvait

s'y attendre, il en maintient le principe avec autant d'énergie. Cependant il se décide à y apporter des exceptions nombreuses, mais pour lesquelles il ne suit aucune méthode ; il supprime selon son bon plaisir, l'arbitraire préside à son choix : il libère avec raison les exemptés pour infirmités, mais il maintient les hommes classés dans les services auxiliaires également pour infirmités ; il libère les hommes renvoyés par anticipation, mais il maintient ceux placés dans la seconde partie du contingent. Il manifeste surtout son intention certaine de maintenir les dispensés à titre conditionnel, ceux qui, sous la précédente législation, auraient fait leur volontariat, et comme sa réforme ne s'applique pas seulement aux catégories de contribuables, mais à la forme même de l'impôt, il lui donne une apparence qui rappelle celle de l'ancienne taxe de volontariat. Il est facile de prévoir que si la taxe militaire se maintient encore quelques années, la nécessité d'une nouvelle modification ne tardera pas à se faire sentir, et, en admettant qu'elle ne succombe pas dans les discussions des commissions et des Chambres, elle en sortira diminuée encore d'une grande partie de sa matière imposable : seuls les dispensés conditionnels lui resteront. Ne sera-ce pas alors une taxe analogue à celle du volontariat, également facultative, en ce sens que *tous* les assujettis, comme les volontaires, pourront lui échapper en accomplissant la durée intégrale du service militaire, mais une taxe rajeunie dans la forme, moins élevée dans le tarif, plus commode dans le payement, divisé en deux termes.

Nous avons vu que la prestation fournie par les volontaires d'un an ressemblait extrêmement à la taxe d'exonération, de l'aveu même des partisans de la taxe militaire. Nous venons

de voir que la taxe militaire, après avoir été dans ses débuts quelque chose d'incohérent par le fait même de ses iniquités, s'était épurée peu à peu, avait pris forme, et tendait de plus en plus à rassembler à la taxe du volontariat.

Remarquons aussi que la différence semble plus grande entre la taxe d'exonération et le prix payé par le remplacé au remplaçant, qu'entre la taxe d'exonération et la taxe militaire ; cependant on ne peut contester que l'exonération ne soit autre chose que le remplacement perfectionné, auquel elle succède toujours chronologiquement.

Avec la taxe militaire nous sommes arrivés *au dernier terme connu de l'évolution des taxes de rachat*, qui, tour à tour, sous le nom de taxes de remplacement, d'exonération, de volontariat, de taxe militaire, et sous les apparences les plus diverses, qui n'étaient que les différentes manières d'être d'une seule et même erreur législative, sont restées toujours les mêmes, fidèles à leur origine.

Connaissant maintenant les taxes de rachat nous pouvons essayer d'en donner une définition générale susceptible de s'appliquer à tous les cas que nous venons de parcourir ; nous pourrions rappeler la formule brève que nous avons déjà employée : « La taxe de rachat est le versement d'une somme d'argent dans le but de tenir lieu du service militaire personnel », nous risquerions de n'être pas toujours exact, et nous préférons cette définition plus longue. « La taxe de rachat est le paiement d'une somme d'argent, grâce auquel « un individu qui remplit certaines conditions, plus ou moins « strictement déterminées par la loi, peut s'exonérer du service militaire soit partiellement, soit complètement ».

Nous ne voulons pas dire que la taxe militaire soit exacte-

ment la même que la taxe d'exonération par exemple, nous voulons simplement démontrer qu'elle fait partie de la même catégorie de taxes, les taxes de rachat, qui toutes, nées de la même cause, peuvent être ramenées à une même formule générale, et qui tout en conservant chacune les caractères propres qui les distinguent, n'en font pas moins partie d'un même groupe.

V

Fausse conception du principe du service militaire.

Nous avons dit que l'origine des taxes de rachat, et par suite de la taxe militaire était l'idée fausse que l'on se faisait généralement de la nature du service militaire.

On admet communément que le service militaire est un impôt et l'impôt le plus noble « l'impôt du sang ». Quand on a prononcé ces mots pompeux « l'impôt du sang » sans chercher s'ils ont un sens, il semble que tout soit dit. Les uns ajoutent que c'est un impôt personnel au premier chef, le paiement d'une dette sacrée envers la patrie, les autres affirment que c'est un impôt détestable auquel tous les moyens sont bons pour échapper (1). Des deux côtés, avec des considérations différentes, il semble que la signification

1. Proudhon dans sa « *Théorie de l'impôt* » semble considérer, le service militaire comme un impôt en nature ; il termine son développement par cette violente tirade : « Cet impôt du sang qui pèse d'une manière si lourde sur « les masses qui détruit à la longue les nationalités en épuisant les races, et « en les dépravant..... L'éducation et la raison, en transformant l'âme de la « démocratie, sont seules capables d'exonérer un jour le peuple de la « caserne, pire que le carnage ».

de cette expression soit claire et nette. Pourtant si nous examinons d'un peu plus près ces mots accouplés « impôt du sang », si nous cherchons ce qu'ils veulent dire, nous ne comprenons plus.

L'impôt selon les définitions généralement admises aujourd'hui est « la contribution mise à la charge de chaque citoyen pour sa part dans les dépenses publiques » « la quote part de chacun dans les dépenses de l'État ».

Selon M. Paul Leroy-Beaulieu « l'impôt est la contribution « exigée de chaque citoyen pour sa part dans les dépenses « du gouvernement » ; selon une autre définition, excellente à notre avis « l'impôt est un prélèvement opéré sur les facultés individuelles des contribuables pour subvenir aux « besoins des services publics ». Est-il possible de faire rentrer dans ces formules le service militaire ? (1).

Les Romains eux-mêmes, à l'origine, ne regardaient pas le service militaire comme un impôt ; fréquemment dans les auteurs on retrouve cette idée « que le service militaire existait à Rome avant que les Romains ne connussent l'impôt » ; par suite, *a contrario*, il n'était pas considéré comme un impôt.

Le service militaire n'est donc pas un impôt proprement dit, et c'est justement parce qu'il ne l'est pas qu'on peut dire que l'armée est une noble et grande institution, que le soldat qui accomplit son devoir militaire a bien mérité de la patrie et qu'il est un grand citoyen. Dirait-on la même chose d'un

1. On pourrait davantage assimiler à l'impôt les réquisitions militaires ; mais elles n'ont ni le caractère général, ni le caractère permanent qui convient à l'impôt, on s'accorde à les considérer plutôt comme des expropriations partielles à titre provisoire.

impôt et décernerait-on ces louanges à l'honnête contribuable qui a bien payé sa cotisation eut-il même, le premier de France, gravi l'escalier du percepteur ? (1)

Si l'impôt du sang existait, ne serait-ce pas plutôt en temps de guerre, l'obligation de marcher à l'ennemi ? alors les distinctions disparaissent, il n'y a plus de dispensés, tous ceux qui sont en état de porter les armes doivent partir et veulent partir et, qu'ils aient ou non accompli l'intégralité du temps de service à la caserne, qu'ils aient été ou non assujettis à la taxe, tous verseront leur sang également ! Peut-on dire encore que ceux-là payent un impôt, l'impôt du sang ?... Lorsque les habitants d'une région s'unissent pour lutter contre une inondation, pour chasser des animaux féroces ou combattre des troupes de pillards, dira-t-on qu'ils paient un impôt ? En s'unissant pour repousser l'ennemi commun ils remplissent une simple obligation sociale. L'obligation militaire est-elle autre chose ?

Lorsque la patrie est attaquée, lorsqu'elle est lésée dans sa sécurité, sa liberté, son honneur, lorsque son existence est menacée, alors « dans un libre élan du cœur » et sans attendre l'injonction de la loi, tous les citoyens s'unissent pour la défendre, sans distinguer entre ceux qui ont déjà fait « leur service militaire » et ceux qui en ont été exemptés ; les infirmes et les malades n'ont que leurs biens à donner, ils les offrent ; les femmes, les enfants, les vieillards se rendent utiles de maintes façons, contribuent dans la mesure de leurs

1. Nous ne rappelons que par pure curiosité, cette définition, que nous voulons bien croire simplement humoristique, d'après laquelle le service militaire ne serait qu'« une expropriation temporaire de la liberté individuelle ».

forces et de leurs moyens à la défense du pays, et tous, avec une abnégation admirable font le sacrifice de leur fortune et de leur vie ! Et, le faisant, ils accomplissent leur devoir. Il n'est plus question ni d'impôt en nature, ni d'impôt en argent, il n'est plus question que de patriotisme !

Si donc l'obligation militaire n'est pas un impôt, comment comprendre le caractère juridique de son équivalence par un impôt en argent ?

Il ne faudrait pas non plus jouer sur les mots et dire que, si le devoir militaire n'est pas un impôt, le service militaire en est un. Comment concevoir que l'obligation principale soit une chose, et que l'obligation accessoire corollaire en soit une autre !

En vérité le service militaire est simplement un devoir sacré à accomplir (1), une fonction sociale à remplir, obligatoire à cause de son importance capitale et parce que tous ne le comprendraient pas ; déterminé et engendré par la guerre dont il n'est que la laborieuse préparation, il exige de tous les citoyens une longue et indispensable période d'instruction que le patriotisme seul ne pourrait remplacer, autrement il suffirait d'un appel à l'heure du danger !

Le service militaire est une obligation, sanctionnée par la loi positive, mais c'est en quelque sorte une obligation conditionnelle : tout citoyen doit le service personnel sous la condition de posséder, au jour voulu, certaines qualités exigées par la loi, et dont sera juge le conseil de revision ; si la condition fait défaut il n'y a plus d'obligation, on ne peut donc lui substituer une obligation en argent. — Ce n'est pas une obli-

1. L'Assemblée Constituante considérait le service militaire comme « un devoir civique et général » (D. 4 mars 1791).

gation alternative, qui permettrait au citoyen, le débiteur, ou à la Société, le créancier, d'obtenir au choix de l'un d'eux, l'exécution en nature ou en argent ; ce n'est pas davantage une obligation facultative. — Le principe fondamental de l'organisation militaire en France, l'obligation personnelle au service militaire, a subi bien des vicissitudes dans son application depuis 1789 jusqu'à la loi de 1872 ; même pendant cette longue période, aux époques où le recrutement était assuré par les engagements volontaires et par le tirage au sort, l'obligation n'en subsistait pas moins pour tous les citoyens, c'était toujours l'obligation conditionnelle que nous venons d'examiner, mais c'était aussi une obligation solidaire : elle était due par tous personnellement, mais elle était éteinte par le fait de quelques-uns ; et personne ne pouvait à son gré en fausser le principe par un rachat en argent.

— Si l'on voulait absolument rapprocher le service militaire de quelque chose, ce n'est pas de l'impôt, ce n'est pas non plus de la corvée, dont on a voulu se servir pour justifier la taxe militaire par l'exemple des prestations en nature, mais il faudrait plutôt le rapprocher du devoir de voter. — Tous deux sont également une fonction sociale, tous deux sont également un devoir et un droit, réglementés et limités par la loi positive ; chaque citoyen peut et doit participer à la formation, comme à la défense de ses institutions. — Les remplir constitue également un honneur, les citoyens indignes sont exclus de l'un comme de l'autre ; le législateur peut, sans enfreindre l'universalité du suffrage ni celle du service militaire, leur apporter telles exceptions ou telles déchéances reconnues nécessaires. — Les mêmes conditions de nationalité et de sexe sont exigées de l'un et de l'autre. — L'un

est sanctionné, l'autre ne l'est pas, c'est que le premier a un caractère d'utilité plus immédiate et d'ailleurs n'a-t-on pas proposé de sanctionner le second. Si un citoyen par mauvais vouloir ou par négligence refusait d'aller à la salle de vote il serait frappé d'une amende (une amende, c'est-à-dire une pénalité, un châtiment et non pas un impôt) ; d'ailleurs plusieurs constitutions étrangères ont admis « le vote obligatoire » avec une sanction pécuniaire (1) ; quoi de plus juste ! Mais si, malade, infirme, *ou pour toute autre raison déterminée par la loi*, le citoyen était dans l'impossibilité de se rendre à la salle de vote, lui infligerait-on une amende ? Personne n'oserait faire une telle proposition, et encore moins ne voudrait lui faire payer un soi-disant impôt d'équivalence. Remarquons également que ni le vote, ni le service militaire ne sont dans le commerce, et qu'il est aussi immoral de vendre son vote, que d'acheter un remplaçant, ou de se décharger par un versement en argent du soin de remplir l'une ou l'autre de ces obligations.

— Que reste-il maintenant de la théorie de l'équivalence et sur quelles bases peut encore s'appuyer la taxe militaire ?

La taxe militaire en réalité, ne peut plus se justifier, elle ne répond à rien ; elle n'aurait qu'une excuse : la raison budgétaire, l'équilibre du budget, raison légitime sans doute, mais qu'elle ne peut même pas invoquer. Car cet impôt, pur expédient fiscal, comme devait l'avouer lui-même le rapporteur de la commission extra-parlementaire de 1897 (2), ne donnera

1. En Belgique, Réforme de la Constitution et de la loi électorale du 25 septembre 1893, art. 48, et 233 ; En Suisse, avec sanctions différentes selon les cantons ; En Danemark (L. 12 juillet 1867) ; dans le Grand Duché de Bade (L. 25 août 1876) ; en Bavière (L. 22 mars 1881) ; en Bulgarie (L. 25 août 1882) ; etc.

2. Ce rapport contenait : « Aujourd'hui que le remplacement a dis-

plus au Trésor qu'environ deux millions et demi, produit misérable, par rapport à l'ensemble de nos recettes, aux frais élevés d'établissement auxquels il donne lieu, et aux difficultés de toutes sortes qu'il soulève.

Dans ces conditions est-il bien utile de conserver un tel impôt ?

VI

Plan et divisions

Nous bornons là nos critiques générales, placées dans une introduction, en dehors de notre étude propre, au cours de laquelle, les difficultés et les conséquences que nous rencontrerons à chaque pas, serviront cependant à arracher quelques pierres de l'édifice branlant que nous n'avons pas la prétention de démolir, car nous avons voulu faire plutôt un simple commentaire de la taxe militaire qu'un ouvrage de pure théorie.

Néanmoins dans une première partie nous avons cru utile d'exposer, à l'aide de documents malheureusement trop peu précis, l'histoire des taxes d'exonération et de remplacement en droit romain et en France depuis le moyen âge jusqu'à la loi de 1889, la taxe militaire faisant, comme nous l'avons démontré, partie du même groupe de taxes : les taxes de rachat.

Ensuite nous avons également cru utile de nous arrêter

« paru de nos lois militaires, on ne peut admettre l'équivalence du service
« personnel et d'une prestation en argent, et les arguments philosophiques
« par lesquels on a prétendu la (la taxe) justifier par la suite, ne s'accordent
« point avec la réalité des faits ».

quelque peu sur les législations étrangères ; nous avons, à cet effet, passé en revue tous les pays de l'Europe que nous avons rangés en deux classes : la première comprenant par ordre alphabétique les pays qui ne possèdent pas la taxe militaire et qui n'ont jamais pensé à l'introduire chez eux ; de ceux là nous parlons le plus succinctement possible ; la deuxième comprend les pays qui se sont occupés de la taxe militaire dans leur législation qu'ils l'y aient ou non introduite.

Dans une seconde partie nous avons étudié la taxe militaire française en adoptant, dans une série de chapitres, l'ordre qui nous a semblé le plus rationnel : d'abord l'objet et la nature de la taxe, par qui elle est due, et quels sont ceux qui en sont affranchis, puis à l'aide de ces éléments, la manière de la calculer, sa durée et ensuite très sommairement quelques notions sur son établissement, son recouvrement et les réclamations auxquelles elle peut donner lieu. Nous terminons par l'étude de la taxe en Algérie et celle des mesures transitoires qui offrent un intérêt réel quoique passager. Enfin, dans un dernier chapitre, nous avons sacrifié un peu, mais sans doute encore trop et nous nous en excusons, à la statistique.

Dans chaque chapitre nous avons cru bon de comparer les législations de 1889 et de 1893 avec la nouvelle législation de 1898.

PREMIÈRE PARTIE

ÉTUDE HISTORIQUE ET LÉGISLATION COMPARÉE

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE DE LA TAXE MILITAIRE, DU REMPLACEMENT ET DE L'EXONÉRATION DU SERVICE MILITAIRE

I

Chez les Romains.

Les Romains n'ont certainement pas connu la taxe militaire telle que nous l'appliquons aujourd'hui, mais ils ont pratiqué sur une large échelle une taxe analogue aux taxes de remplacement et d'exonération qui existèrent autrefois chez nous (1).

1. Pour faciliter cette étude, nous croyons utile de rappeler le plus rapidement possible l'organisation du service militaire à Rome, au point de vue du recrutement.

Nous ne dirons rien de l'armée romaine avant Auguste, sinon qu'elle avait déjà subi plusieurs transformations considérables ; le service militaire, à l'origine, basé exclusivement sur le patriciat, s'appuya à partir de Servius et jusqu'à la fin de la République sur la fortune ; sous Marius, il fut complètement modifié dans un sens

Au début, ils ne considéraient certainement pas le service militaire comme un impôt, nous l'avons démontré dans notre introduction, mais peu à peu ils en arrivèrent à oublier ou

favorable aux classes pauvres ; les enrôlements volontaires furent permis et l'armée perdit le caractère qu'elle avait eu jusqu'à ce jour d'armée nationale, pour commencer à devenir une armée de mercenaires ; de devoir envers la patrie, le service militaire devint un métier, et l'idée de patrie et de religion qui donnait le courage aux soldats fut remplacée par celle de la solde, du butin et du pillage. Il est curieux de constater que les Romains partirent de l'armée nationale, restreinte il est vrai à certaines classes de la société, pour aboutir aux armées mercenaires, contrairement à ce qui s'est passé, depuis les temps modernes tout au moins, dans le développement de la plupart des nations européennes actuelles. — Avec Auguste, l'armée fut de nouveau transformée et dans le sens que nous venons d'indiquer. Délaissant complètement la vieille organisation militaire romaine, Auguste voulut, semble-t-il, une armée permanente complètement séparée de la population civile. Tous les ans, l'empereur qui se réserva toujours avec un soin jaloux cette importante prérogative fixait dans un édit, selon sa seule volonté, le contingent d'hommes nécessaire pour faire face aux besoins du moment, *indictio*. Le recrutement s'opérait de deux façons : 1^o Par engagements volontaires ; 2^o par des appels forcés.

I. *Engagements volontaires*. — Les engagements volontaires fonctionnaient suivant le système établi par Marius ; ils avaient lieu surtout parmi les citoyens pauvres et même parmi les esclaves. Les premiers étaient attirés par l'appât d'une prime, variable selon les époques, et qui semble avoir été le plus ordinairement du chiffre de dix sous d'or ; les seconds l'étaient par l'espoir de la liberté et le don d'une petite somme d'argent *pulveraticum*. Ces engagements prirent de plus en plus d'importance, surtout quand les étrangers accoururent en foule nombreuse s'enrôler.

II. *Appels forcés*. — Les appels forcés assuraient le recrutement d'une manière plus certaine, et en tout cas moins coûteuse pour le

plutôt à en fausser le principe à un tel point qu'à partir de l'Empire, ils le regardèrent non plus comme l'accomplissement du devoir de citoyen envers la patrie, mais simplement comme l'acquittement d'un impôt comme un autre, et parti-

trésor ; on distinguait : A) Les appels forcés extraordinaires ; B) les appels forcés ordinaires.

A) Sous la République, les appels forcés étaient déjà connus : lorsqu'un grand danger menaçait la patrie, on pratiquait la levée en masse, le *tumultus*. Sous l'Empire, on abandonna cette mesure patriotique qui correspondait quelque peu à notre idée moderne de la nation armée, pour établir des distinctions et des catégories dans ces appels forcés qui n'avaient lieu pourtant que dans des circonstances très graves. On incorporait d'abord les hommes qui formaient une sorte de réserve, les *adcrecentes*. Ce n'est que lorsque le nombre des *adcrecentes* était insuffisant qu'on s'adressait aux autres citoyens, mais on avait soin de ne prendre que ceux qui n'étaient pas inscrits sur les registres du cens, ou qui n'y étaient inscrits qu'en qualité de suppléant *incenciti*, et cela dans un intérêt purement fiscal, pour ne pas diminuer les recettes du trésor, car les soldats étaient exemptés de contributions pécuniaires. Pour des raisons analogues, les directeurs de fabriques et les commerçants n'étaient pas atteints par les appels forcés, car, par leurs travaux, ils augmentaient la richesse publique.

B) Les appels ordinaires venaient chaque année assurer régulièrement le recrutement ; ils avaient un caractère tantôt personnel, tantôt réel. En effet, parmi les citoyens assujettis à ces appels, les uns devaient leur service personnellement, les autres devaient fournir un certain nombre de recrues, d'après l'étendue de leurs terres en proportion de leur fortune, d'autres, enfin, devaient également fournir des recrues, mais en raison de leur situation sociale.

1° L'obligation de servir personnellement paraît découler d'une idée similaire analogue de celle qui présida à la fondation des castes chez les peuples de l'Inde et dans l'ancienne Egypte, idée qui veut que tout individu soit classé dans une condition dont il ne pourra jamais sortir et dans laquelle il demeurera toujours, lui

culièrement d'un impôt sur les terres. — Il ne faut donc pas s'étonner si les Romains arrivèrent à pratiquer l'exonération ; et quand ils supprimèrent les prestations et les impôts en nature pour les remplacer par des impôts en argent, ce qui

et ses descendants : immobilisation de la famille dans la profession de l'ancêtre. C'est ainsi que les fils de vétérans qui jouissaient d'immunités particulières et de concessions de terres étaient obligés de suivre la carrière des armes. Cette idée qui nous semble étrange aujourd'hui devait être poussée jusqu'à l'absurde ; les empereurs décidèrent que les fils de vétérans qui devaient être présentés par leurs parents à 19 ans serviraient non seulement dans les mêmes corps, mais encore dans les mêmes grades que leurs pères. Les récalcitrants étaient poursuivis par des tribuns envoyés dans les provinces à leur recherche et incorporés *manu militari*. Après Constantin qui imposa le premier cette rigoureuse obligation aux fils des vétérans, ce régime sévère s'atténua peu à peu. On en vint à accorder un certain délai à ces jeunes gens pour se décider à embrasser la carrière des armes ; à l'expiration de ce délai ils étaient rangés dans la classe des décurions dont les lourdes charges en faisaient une profession généralement peu recherchée.

2° En dehors de cette catégorie pour qui le service militaire était un devoir, mais un devoir plutôt imposé qu'accepté, l'idée du service militaire s'était complètement transformée avec l'Empire ce n'était plus, comme sous la République, une sorte de devoir sacré du citoyen envers la patrie, mais simplement un impôt sur les terres, *Tironum prebitio in patrimoniorum viribus potius quam in personarum muneribus collocetur*. — Le nombre des recrues était fixé par les répartiteurs selon l'étendue des terres et d'après les bases indiquées par l'*indictio*. « Tout possesseur du sol fut astreint non
« pas à être soldat lui-même mais à fournir un soldat. Le nombre
« des hommes qu'il fallait donner était proportionnel comme l'im-
« pôt foncier à l'étendue et à la valeur des terres. Un grand pro-
« priétaire devait plusieurs soldats ; plusieurs petits proprié-
« taires se cotisaient pour en fournir un ». Fustel de Coulanges.
(*Institutions politiques de l'ancienne France*, p. 183).

était tout à la fois un progrès et le signe d'une civilisation plus avancée, ils introduisirent tout naturellement cette conversion dans leurs institutions militaires, conversion qui était loin d'être un progrès.

3° En raison de leur haute situation sociale ou en raison des fonctions élevées qu'ils exerçaient, certains citoyens devaient offrir à l'Etat des recrues. Cette offre, sans doute volontaire au début, était devenue avec le temps une véritable obligation. Parmi les contribuables nous pouvons citer les sénateurs, les personnes pourvues de titres honorifiques *honorati*, les chefs de curies « principales », les curiaux « décuriones », les employés des juges et des gouverneurs de provinces « officielles », les prêtres païens, etc. Les recrues présentées par les contribuables et par les propriétaires fonciers devaient être naturellement dans les conditions physiques et intellectuelles exigées de tout soldat.

II. Certaines professions procuraient à ceux qui les exerçaient le bénéfice d'être dispensés du service militaire ; nous trouverons au Code Théodosien l'énumération de ces causes d'exemption par exemple : les gens de la haute domesticité du palais du Prince, les médecins, les grammairiens, les professeurs, les docteurs en droit *doctores legum*, ceux qui appartenaient aux classes des illustres, *spectabiles clarissimi*. Ces causes d'exemption s'appliquaient aux personnes qui exerçaient ces professions soit à Rome, soit à Constantinople, soit dans les villes voisines.

Certaines professions ou qualités étaient un motif d'exclusion de l'armée. Ainsi ne pouvaient être soldats : 1° Les esclaves, car leur patriotisme était douteux, et cela sous peine de mort ; pourtant dans les moments de périls, on leur ouvrait l'armée en échange de la liberté et de certains avantages pécuniaires, *præmium libertatis et pulveratici nomine binos solidos accepturi*. Sous Justinien on chercha à concilier l'intérêt des maîtres d'esclaves et les exigences du recrutement ; 2° Les colons ; 3° Le *Servus puenae* ; 4° Les plaideurs ayant employé des manœuvres déloyales ; 5° Les individus accusés d'adultère ; 6° Les anciens militaires renvoyés d'une façon ignominieuse ; 7° Les cabarettiers *cauponarii*. Les taverniers *tabernarii*, les cuisiniers *coci*, les boulangers *pistores*, les employés des

Les contribuables, qui devaient à l'Etat un certain nombre de recrues, comme nous l'avons vu dans notre note sur l'organisation du service militaire, c'est-à-dire les possesseurs du sol et les grands personnages, commencèrent par acheter des hommes, lorsqu'ils ne trouvaient pas de recrues parmi leurs serviteurs ; puis les difficultés qu'ils éprouvaient à se les procurer les engagèrent à recourir à des gens spéciaux qui feraient métier de leur fournir des remplaçants. Cette situation devait donner naissance à une agence nommée *Prototypia*, qui, soutenue par des personnages considérables, s'engageait à fournir les hommes nécessaires moyennant une somme d'argent déterminée, qui varia beaucoup, mais fut le plus souvent très élevée. Des abus ne tardèrent pas à se produire ; c'est ainsi que, grâce aux hautes influences dont disposait cette agence, on arriva à refuser les meilleures recrues pour obliger les propriétaires à s'y adresser, et ces abus devinrent tels qu'on dut supprimer la *prototypia*. Ce système avait été à peu près celui du rempla-

ateliers fermés impériaux *ergastula* ; toutes professions sédentaires et viles ; 8° Les forçats ; 9° Les clercs et les moines ; 10° Les juifs placés hors du droit commun par les préjugés grossiers de l'époque ; 11° Les relégués dans une île.

En sens inverse, il y avait interdiction pour un motif fiscal à certains individus de quitter leurs conditions pour s'engager dans l'armée : les décurions responsables solidairement du produit de l'impôt et assujettis à de lourdes charges pécuniaires ne pouvaient devenir soldats pour échapper à leur misérable sort. Ce n'était pas par faveur pour les décurions qu'ils étaient exclus du service militaire. « C'était pour ne pas affaiblir la matière imposable : les empereurs aimaient encore mieux l'or que les soldats » (Serrigny *Dr. administratif romain*, t. I, page 323 et suiv.)

cement tel qu'il fut pratiqué en France avant la loi de 1855 puis, peu à peu, le remplacement fit place à l'exonération et à ses conséquences encore plus désastreuses. Cette conversion en argent *adaeratio* fut d'abord pratiquée dans certaines circonstances, aux époques calmes et lorsque le trésor public était épuisé par des dépenses excessives *exhausti aerarii necessitas*. Parfois encore le rachat à prix d'argent était permis par faveur à certaines classes de privilégiés qui avaient obtenu leur libération par ce moyen. Puis la conversion se généralisa et devint pour ainsi dire obligatoire. Le prix d'une recrue fixé par l'Empereur, varia selon les époques : Valens le fixa à 36 sous d'or par homme ; des édits postérieurs ramenèrent ce chiffre à 25 sous d'or (rappelez que le sou valait environ 15 fr. 10 de notre monnaie). On exigeait en outre une certaine somme pour le montant de l'habillement et de la nourriture, *annuimus et pro tiro-nibus pretia inferantur. Damus optionem ut pro singulis vingenti quinque solidos numerent, post initam videlicet rationem et vestium et paslus* ». Valens exigeait 6 sous d'or pour l'habillement. L'argent provenant du rachat s'appelait *aurum tironicum*, il était perçu par un agent appelé *temonarius* et versé dans la caisse militaire *aerarium militare* instituée par Auguste.

Ce système de l'exonération contribua pour beaucoup à la perte de l'Empire romain ; car les barbares, de leur nature portés au métier des armes, s'offrirent pour remplacer dans les légions tous les exonérés romains, et peu à peu ils devinrent les maîtres d'une armée, dont les citoyens avaient

déserté les rangs et s'étaient cru quitte envers leur patrie, en versant quelques sous d'or dans la caisse militaire.

II

En France jusqu'en 1789.

La taxe militaire, telle que nous la concevons aujourd'hui, n'a pas plus existé dans l'ancienne France qu'autrefois à Rome. Mais l'exonération, le remplacement et certaines taxes spéciales furent appliquées aux différentes époques de notre histoire (1).

1. De même que nous avons rappelé au chapitre précédent l'organisation du service militaire à Rome, de même nous allons exposer rapidement pour les mêmes motifs les principes généraux du service militaire de l'ancienne France.

Au moyen âge, l'organisation de l'armée ne différait guère de l'organisation de l'aristocratie féodale. Ainsi que dans la magistrature et l'administration, ses chefs étaient tout naturellement les ducs, comtes, vicomtes, anciens officiers royaux, devenus seigneurs héréditaires. Le roi n'avait réellement en main que les hommes de son domaine. Les grands vassaux devaient bien apporter au roi le concours de leur armée propre, mais souvent ils se contentaient de lui envoyer un nombre d'hommes plus ou moins considérable : on cite le cas d'un grand vassal qui, au xii^e siècle, se croyait quitte envers le roi en lui amenant dix chevaliers seulement.

L'armée royale comprenait deux éléments : l'armée active et la réserve. L'armée active se composait de tous les vassaux du roi suivis eux-mêmes de leurs arrières vassaux. Ils étaient chevaliers « milites » et se faisaient toujours escorter de deux écuyers (Langlois, *Règne de Philippe-le-Hardy*, page 365) et d'un certain nombre de combattants, serviteurs ou sergents.

La réserve, appelée seulement en cas de danger, se composait

Il est à peu près prouvé qu'au temps de Charlemagne

des grands feudataires et de tous les hommes libres. Et ce n'était pas sans difficulté que le roi pouvait incorporer les hommes libres de ses vassaux, car devant l'idée ancienne du service militaire due au roi par tout homme libre, n'eût-il aucun fief, se trouvait placée l'idée plus récente du devoir féodal qui voulait que tout homme libre, vassal d'un feudataire, accomplit d'abord ses devoirs féodaux immédiats, même lorsque ceux-ci étaient en opposition avec ses devoirs envers le roi. La royauté chercha à s'appuyer sur le clergé pour ramener à elle les roturiers coutumiers et vilains. Mais le résultat fut loin de correspondre à son attente. Le clergé se fit peu à peu exempter par privilège de ces charges militaires peu compatibles avec les lois de l'Eglise. De leur côté, les bourgeois et coutumiers profitaient de toutes les occasions pour obtenir du roi ou de leurs seigneurs des atténuations et adoucissements à l'accomplissement de leur service militaire. C'est ainsi qu'on vit tel vassal ne devoir que 20 et même 10 jours de service ; tels bourgeois, ceux de Rouen par exemple, ne devoir qu'une journée de marche, alors que la durée normale de ce service était ordinairement de 40 jours.

Malgré ces obstacles, un très grand nombre de roturiers constituaient aux heures de péril une imposante réserve. Remarquons toutefois que, seuls, les hommes libres en faisaient partie, les serfs, bien que l'opinion contraire eut été soutenue, ne devaient pas le service militaire (Cf. Prou, « De la nature du service militaire dû par les roturiers au ^x^e siècle et ^{xii}^e siècle », dans *Revue hist.*, t. XLIV, pp. 313, 327. En sens contraire, Borrelli de Serres, *Recherches sur divers services publics du ^{xiii}^e au ^{xvii}^e siècle ; Notice relative au ^{xiii}^e siècle*, p. 507. — M. Viollet incline vers la thèse de M. Prou). Ils allaient à pied *pedites* et formaient les corps d'arbalétriers. Ils étaient groupés par communauté rurale et furent commandés parfois, au ^{xi}^e et ^{xii}^e siècles, par leur curé, souvent aussi par leur seigneur ou par un officier royal. Ce fut seulement à la fin du règne de Louis VII qu'apparurent dans l'armée royale les milices communales proprement dites.

A partir du ^{xiii}^e siècle, l'idée ancienne du devoir militaire envers le roi se réveilla peu à peu et les convocations d'arrière ban purent avoir lieu utilement. Mais les seigneurs tenaient toujours à amener

on pouvait se racheter en acquittant une taxe de remplace-

eux-mêmes au roi leurs propres vassaux et leurs hommes, tandis que le roi aurait préféré les faire conduire par des officiers royaux, ce qu'il faisait chaque fois que la chose était possible. Devant les difficultés qui résultèrent de ce conflit journalier, la royauté dû songer à laisser de côté ce système de service militaire et à se donner une armée plus souple et plus maniable (Déjà plusieurs rois, notamment Philippe-le-Hardi, avaient employé des troupes indépendantes, les « bandes de soudoyers »). Ce besoin devait amener la création d'une armée permanente, œuvre des xiv^e et xv^e siècles, œuvre ébauchée et préparée lentement pendant la guerre de cent ans, et achevée par Charles VII et Louis XI. Nous n'entrerons pas dans le détail de l'organisation de cette armée.

Les devoirs du vassal n'ont pas disparu, mais ils sont entièrement transformés et n'existent plus que vis-à-vis du roi (d'ailleurs, les guerres privées interdites disparurent bientôt complètement); ceux des roturiers ont disparu ou plutôt « se sont d'une part canalisées dans l'institution des francs-archers et, d'autre part, transformées en taxe » (V. Viollet, *Institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 440).

Quant à la royauté, elle se donnait par cette armée une force redoutable et se fortifiait considérablement; elle possédait solidement toutes les forces militaires de la France, mais lorsque celles-ci ne suffirent plus, elle alla chercher au dehors, moyennant finances, en Suisse principalement, des troupes, excellentes sans doute, mais étrangères.

Dès lors, et jusqu'à la fin de l'ancien régime, subsista le système de l'armée permanente, composée de professionnels, indépendante de la nation. Son recrutement était assuré par des enrôlements volontaires. Et le mot volontaire pourrait, semble-t-il, être pris ici dans un sens quelque peu ironique. Enrôlement sans doute, volontaire quelquefois, mais involontaire bien souvent. Les colonels commandant les régiments, délivraient à cet effet des commissions à de bas officiers, sorte d'agents militaires spéciaux intelligents et audacieux, dont l'appellation est demeurée dans la tradition du pays comme une insulte « les racoleurs ». Ceux-ci, par les procédés blâmables du « racolement » à l'aide de séductions

ment (1). *Dant inter duos in hoste bovem id est quando in hostem non pergunt* (2). Dans les divers textes du *Polyptyque d'Irminon*, il est question d'une taxe dite *ad hostem* ou *hostilium* qui doit évidemment être interprétée dans le même sens (3). Pourtant, un capitulaire de 808 paraît défendre toute taxe de remplacement, mais ce capitulaire ne visait sans doute qu'une campagne, une levée d'hommes déterminée.

Au ^x^e siècle, nous trouvons signalé dans un document

grossières, de promesses le plus souvent fallacieuses et même de violences, s'efforçaient, parcourant les villes, les bourgs et les campagnes, d'amener le plus grand nombre d'hommes possible au capitaine de compagnie pour le compte desquels ils opéraient. La création des milices provinciales avait introduit un nouveau mode de recrutement. Elles étaient obtenues par une conscription forcée exercée sur les roturiers des campagnes : chaque village devait fournir pour un service de deux ans un contingent d'hommes tout équipé. Au début, les hommes étaient choisis par les habitants de la paroisse ; plus tard, pour éviter probablement les abus qu'une telle pratique dût amener, ce fut le tirage au sort qui désigna les miliciens. « Les intendants avaient une attribution pleine et sans réserve de tout ce qui regardait la levée de la milice » (Guyot, *Traité des droits, fonctions, etc.*, III, 223) ; ils réglaient eux-mêmes les conditions de tirage au sort, indiquées seulement par les ordonnances, et ils y faisaient procéder par leur subdélégués.

1. Viollet, *Institutions politiques et administratives de la France*, de Th., p. 433.

2. *Specimen breviarii rerum fiscalium Caroli Magni*, dans Guérard, *Polyptyque*, t. II (texte), p. 298. Cf. *Additio legis Bajuv*, art. 1^{er}, dans Pertz, *Leg. d'Irminum*, 450 ; Longnon, *Polypt. de l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés*, t. I, introduction, p. 122.

3. Guérard, *ibid.*, p. 5, n^o 42 ; p. 23 c., p. 70, n^o 3 ; p. 75, n^o 42 ; p. 77, n^o 69 et *passim*.

juridique de grande valeur une paye ou solde (1), or il est plus que probable « qu'un roi ou seigneur qui paye ses soldats touche par ailleurs quelque taxe de remplacement » (2). Au xii^e siècle les hommes soumis aux appels ou sermons pouvaient s'en dispenser en payant une taxe de remplacement (3); à partir du xiii^e siècle il est certain qu'ils se rachetaient également, le fait est bien constaté (4).

Jusqu'à présent nous n'avons parlé que de la faculté accordée aux roturiers de remplacer par le paiement d'une taxe leur service militaire. — Les seigneurs jouissaient-ils du même privilège? Il est difficile de répondre d'une façon absolue, mais nous ne voyons pas pourquoi il en aurait été autrement pour les vassaux nobles que pour les roturiers, d'autant plus que nous trouvons de nombreux exemples d'une sorte de rachat en nature, ils pouvaient, semble-t-il, être quittes de tout service militaire envers leur suzerain en lui fournissant un cheval (ou plusieurs chevaux selon le cas) armés et équipés (5).

1. *Exceptiones Petri*, I, 20 (Savigny, *Geschichte des röm. Rechts im Mittelalter*, t. II, Heidelberg, 1816, p. 307.

2. Viollet, *ibid.*, p. 434. — Voyez ce qui se passait en Anjou pour l'armée du comte (griefs du charbonnier de Loches, relatés dans *Historia Gūfredi ducis norm. et comitis Andeg.*, apud Marchegay et Salmon, *Chron. des comtes d'Anjou*, pp. 243-245.

3. Borelli de Serres, les *prises du service roturier au XIII^e siècle*, (*ibid.*, pp. 467-531).

4. Voir note 2.

5. En Beauvoisis les vassaux du roi ou des barons devaient seuls le service personnel, les autres pouvaient se contenter de fournir un roussin de service.

Lorsque fonctionnèrent les milices communales et provinciales le remplacement continua à exister. Qu'importait en effet au roi que tel homme fût soldat plutôt que tel autre, pourvu que le village eût fourni le nombre d'hommes demandé. Mais il ne paraît pas qu'il eût été établi une taxe militaire spéciale, car, si l'armée alla se perfectionnant sans cesse, surtout depuis l'impulsion que sut lui donner Louvois, elle continua à vivre isolée du reste du pays ; elle était l'armée du roi, elle n'était pas l'armée nationale et la tradition avait oublié ce que la loi n'avait pas de nouveau proclamé le « Principe du service obligatoire et personnel » ; ce principe n'étant pas reconnu, il n'était pas possible d'en fausser l'application par la théorie de son équivalence en argent.

Nous trouvons cependant divers impôts militaires, c'est ainsi que nous pouvons citer : la « grande Crue », sorte d'imposition accessoire de la Taille répartie au marc le franc de celle-ci, et qui fut établie sous François I^{er} pour subvenir aux charges d'une milice éphémère appelée les « légions », et le *Taillon*, créé également sous François I^{er}, mais qui n'eut d'existence bien certaine et ne prit le nom de *Taillon* qu'en 1555 sous Henri II. Ce *Taillon* qui était aussi une contribution accessoire de la taille (1) avait pour objet de remplacer

1. La taille, nous parlons seulement de la taille personnelle, avait elle-même pour origine les défenses de la guerre et peut-être pourrions-nous y trouver, sans être le moins du monde paradoxal, un certain air de parenté avec la taxe militaire moderne ; en plus du caractère d'impopularité commun aux deux taxes, remarquons qu'elle ne portait que sur certaines catégories d'individus ; les roturiers (les serfs aussi) payaient seuls cet impôt, les nobles, tous

les prestations de vivres en nature exigées pour l'entretien des troupes et pour tout ce qu'on appelait les appareils militaires qui étaient alors à la charge du trésor Royal. Bien que les réquisitions qu'il devait remplacer eussent reparu, le Taillon, comme tout nouvel impôt ne disparut point avec sa cause, il subsista jusqu'en 1790. C'était une taxe générale frappant la totalité des habitants et de leurs propriétés, et non pas seulement une catégorie : *les jeunes gens exemptés du service militaire*. Nous examinons dans une autre partie de cet ouvrage si une telle taxe destinée à combler le déficit causé par l'augmentation des dépenses et la diminution des recettes résultant de la loi de 1889 n'aurait pas été préférable à une taxe militaire spéciale.

III

En France de 1789 à 1889.

Depuis 1789 jusqu'à la loi de 1889, les dispositions législatives, lois et décrets, concernant le service militaire ont été nombreuses en France. Nous allons en parcourir les principales et mettre en relief ce qui concerne le remplacement et l'exonération du service militaire.

L'Assemblée nationale, le 16 décembre 1789, avait décrété que les troupes françaises de toutes armes autres que la

soldats, en étaient exempts, et parmi les roturiers ceux qui servaient à l'armée ne payaient pas cet impôt ; ainsi les Francs-archers en étaient exempts d'où leur nom.

milice et la garde nationale seraient recrutées par des engagements volontaires ; elle avait repoussé l'idée de la conscription comme attentatoire à la liberté des citoyens, et semblait abandonner le principe d'une armée permanente. Dès Septembre 1791, il est reconnu que le recrutement volontaire, même à prix d'argent, est insuffisant ; cependant il nous faut arriver à la loi du *22 Juillet 1792* qui établit le service militaire personnel, aux lois du 24 Février, du 30 Mai et surtout du *23 Août 1793* qui déclare avec une graduation constante les citoyens de 18 à 40 ans non mariés ou veufs sans enfants, puis de 16 à 45 ans, et enfin tous les Français jusqu'à ce que l'armée ait atteint un nombre d'hommes déterminé, en état de réquisition permanente ; il nous faut arriver à ces lois, disons-nous, pour trouver nettement exprimé le principe du service militaire obligatoire et personnel. Ce principe devait faire songer, par contraste, au remplacement ; la loi du 23 août 1793 en parle en effet, mais pour le prohiber.

La loi du *19 Fructidor an VI* établit la conscription, c'est-à-dire le service obligatoire personnel pour tous les jeunes gens capables de porter les armes. La nécessité du remplacement, dans certains cas, se fit rapidement sentir, car la loi du 28 Germinal an VII autorise le remplacement, mais seulement : 1^o Avant le tirage au sort si les conscrits d'une commune s'entendent pour fournir parmi eux, à prix d'argent, ou autrement, le nombre d'hommes nécessaires (et alors la commune devient responsable) ; 2^o Après le tirage

au sort, s'il est fourni un remplaçant (et alors le remplacé reste responsable de son remplaçant).

Le décret du 17 Ventôse an VIII restreint les causes d'exemption antérieurement admises, il n'admet plus que les causes de faiblesse de constitution ou d'infirmités, rendant incapables de supporter les fatigues de la guerre, et encore les jeunes gens qui en bénéficient doivent-ils se faire remplacer ! Ce décret permet aussi le remplacement des jeunes gens qui par leurs travaux et leurs études se rendent plus utiles à l'Etat, que s'ils étaient à l'armée. Il y a une exemption pour les indigents infirmes. Ce décret offre une particularité en ce qu'il a un effet rétroactif : il oblige les conscrits des classes précédentes, qui ont été exemptés, à fournir des remplaçants, sauf le cas d'indigence reconnue.

Nous arrivons ainsi à la *loi du 28 Floréal an X* (18 mai 1802) qui astreint au paiement d'une indemnité pécuniaire les jeunes gens « hors d'état, par leurs infirmités, de soutenir les fatigues de la guerre ». Il ne s'agit plus du remplacement ordinaire, mais bien d'une sorte de *taxe militaire* offrant une grande analogie avec la taxe militaire actuelle. Les exemptés devaient payer une indemnité égale au montant de leurs impositions directes annuelles et de celles de leurs parents, lorsque ces impositions directes étaient supérieures à 50 fr. et inférieures à 100 fr. Au-dessus de 100 fr. d'impôts, l'indemnité était augmentée de 50 fr., pour chaque somme d'imposition de 25 fr. sans toutefois pouvoir dépasser 1.200 fr. Au-dessous de 50 fr. d'impôts, l'exempté ne payait rien.

L'arrêté du 17 thermidor an X charge les préfets de dresser l'Etat général des indemnités à payer, qui devaient être versées dans un délai de 6 mois à raison d'un sixième par mois.

Le décret du 8 Fructidor an XIII (26 août 1805) reproduit le tarif fixé par la loi du 28 floréal an X, mais décide (art. 40) que les impositions des jeunes gens exemptés cesseraient d'être cumulées avec celles de leurs parents, lorsque ces exemptés seraient mariés et vivraient hors de la maison paternelle. Ce même décret autorise la substitution entre conscrits du même département, et permet au ministre de la guerre d'accorder dans certains cas et sur la demande des préfets, un dégrèvement total ou partiel de l'indemnité pécuniaire.

« Cette taxe militaire » établie par la loi de floréal an X, fut perçue jusqu'à la fin de l'Empire : le décret du 6 janvier 1807 ne fit qu'augmenter le nombre des assujettis à cette taxe.

La Restauration abolit la conscription et déclare que le recrutement de l'armée aura lieu par enrôlements volontaires ; il n'est donc plus question de taxe. Néanmoins l'ordonnance royale du 12 décembre 1814, décida que les conscrits réformés des classes antérieures à 1815 continueraient de payer les indemnités pour lesquelles ils avaient été taxés ; toutefois, la classe de 1815 n'ayant pas été appelée, les réformés de cette classe furent exemptés de toute indemnité pécuniaire.

La loi du 10 mars 1818, à laquelle s'est attaché le nom

du maréchal Gouvion St-Cyr, ministre de la guerre, remplaça le mot de conscription par celui de recrutement (1), qui fut établi par voie d'appel pour remédier à l'insuffisance de l'enrôlement volontaire qui était néanmoins « considéré comme le mode principal de formation de l'armée, et le recrutement par voie d'appels comme le mode accessoire en cas d'insuffisance ». Elle supprimait tout impôt sur les infirmes, admettait des causes d'exemptions nombreuses, non seulement pour des motifs physiques, mais encore pour des raisons de famille, et permettait la substitution et le remplacement.

La loi du 21 mars 1832, présentée par le général Soult, mettait en première ligne le recrutement par voie d'appel. Elle autorisait également la substitution des numéros et le remplacement. La question du remplacement donna lieu lors de la préparation de la loi, à des discussions très étendues dans le sein du Gouvernement et dans les Chambres. Ses partisans triomphèrent en fin de compte, mais de l'esprit de la loi il résulte que le remplacement fut considéré plutôt comme une simple tolérance que comme un droit véritable.

L'Etat se conformant à l'idée primordiale du remplacement, n'intervenait ni dans la recherche des remplaçants, ni dans les contrats qui devaient les lier aux remplacés ; c'était l'affaire des familles.

1. V. pour cette loi et les suivantes, l'excellent résumé qu'en donne M. Durocq. *Droit Administratif*, t. III, chap. I, section III, pages 462 et suivantes.

Avant d'arriver à la loi de 1855, signalons une curieuse tentative d'application de la taxe militaire :

En 1851, M. Vallon, préfet de Maine-et-Loire, dans une lettre adressée au ministre de l'intérieur avait émis l'idée de revenir au système d'une taxe militaire portant exclusivement sur les jeunes gens ayant obtenu un bon numéro : « Il existe, écrivait-il, une différence désolante, entre
« le jeune homme utile aux siens, qui amène un mauvais
« numéro et celui que le sort favorise. Dans le fait notre
« législation dit que tout Français doit sa dette de cons-
« cription au pays et cela n'est pas. Je considère qu'il serait
« de toute justice que lorsque l'on obtiendrait un bon numéro
« on payât quelque chose en argent. Cette dette qui pourrait
« être proportionnelle comme l'impôt serait, je suppose, de
« 50 à 100 fr., se paierait en plusieurs années, serait fixée
« quant au taux ou par les conseillers municipaux, ou par les
« répartiteurs, ou autrement. Peu se plaindraient d'avoir à
« la payer car ce serait une chance d'en être quitte. On dis-
« penserait les indigents. On réunirait ainsi une contribution
« considérable que je voudrais voir appliquer exclusivement
« à améliorer l'état militaire. »

Le projet de M. Vallon ne reçut aucune suite, il est cependant intéressant à signaler car il se rapproche sensiblement de l'idée qui se dégage de l'art. 35 de la loi de 1889.

La loi du 26 avril 1855 apporte une importante innovation ; jusque là le remplacement n'avait été qu'autorisé, le remplacé restait responsable de l'homme envoyé en son lieu et place sous les drapeaux, et l'Etat était assuré, même

dans les temps les plus difficiles de réunir intégralement ses effectifs ; mais les abus reprochés aux agences de remplacement, l'augmentation continue du nombre des remplaçants, et la division de l'armée en deux classes, en deux espèces de soldats, par suite du « stigmate que portait avec lui le remplaçant », furent cause de la réforme de 1832. — La nouvelle loi fit de l'Etat une véritable agence de remplacement en établissant l'exonération, qui permit à tout individu de se dégager d'une manière absolue des exigences du service militaire, en payant une somme d'argent. Cette loi porta, sinon le dernier coup, du moins une atteinte grave à l'idée du service militaire. Elle contribua à fausser l'esprit public et à lui donner l'habitude de considérer le service militaire comme un impôt, dont une somme d'argent déterminée peut être l'équivalent ; alors on vit tous les efforts d'imagination des familles, aujourd'hui employés à trouver des cas de dispenses, tendre vers cet objectif unique : obtenir par tous les moyens cette somme d'argent. Les spéculateurs se mirent de la partie, puis des compagnies et des associations privées se formèrent tous les jours et inventèrent des procédés de toutes sortes pour venir en aide d'abord aux petites bourses, puis aux indigents en leur procurant l'argent nécessaire ; et les plus pauvres seuls ou les plus maladroits continuèrent à accomplir personnellement leur service militaire ; il ne faut donc pas s'étonner si souvent ils protestaient contre une obligation générale évitée par beaucoup et qui s'était transformée pour eux seuls en une nécessité. Et, l'habitude aidant, on en arrive à perdre à

un tel point l'idée du service militaire, à en oublier si complètement l'origine et le but, qu'il fut considéré comme quelque chose d'épouvantable, une calamité effroyable, pour échapper à laquelle tous les moyens étaient bons (1).

Le corollaire de l'exonération était la caisse de la dotation, de l'armée qui recevait l'argent des exonérés. Ce système eut des résultats déplorables ; il ne donnait pas assez d'hommes en temps de guerre, il en donnait trop en temps de paix.

La loi du 1^{er} février 1868, qui sortit, avec de nombreuses modifications d'un projet présenté en 1867 par le maréchal Niel, abrogea la loi de 1855 et avec elle l'exonération. Mais elle rétablit le remplacement et la substitution de numéros, comme sous la loi de 1832. Elle ne remédia à leurs inconvénients que d'une manière insuffisante en créant une garde nationale mobile qui devait comprendre tous les exemptés en vertu de leur numéro de tirage au sort et les remplacés ; la durée du service y était de cinq ans ; Cette loi ne fut pas votée sans difficultés, une importante minorité voulait une réforme plus complète ; il fallut la grande leçon de 1870 pour nous montrer le réel danger d'une semblable organisation.

La loi du 27 juillet 1872 porta, au moins dans l'esprit de ses créateurs un dernier coup à l'idée alors répandue, que moyennant une somme d'argent on était libre de toute obli-

1. Ne vit-on pas alors, dans de grands journaux, des esprits sensés émettre, dans une idée philosophique qui n'était sans doute qu'une utopie à cette époque, le désir ne voir l'Etat prendre la direction d'un système d'assurances générales contre les sinistres les plus communs et les plus terribles, et la nomenclature comprenait : l'incendie, les inondations, la grêle, le *service militaire* !

gation envers sa patrie, lorsque, revenant au principe établi par les lois de la Révolution, elle déclare que tout Français doit le service personnel militaire. — C'est qu'alors la Prusse victorieuse venait d'étendre à l'Allemagne l'obligation formulée dans sa loi du 3 septembre 1814 « tout Allemand est soumis à l'obligation du service militaire et ne peut s'en faire emplacer dans l'accomplissement de ce devoir ».

La loi de 1872 n'admit donc ni l'exonération, ni le remplacement, ni la substitution de numéros, si ce n'est entre frères et pour la substitution seulement; toutefois reconnaissant que dans bien des cas, le service obligatoire, tel qu'elle l'établissait, serait un obstacle à un grand nombre de jeunes gens, qui poursuivaient certaines carrières, elle adopta le système déjà en vigueur en Allemagne du volontariat d'un an, qui permit aux intéressés de se libérer, par une seule année de présence au régiment et à l'âge le plus favorable pour leurs intérêts, des charges du service dans l'armée active proprement dite.

Les engagés conditionnels devaient verser, avant de contracter leur engagement, une somme d'argent fixée par le ministre, et destinée, disait la loi, à subvenir à leurs dépenses d'entretien (1). Au fond, cette somme d'argent n'était-elle pas une simple compensation de la faveur accordée aux conditionnels de ne rester qu'un an sous les drapeaux, alors que les jeunes gens de la même classe devaient rester cinq ans

1. Le versement des engagés conditionnels d'un an qui, en fait, fut de 1.500 francs, rapportait à l'Etat une moyenne de 5 millions par an, c'est-à-dire plus que la taxe militaire actuelle (Voir les chiffres à notre chapitre de statistique).

à l'armée, et différait-elle beaucoup d'une exonération partielle. Le volontariat était-il autre chose qu'un remplacement déguisé ? Quoi qu'il en soit, le système de la loi de 1872 fut l'objet de violentes attaques, les adversaires le trouvaient antidémocratique. Ils disaient (et peut-être n'avaient-ils pas tout à fait tort) que la facilité des examens imposés aux jeunes gens, non munis de certains diplômes, les avaient transformés en une pure formalité et qu'en réalité la fortune seule recrutait les volontaires d'un an ; de plus, beaucoup de jeunes gens complètement exemptés ou à peu près du service militaire, ne payaient absolument rien et cependant appartenaient à des familles riches ou aisées. Pour remédier à cet état de choses, il fallait, disait-on, abolir l'engagement conditionnel d'un an, soumettre tous les jeunes gens aux mêmes obligations du service militaire et établir une taxe militaire sur tous ceux qu'une raison majeure ferait exempter totalement ou partiellement.

M. Caze, député, présenta, le 8 mai 1880, une proposition tendant à la création d'une taxe militaire, qui aurait frappé les jeunes gens exemptés ou dispensés du service militaire en temps de paix. Cette proposition n'eut aucune suite. Pourtant, l'idée était semée, elle devint l'idée à la mode qui, bonne ou mauvaise, arrive quand même à voir le jour, et, fortifiée par l'exemple des puissances étrangères, telles que la Suisse et l'Autriche, qui venaient d'introduire la taxe militaire dans leur législation, elle allait germer et éclore quelques années plus tard.

CHAPITRE II

ÉTUDE SUR LA TAXE MILITAIRE A L'ÉTRANGER

Nous venons de voir que l'idée d'établir une taxe militaire en France avait pris naissance, en partie du moins, dans l'exemple qui nous était offert à ce sujet par plusieurs pays étrangers. Nous croyons donc important d'examiner avec attention les principales législations étrangères qui se sont occupées de cette matière. Nous jetterons auparavant, dans une première section un rapide coup d'œil sur les Etats dont la législation a présenté, dans ces dernières années, quelque intérêt au point de vue de l'exonération et du remplacement à prix d'argent.

I

Pays qui n'ont pas admis la taxe militaire dans leur législation.

Belgique. — L'armée belge se recrute par conscription et par engagements volontaires; le remplacement y est admis, Il a lieu soit par l'entremise de l'Etat, comme en France sous

le régime de la loi de 1855 et ressemble en cela à l'exonération, soit par les soins de l'intéressé. Quand un milicien demande à l'Etat son remplacement, il verse, avant le tirage au sort, une somme de 200 francs qui vient en déduction de la somme à payer pour son remplaçant ; cette somme lui est remboursée quand il amène un bon numéro et, depuis la loi du 27 décembre 1884, elle lui est également remboursée s'il est exempté du service militaire. Quand le milicien présente lui-même son remplaçant, ce qui arrive lorsque les hommes rengagés deviennent plus rares, il doit verser 400 francs à la caisse du remplacement.

Egypte. — Le décret du 9 juin 1886 (7 Ramadan 1303), sur l'exonération du service militaire porte que « tous les individus soumis à la conscription sont admis à se racheter du service militaire ». Le rachat est volontaire. L'exonération s'obtient :

1° Par le paiement de L.E. 40 effectué antérieurement à la comparution par devant la commission du tirage au sort;

2° Après le tirage au sort, par le paiement de L.E. 50 avant l'appel sous les drapeaux;

3° Après l'appel sous les drapeaux, par le paiement de L. E. 100 à quelque époque que ce soit du service militaire.

Ainsi le taux de l'exonération est variable selon l'époque à laquelle l'exonéré l'a demandée.

Un décret du 1^{er} mars 1888 a modifié le taux de l'exonération du service militaire, en le fixant à L. 20 (1).

1. Un décret du 1^{er} juillet 1895 accorde un grand avantage aux

Le rachat du service militaire a produit en livres égyptiennes les sommes suivantes :

1892	1893	1894	1895	1896	1897
—	—	—	—	—	—
80.000	90.000	90.000	90.000	95.000	95.000

Espagne. — D'après la loi militaire fondamentale du 10 janvier 1877 qui a été complétée en 1878, 1882, 1891, la substitution n'est permise qu'entre parents, jusqu'au quatrième degré inclusivement et par permutation entre le service actif, le congé illimité et la réserve. L'exonération est autorisée au taux de 2.000 pesetas, les exonérés restant libres de toute obligation, aussi bien dans le service actif que dans la réserve.

Grande-Bretagne. — Si le gouvernement appliquait la loi de 1752 qui l'autorise à recourir à la conscription et qui n'a pas été abrogée la question du remplacement pourrait se poser en Angleterre. Mais avec le système actuellement en vigueur et réglé par la loi de 1881, il n'y a pas à s'en préoccuper, l'armée se recrute par engagements volontaires avec primes à l'aide de sergents racoleurs.

Grèce. — La loi du 22 juin 1882 sur le recrutement de l'armée de terre, complétée le 28 mai 1887 et en juillet 1892 établit en Grèce le volontariat d'un an pour certaines caté-

omdehs et aux cheiks simultanément par dérogation ou plutôt par extension de l'article 7 du décret du 16 mars. Les omdehs, les cheiks et leurs enfants ont été exemptés du service militaire, mais pour ces derniers, seulement si leurs parents ont rempli leurs fonctions pendant une durée d'au moins dix années.

gories de jeunes gens ; il n'y est donc pas question d'exonération complète. L'engagé volontaire doit préalablement acquitter une prestation de 300 drachmes au trésor public.

Pays-Bas. — L'armée est recrutée par engagements volontaires avec primes, c'est un peu le système anglais ; il n'y a donc pas à s'occuper du remplacement. Pourtant, la question pourrait être soulevée, si le gouvernement appliquait un article de la loi qui lui permet, en cas d'insuffisance des engagements, de procéder au tirage au sort.

Suède. — D'après la loi du 2 décembre 1892, l'exonération totale et le remplacement ne sont pas admis en Suède.

Russie. — L'avis du conseil de l'Empire du 14 juin 1889, qui abrège la durée du service militaire en Russie, admet plusieurs motifs d'exemption du service actif. Les exemptés sont versés dans la réserve pour dix-huit ans ; mais il n'est question ni d'exemption ni de remplacement à prix d'argent.

II

Pays qui se sont occupés de la taxe militaire dans leur législation.

Comme dans la section précédente, nous examinerons ces pays par ordre alphabétique, sauf la Suisse et l'Autriche-Hongrie que nous étudierons ensuite plus longuement dans des sections spéciales.

Allemagne. — La taxe militaire a été sur le point d'être établie en Allemagne en 1881. Le gouvernement impérial avait établi en 1880 un projet de loi pour l'établissement d'une taxe militaire. Présenté au Reichstag le 17 mars 1881, ce projet fut écarté en seconde lecture le 7 mai de la même année (1). Ce projet soumettait au paiement d'une taxe spéciale les individus qui ne pouvaient remplir les obligations légales du service militaire tant dans l'armée active que dans la réserve et la landwehr.

La taxe devait comprendre une taxe fixe et une taxe proportionnelle. La taxe fixe se serait élevée annuellement à 4 Marks et la taxe proportionnelle aurait été basée sur le revenu, d'après un taux fixé à 3 0/0 pour les revenus de plus de 6.000 M., et qui s'abaissait progressivement jusqu'à 1 0/0 pour les revenus de 6.000 M. à 1.000 M. Ce dernier droit pouvait d'ailleurs être diminué d'un degré en considération de circonstances particulières (nombre d'enfants, parents pauvres, maladies, etc.). On tenait compte des revenus des parents, mais seulement pour la moitié de leur totalité, moitié divisée elle-même proportionnellement au nombre des enfants. On ne tenait compte des revenus des parents que lorsque ceux-ci étaient légalement tenus d'assurer en tout ou en partie l'existence de leurs enfants. Étaient exemptés de la taxe les individus incapables de servir par suite d'infirmités contractées au service ; ceux qui, par

1. *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags*, 4^e législature, période IV. Session 1881, 2^e V. p. 1013 ; 3^e V. p. 349 et suiv.

suite d'infirmités physiques ou intellectuelles sont impropres à tout travail lucratif et ne possèdent pas un revenu suffisant pour leur entretien, les individus secourus régulièrement par l'assistance publique.

L'assiette de l'impôt était confiée aux autorités locales, sauf recours à l'autorité fiscale de l'arrondissement et en dernier ressort à l'autorité financière suprême de l'Etat.

Le système du volontariat d'un an existe depuis longtemps en Allemagne, ainsi que nous l'avons vu en étudiant la loi française de 1872.

Bulgarie. — D'après la loi du recrutement du 15 octobre 1889 et d'après la loi d'organisation militaire de 1891, (loi qui fut sanctionnée par le décret du 15/27 décembre 1891, mais qui fut seulement insérée au *Journal officiel* du 15-27 février 1892) d'après ces lois, un certain nombre de causes d'abréviation et de diminution du service militaire sont admises. C'est ainsi que les jeunes gens qui ont suivi avec succès les cours d'un établissement d'enseignement supérieur ou secondaire, ne sont astreints dans le premier cas qu'à six mois de service actif, et dans le second à un an de service.

Les uns et les autres doivent, à l'expiration de ces périodes, satisfaire aux examens d'aspirant officier de réserve. Ne sont tenus qu'à quatre mois de service actif les instituteurs qui prennent l'engagement d'enseigner pendant cinq ans dans les écoles publiques ; ils peuvent de plus accomplir ces quatre mois en deux périodes, de deux mois chacune, pendant les vacances scolaires.

Les jeunes gens qui peuvent justifier d'un revenu annuel de 2000 francs et possèdent l'aptitude nécessaire pour le service dans la cavalerie ne passent que six mois au régiment, lorsqu'ils ont pris l'engagement d'amener avec eux, dans toutes les circonstances du service, un cheval et son harnachement. De plus, les hommes qui, en raison de leur état physique, sont complètement dispensés du service militaire doivent payer, pendant dix ans, un impôt spécial variant, selon leurs ressources personnelles, de 10 à 200 francs.

Les hommes hors d'état de subvenir eux-mêmes à leur entretien sont exemptés de cette taxe.

Enfin dernière disposition très particulière : les jeunes gens de religion musulmane sont autorisés à s'exonérer entièrement du service militaire moyennant une taxe de 500 fr. Ils en usent largement car au budget de 1889 une recette de 965.000 francs était prévue de ce chef.

Italie. — Une erreur chère, semble-t-il, aux journalistes français, est celle qu'ils commettent fréquemment en citant l'Italie, et parfois aussi l'Allemagne, parmi le pays soumis au régime de la taxe militaire. En 1889, en 1893, en 1896 et dernièrement encore, chaque fois qu'il a été question de la taxe militaire française, ils n'ont pas manqué de parler des taxes militaires étrangères et parmi celles-ci la taxe italienne.

La taxe militaire n'existe pas plus en Italie qu'en Allemagne, mais fréquemment il a été question de l'y introduire, et de nombreux projets de loi ont été déposés à cet effet.

Les deux premiers projets remontent à 1881 et 1882, ils avaient pour auteurs les ministres Ferrero-Magliani ; un troisième fut le projet Ferraciu ; un quatrième projet élaboré par la Commission du budget, eut pour rapporteur M. Marselli. Il faut remarquer que ces quatre projets prévoyaient une taxe annuelle d'une durée de douze années payée par ceux qui sont exonérés pour des raisons de famille, et par certaines catégories de réformés ; le nouvel impôt aurait eu un effet rétroactif. Un cinquième projet fut bien près d'aboutir en 1892-1893, il faisait partie du projet de loi Pelloux sur le recrutement, dont le rapporteur était M. Afan de Rivera : la taxe aurait atteint les hommes inscrits dans la troisième catégorie de la réserve et le taux en aurait été fixé chaque année par décret royal.

Un autre projet fut présenté à la Chambre des députés le 7 décembre 1897 par le ministre du Trésor, M. Luzzatti, dans son exposé de la situation budgétaire du royaume ; il proposait d'introduire « une redevance pour la mise en « troisième catégorie des inscrits du recrutement », comme cela « est déjà en vigueur dans d'autres pays » et dans le but « de donner plus d'élasticité au budget, de former un fonds de réserve pour les charges futures et pour les dégrèvements de la taxe sur la circulation ». Il ne s'agissait pas d'un impôt compliqué et difficile à percevoir, mais d'une sorte de droit de timbre de cinquante francs payé sans aucune aggravation de frais de perception et en une seule fois, par les militaires aisés qui entrent dans la troisième catégorie et qui ne préféreraient pas, au lieu de payer cette

légère redevance, rester dans l'armée active ; il ne s'agissait donc pas d'une taxe militaire frappant les défauts physiques. Son rendement annuel, d'après les prévisions du ministère, se serait élevé à trois millions.

Actuellement, enfin, cet impôt préoccupe beaucoup les esprits, il est devenu la question à la mode, les journaux en parlent constamment, et il est fort probable que la nouvelle année ne passera pas avant que l'Italie ne se soit offert une taxe nouvelle, qui, parce qu'elle existe chez ses voisins, excite son envie, sans qu'elle se demande si ces mêmes voisins en sont satisfaits et ne la considèrent pas plutôt comme chose mauvaise.

Le ministère de la guerre prépare un projet de loi sur le recrutement, qu'il doit soumettre à la Chambre à l'ouverture de la session ; l'un des points principaux de ce projet est justement l'établissement d'une taxe militaire, que le ministre de la guerre M. San Marzano doit étudier avec le ministre du Trésor ; à ce point de vue, il hésite entre trois systèmes de taxe.

Le premier consiste à assujettir seulement les militaires appelés ou transférés dans la troisième catégorie, à une taxe payable en une seule fois, soit avant la désignation, soit avant le transfert à la troisième catégorie. La taxe varierait entre un minimum de cinq livres et un maximum de 2.000 livres, suivant l'état de fortune des assujettis.

Le second système consiste à faire payer aux assujettis du premier système un impôt réparti sur une durée de douze années, c'est-à-dire, pour tout le temps pendant lequel les

militaires de la première catégorie accomplissent le service le plus effectif, restant inscrits à l'armée permanente et à milice mobile. La taxe annuelle varierait entre un minimum de 2 livres et un maximum de 250 livres; soit au total pour les douze années de 24 livres à 3.000 livres.

Le troisième système diffère seulement du second par le nombre et la qualité des assujettis. En plus des hommes classés dans la troisième catégorie, les réformés pour maladie ou infirmités ne les rendant pas impropres à un travail rémunérateur devront aussi payer la taxe militaire pendant douze ans.

En résumé la question qui se pose est de savoir.

1^{er} Si la taxe sera une taxe unique payée en une seule fois, ou au contraire affectera la forme d'un impôt et sera payée pendant un certain nombre d'année.

2^e Si la taxe sera limitée aux hommes de la troisième catégorie seulement ou étendue aux réformés.

3^e Si dans ce dernier cas, elle comprendra seulement les réformés qui peuvent vivre de leur travail, lorsque leurs infirmités ne les en empêchent pas.

Il est probable, autant qu'on peut en juger dès à présent d'après les tendances actuelles, que l'on adoptera le système d'une taxe unique, comprise entre 5 et 2.000 livres.

Appliquée aux hommes de la troisième catégorie seuls elle rapporterait environ 4 millions; si elle était étendue aux réformés on estime qu'elle rapporterait le double.

N'oublions pas que le volontariat d'un an existe toujours en Italie (art. 116, l. 29 juin 1882). Les volontaires passent

un examen et paient une somme fixée chaque année par le ministre, différente pour la cavalerie et pour l'infanterie et qui ne peut dépasser 2.000 livres pour les volontaires qui font leur service dans la cavalerie et 1.500 livres pour les autres. En 1883 cette somme était de 1.400 livres pour les cavaliers et de 1.200 livres pour les fantassins.

Portugal. — Il est peu de législations aussi changeantes que celle du Portugal, du moins en ce qui concerne le sujet de notre étude. Nous y voyons tour à tour apparaître et disparaître l'exonération à prix d'argent, le remplacement et la taxe militaire. Nous allons essayer de présenter les modifications les plus importantes apportées à cette législation instable pendant les dix dernières années seulement :

A) En 1886, le remplacement et l'exonération complète existaient en Portugal. Le *décret du 31 août 1885* fixait pour l'année 1886 à 480.000 reis (1000 fr.) le prix du remplacement des recrues de l'armée et de la marine, et à 480.000 reis (2666 fr. 30) le prix du remplacement des réfractaires. Le même prix était fixé pour le rachat du service militaire. Ainsi le prix de remplacement était variable selon la situation du remplacé, nous avons déjà vu une disposition quelque peu analogue dans la législation égyptienne.

B) Avec la loi du 12 septembre 1887 (chap. IV) le service militaire devient personnel et obligatoire ; le remplacement est interdit, sauf entre frères ; cependant la substitution de numéros est encore permise dans la même circonscription et la même année. Le sursis d'appel est permis en temps de paix dans certains cas, pour une année seulement, mais il peut être renouvelé trois fois dans les mêmes conditions.

Sont exemptés du service actif : 1° le fils unique de père septuagénaire ; 2° le fils aîné de père septuagénaire lorsque les autres fils n'ont pas encore 12 ans ; 3° le fils unique ou aîné d'une femme veuve ; 4° le petit-fils ou aîné d'un grand-père âgé de plus de 70 ans et sans enfants ; 5° l'aîné d'orphelins de père et mère ou le frère unique d'orphelines de père et mère ; 6° lorsque l'aîné d'orphelins de père et de mère est dispensé du service militaire pour ses études, celui qui vient immédiatement après lui ; 7° le moins âgé des orphelins de père et de mère dont les frères ou sœurs sont dans le cas prévu par le n° 6 ; 8° celui dont un frère est mort au service ; 9° les prêtres et les dispensés de l'enseignement supérieur. J'ai cité cette longue liste d'exemples à cause des particularités de certains cas d'exemptions. Il faut remarquer aussi que les dispenses ne sont accordées qu'aux enfants légitimes ou légitimés ; elles le sont également aux enfants naturels, lorsqu'ils l'ont été trois ans avant le recensement et qu'il n'existe pas d'enfants légitimes.

Sont astreints au paiement *d'une taxe militaire*, continue la loi de 1887 : les exemptés, ceux qui ont obtenu un sursis d'appel ou une dispense, les conscrits désignés par le sort mais qui ne sont pas appelés au service à raison de l'élévation du contingent, les frères remplaçant leurs frères et les volontaires licenciés. La taxe militaire est fixée à 3.000 reis (16 fr. 70) pour les dispensés, pour ceux qui ont obtenu un sursis et pour les volontaires licenciés ; elle est fixée à 2.500 reis (13 fr. 80) pour les autres. Les indigents sont exemptés du paiement.

Ainsi une taxe militaire fixe et unique, (différant en cela de la plupart des taxes militaires établies dans les autres pays) semblait imposée au Portugal par la loi du 12 septembre 1887, qui proclamait aussi le principe du service militaire obligatoire et personnel ; or le 24 novembre 1887 paraissait un décret fixant à 180.000 reis le prix du remplacement des recrues de l'armée, et à 480.000 reis le prix du remplacement des réfractaires, le prix des exonérations étant le même !

Quoiqu'il en soit la taxe militaire subsista en droit jusqu'en 1891.

C) *Le décret du 23 Juillet et le Règlement du 29 Octobre 1891* proclament l'abolissement de la taxe militaire ; ils permettent aussi, outre la substitution des numéros entre les jeunes gens désignés par le sort, le remplacement des conscrits et de quelques autres personnes légalement appelées au service militaire. Les remplaçants doivent remplir les conditions requises des engagés volontaires et avoir accompli leur temps de service dans l'armée. Ils ne peuvent d'ailleurs s'engager pour une période inférieure à 3 ans.

D) Une année plus tard le décret du *31 Décembre 1892* rétablit l'exonération du service militaire au moyen de prestations pécuniaires, appliquées aux dépenses extraordinaires du Ministre de la guerre. Le taux est fixé à 180.000 reis pour les recrues et à 300.000 reis pour les réfractaires, soit un peu moins que sous le régime des décrets de 1885 et 1887. Les exonérés sont classés dans la deuxième réserve. Et, ajoute le décret de 1892, les jeunes gens recrutés ou destinés au service militaire ou en service ne pourront se faire

remplacer. Ainsi le Portugal, après avoir vécu sous le régime d'une taxe militaire, pendant environ 4 années, dut y renoncer et revenir au système de l'exonération et du remplacement. Nous ne tirons aucune conclusion de l'échec de cette taxe en Portugal, car celle-ci était trop différente de la taxe établie en France par la loi de 1889 ; et les modifications incessantes de la législation portugaise à ce sujet, n'ont sans doute pour mobiles que des considérations purement fiscales.

Serbie. — D'après la loi du 1^{er} novembre 1896, chaque citoyen serbe doit le service militaire personnel. En principe la substitution n'est pas admise ; pourtant, si, dans la même famille, il y a 3, 4 ou un plus grand nombre d'obligés, qui d'après leur âge, appartiennent à la première ou à la deuxième classe, l'un d'entre eux passe dans la troisième. Les volontaires sont admis dans l'armée permanente à condition d'avoir 18 ans accomplis. Sont exemptés du service personnel, ceux qui sont atteints d'incapacités spécialement prévues. Celui qui ne sert pas personnellement et qui appartient à l'une des deux premières classes paie, à partir de ses vingt ans révolus, le 10^e de son impôt direct annuel, au profit de la caisse du fonds pour l'armement. Le temps de service dans l'armée permanente est de deux ans, mais ce temps est réduit : à 1 an pour celui qui, inscrit dans la cavalerie, amène son propre cheval tout équipé, à 5 mois pour les orphelins de père et de mère n'ayant pas de frères ou autres parents, et par conséquent obligés de gérer personnellement leur propre fortune, pour les fils uniques ou

ainés, etc., à 1 mois pour ceux qui sont obligés de subvenir aux charges de leurs communautés de familles (zadrouga) à cause de la grande vieillesse ou de l'incapacité de leurs parents. Outre la taxe du 10^e de l'impôt direct annuel et qui n'est pas établie sur tous les dispensés, nous trouvons donc une sorte d'impôt en nature, par exemple dans l'obligation imposée au cavalier qui ne veut faire qu'un an, d'amener son cheval tout équipé ; la législation bulgare admet aussi, nous l'avons vu, ce mode d'exemption.

III

Taxe militaire en Suisse.

De tous les Etats qui vivent actuellement sous le régime d'une taxe militaire, la Suisse, la première a adopté cette taxe dans sa législation (1). Au premier abord l'existence d'une taxe militaire en Suisse peut surprendre, étant donné son système général d'organisation militaire. Les citoyens suisses n'accomplissent que des périodes d'instruction plus

1. Nous avons retrouvé dans la législation financière de la Suisse un fait, qui semblerait prouver qu'une taxe militaire y était établie au moins dans certains cantons vers le milieu du siècle. Dans le canton de Vaud nous trouvons aux recettes une taxe militaire qui rapportait en 1846 :

1846	1847	1848	1849
25.395,33	20.489,79	20.412,93	19.044,32

L'année de 1846 nous semble avoir été l'année de la création de cette taxe ; et nous n'avons pas recherché si elle a survécu encore longtemps.

ou moins longues et comparables à nos 28 jours (1) ; il s'ensuit que si l'on admet que le service militaire est un impôt obligatoire et personnel payable soit en nature, soit en argent, la taxe représentative du service militaire doit être d'autant plus faible que celui-ci est plus court. La taxe militaire devrait donc être proportionnellement moins élevée en Suisse que partout ailleurs ; nous verrons qu'il n'en est pas absolument ainsi.

A) L'établissement d'une taxe militaire en Suisse n'eut pas lieu sans difficultés : en 1876 un premier projet, présenté par le Gouvernement fédéral fut repoussé par le peuple le 9 juillet.

La loi du 27 mars 1877 qui établissait de nouveau une taxe d'exemption du service militaire et qui fut insérée le 2 mai dans la « Feuille fédérale » fut aussi frappée d'opposition dans les formes prescrites par l'art. 89 de la Constitution et par la loi du 17 juillet 1874 sur les « Votations populaires » ; soumise au peuple le 21 octobre suivant elle fut repoussée à la majorité de 181.383 voix contre 170.223.

Après ce nouvel échec qui faisait voir combien impopu-

1. Sont exemptés du service pendant la durée de leurs fonctions ou de leurs emplois, dit l'art. 2 de la loi militaire, « à la condition d'avoir assisté à une école de recrues et d'être incorporé dans un corps de troupes » : les membres du conseil fédéral, les employés des postes et des établissements militaires fédéraux, ceux qui sont indispensables au service des hôpitaux, des prisons, de la police, des douanes, les ecclésiastiques qui ne servent pas comme aumônier dans l'armée, les employés des chemins de fer et des bateaux à vapeur, les instituteurs si leur service l'exige, les membres de l'assemblée fédérale, pendant la durée des sessions.

•

laire était une taxe militaire on pouvait se demander s'il ne fallait pas complètement y renoncer. Le Conseil fédéral ne se découragea pas et examinant les raisons qui semblaient avoir engagé la majorité du peuple à refuser sa sanction à cette loi, il crut devoir soumettre sans retard à l'Assemblée fédérale un troisième projet le 23 avril 1878.

Ce projet se distinguait des premiers en ce qu'il supprimait la progressivité et en ce qu'il n'imposait plus la fortune des parents et établissait une taxe personnelle avec 5 classes allant depuis 6 fr. jusqu'à 50 fr. Le rapport de la commission du Conseil des Etats adopta la première modification et supprima aussi la progressivité pour assurer à la nouvelle loi un accueil plus favorable ; mais elle refusa la deuxième modification, consistant à supprimer l'unité de la taxe personnelle et l'imposition des parents ; elle pensa qu'il était préférable d'admettre le principe de la loi précédente, c'est-à-dire la possibilité avantageuse de déterminer exactement et uniformément la taxe afférente à chaque contribuable, en se basant sur la fortune des parents avec une taxe personnelle unique. La loi fédérale du 28 juin 1878 rétablit la taxe militaire et fut publiée le 6 juillet (1). Le 8 octobre une ordonnance du conseil fédéral en ordonna la mise en vigueur ; (il n'y avait pas eu un nombre suffisant de demandes de référendum, malgré de très grands efforts faits de divers côtés pour qu'elle fut soumise à la « votation populaire » il n'y eut que 5.513 signatures valables seulement). Le règlement d'exécution pour cette loi parut le 16 oct. 1878

1. Feuille fédérale de 1878, III, 121.

(Feuille fédérale du 19 octobre) et établissait pour tout homme dispensé du service militaire, qu'il fut exempt ou non de payer la taxe, un livret de service dans lequel sont officiellement consignés les paiements de la taxe ou la libération de la taxe. (art. 8) (1).

Le 18 octobre 1878, pour que la taxe fut mise à exécution « d'une manière convenable », le conseil fédéral envoya à

1. On a pensé très sérieusement à apporter à notre livret militaire français les modifications nécessaires pour lui faire rendre, au point de vue du paiement de la taxe, les mêmes services que rend dans son pays le livret de service suisse. Depuis la loi de 1898 qui fixe à 3 années au plus l'imposition de la taxe, le besoin s'en fait moins sentir, mais si, contrairement à nos prévisions, la taxe militaire devait subsister longtemps encore chez nous, nous croyons que l'administration elle-même devrait demander ces modifications et ce serait logique. En effet le livret de service sert à prouver que le porteur a fait son service ou payé la taxe d'exemption du service militaire. C'est le triomphe des partisans de la théorie de « l'Equivalence » : dans une colonne le paiement en nature, dans l'autre le paiement en argent. C'est d'après les indications des livrets de service que l'on établit dans tous les cours d'instruction militaire (écoles de recrues et cours de la répétition) un état nominatif des hommes qui n'ont pas fait leur service ou qui n'ont pas payé la taxe. Cet état nominatif est transmis au chef de l'armée que cela concerne ; ce dernier l'envoie au département militaire fédéral qui charge les autorités cantonales de la perception des taxes arriérées. Au surplus nous croyons intéressant de rappeler ici les divisions du « livret de service » qui porte aussi comme sous-titre « acte justifiant que le porteur fait le service militaire ou paye la taxe » : I Personnel (état civil). II Examen pédagogique .. III Visite sanitaire. IV Recrutement. V Incorporation militaire (changements de grade). VI Equipement (effets touchés, leur remplacement, leur restitution les armes retirées, etc.) VII Effets

tous les Etats une circulaire contenant le règlement du 16 octobre, et diverses considérations d'application.

B) Il nous reste à examiner *la loi du 28 juin 1878* : La taxe est due par tout citoyen Suisse en âge de servir, habitant le territoire ou hors le territoire de la Confédération, qui ne fait pas personnellement de service militaire.

Les étrangers établis en Suisse sont soumis à cette taxe militaires touchés. VIII Inspection d'armes. IX Service fait ou paiement de la taxe militaire en 7 colonnes :

Année.	Lieu.	Service ou taxe.	Nombre des jours de service.	Taxe payée pour			No du contrôle de taxe.	Certifié par:
				fr.	cent.	an.		

occupant les pages 18 à 25 de ce livret. X Absences autorisées. XI Amendes ou arrêts infligés par les autorités militaires en dehors du service. XII Changement de domicile. XIII Distinction particulières, (Insignes de bons tireurs, canonniers, pointeurs, etc.) XIV Mentions honorables. XV Mobilisation.

Voici d'ailleurs l'aspect d'une page de ce livret :

Etat nominatif :

Schweizerische armée

Armée Suisse.

Militärpflichterssteuer

Taxe militaire.

Bezeichnung des Dienstes. }

Désignations du service. }

Namentliches Verzeichniss der in.....

getrennenen Mannschaft, welche weder Militärdienst noch Ersatz geleistet hat.

Etat nominatif des hommes entrés.....

qui n'ont ni fait leur service militaire ni payé la taxe.

No. der Stammkontrole	Aushebungsge-meinde.	Grade.	Familien und Vorname.	Wohnort	Kanton.	Gebrüts-jahr.	Burgerlicher Béruf.	Angabe der Jahre für welche die Steuerzu-entrichten ist.
No. du controle	commune d'im-matricu-lation.		Nom et prénoms	Domicile	Canton.	Année de nais-sance.	Pro-fession.	Années pour lesquelles la taxe est due.

à moins qu'ils n'en soient exemptés en vertu de traités internationaux, ou qu'ils n'appartiennent à un Etat dans lequel les Suisses ne sont astreints ni au service militaire, ni au paiement d'une taxe équivalente en espèces : ces Etats sont : l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Belgique, le Chili, le Danemark, l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, l'Irlande, Hawaï, l'Italie, le Lichtenstein, les Pays-Bas, le Portugal, la Roumanie, la Russie, le Salvador, la Suède et la Norvège, les Etats-Unis d'Amérique.

Sont dispensés de la taxe :

A) Les indigents secourus par l'assistance publique ; les infirmes qui sont incapables de subvenir à leur existence par leur travail et ne possèdent pas une fortune suffisante pour leur entretien et celui de leur famille.

B) Les hommes devenus impropres au service militaire par suite de ce service.

C) Les citoyens suisses résidant à l'étranger, s'ils y sont soumis au service militaire ou au paiement d'une taxe d'exemption.

D) Les employés des chemins de fer et des bateaux à vapeur, s'ils sont dispensés du service personnel et dans certaines conditions (1).

E) Les gendarmes et agents de police, ainsi que les gardes frontières fédéraux (2).

Les militaires qui, après avoir servi au moins pendant

1. Arrêté du Cons. fédéral du 27 août 1878.

2 Art. 2, lettre C, de la loi sur l'organisation militaire. *Rec. of. nouv. série I*, 218.

huit ans deviennent impropres au service pour le reste du temps pendant lequel ils y seraient encore astreints, ne paient que la moitié de la taxe fixée pour leur classe d'âge, à moins qu'elle ne doive leur être remise entièrement, s'ils se trouvent dans un des cas de dispenses cités précédemment...

La taxe d'exemption consiste en une taxe personnelle de 6 fr. et en une taxe supplémentaire proportionnée à la fortune et au revenu, sans que la totalité puisse dépasser annuellement 3.000 fr.

Le taux de la taxe sur la fortune est de 1 fr. 50 pour 1000 fr. et de celle sur le revenu de 1 fr. 50 également par 100 fr. de revenu net. Cette taxe n'est due que pour les fortunes supérieures à 1000 fr. et, dans tous les cas, défaction faite d'une somme de 600 fr. sur le revenu net de chaque contribuable.

Pour la détermination *de la fortune nette* on comprend les biens meubles et immeubles, déduction faite des dettes. Toutefois la fortune consistant en bâtiments agricoles et en propriétés foncières n'est estimée qu'au $\frac{3}{4}$ de sa valeur vénale, déduction faite des dettes hypothécaires. La valeur des objets mobiliers nécessaires au ménage, des outils servant à l'industrie, et des instruments aratoires ne sont pas portés en ligne de compte. On fait entrer en ligne la moitié de la fortune des parents (ou de celle des grands parents si les premiers sont morts) proportionnellement au nombre des enfants ou petits-enfants : Cette addition n'a pas lieu quand le père du contribuable est lui-même astreint au service ou au paiement de la taxe militaire.

Pour la détermination *du revenu net* on comprend : le gain de l'exercice d'un art, profession, commerce ou industrie, fonction ou emploi. (Les dépenses faites pour obtenir ce gain sont déduites, à l'exception des frais de ménage et du 5 0/0 du capital engagé dans une industrie). Le produit des rentes viagères, pensions et autres revenus analogues. Les parents sont responsables du paiement de la taxe de leurs fils mineurs et pour ceux de leurs fils majeurs qui demeurent avec eux. Telle est la taxe que doit acquitter le contribuable jusqu'à l'âge de 32 ans révolus ; à partir de cet âge et jusqu'à celui de 44 ans révolus, il n'a plus à payer que la moitié de la taxe. La taxe est payable dans le canton ou le contribuable est domicilié au moment de l'établissement des rôles de la taxe. Les contribuables absents du pays sont soumis à la taxe dans leur canton d'origine (1).

Ce sont les autorités cantonales qui sont chargés de l'établissement des rôles, ainsi que de la perception des taxes. Les rôles sont établis le 1^{er} mai de chaque année, ils n'excluent pas ultérieurement des taxations complémentaires à l'égard par exemple des militaires incorporés qui ont manqué leur service pendant l'année. Il est institué dans chaque

1. Le montant de la taxe à faire payer aux Suisses domiciliés à l'étranger est arrêté chaque année sur des contrôles séparés, le canton d'origine en donne connaissance au contribuable dans la forme la plus propre à atteindre le but et le conseil fédéral détermine dans quelles mesures les représentants de la Suisse à l'étranger ont à coopérer à la fixation et à la perception des taxes et à prêter à cet effet leurs concours au canton (Art. 13).

canton une instance chargée de statuer sur les recours contre les décisions de l'autorité qui a établi les rôles (1).

Pour assurer une application uniforme de cette loi, la confédération a le droit de haute surveillance et celui de prononcer en dernier ressort sur toutes les opérations concernant la taxe. Les réclamations ne sont admises que dans les cas où il y a eu violation ou application incorrecte des dispositions légales. L'instance fédérale n'a pas à s'occuper des réclamations relatives aux conditions de fortune et de revenu des contribuables, dont l'estimation reste dans les attributions des autorités cantonales.

L'Assemblée s'est réservé le droit d'élever la taxe jusqu'au double de son montant, pour les années dans lesquelles la plus grande partie des troupes d'élite est appelée d'une manière extraordinaire au service actif.

L'année de la taxe part du 1^{er} janvier. Les cantons perçoivent la taxe par l'entremise des chefs des sections mili-

2. La Commission chargée d'établir la taxe est composée dans la règle du commandant de l'arrondissement militaire et des chefs des différentes sections de l'arrondissement.

En vertu de l'ordonnance fédérale du 24 avril 1885, les militaires qui ont payé la taxe militaire pour avoir manqué un cours de répétition par suite de dispense ou de retard de leur école de recrues et qui ont remplacé le cours manqué, peuvent réclamer le remboursement de la taxe d'exemption payée pour l'année dans laquelle ils auraient régulièrement dû faire ce service.

Le remboursement n'est effectué que si le militaire a fait la même année le remplacement du cours manqué et le service prescrit (inspection, tir de trente coups, etc.), pour la classe d'âge à laquelle ils appartiennent.

taires. Ces derniers font parvenir les sommes perçues par l'entremise des commandants d'arrondissement.

La moitié du produit brut est versée à la caisse d'Etat fédérale au plus tard à la fin du mois de janvier qui suit l'année de taxe, et chaque versement doit être accompagné des pièces justificatives et d'un état sommaire sur un formulaire spécial. Le département militaire est chargé de la vérification de ces états.

Une pénalité curieuse sanctionnait le paiement de la taxe militaire par les citoyens dispensés du service. Les contribuables récalcitrants, étaient condamnés à faire un certain nombre de travaux de propreté dans les casernes. Singulier système de poursuites fiscales ! Et pourtant, pendant une douzaine d'années, il n'y eut ni plaintes ni oppositions, quand, à la suite d'un recours, le tribunal fédéral déclara qu'il y avait là une privation de la liberté pour cause de dettes, ce qui était illégal.

Le département militaire dut chercher autre chose, et fit un projet de loi prévoyant deux cas : 1° celui d'un service de travaux de propreté *volontaire* pour les exemptés qui ne *peuvent* pas payer la taxe ; 2° celui d'un service *forcé* des mêmes travaux pendant une durée de trois à vingt-jours, à titre de punition pour ceux qui, le pouvant, ne *veulent pas* payer leur taxe, ou apportent de la négligence dans l'acquittement.

Ce système de pénalité, qui remplace par une prestation en nature, une taxe en argent destinée elle-même à compenser un service en nature, a quelque chose sinon d'illogique

au moins d'« inélégant ». D'ailleurs, se représente-t-on les insolubles, ceux qui ne peuvent payer six francs, abandonner les travaux qui les font vivre, pour venir de leur plein gré nettoyer les casernes ! (1)

Telle est la question qui se pose actuellement sur laquelle les Conseil des Etats est appelé à statuer ; question difficile, d'autant plus qu'elle se complique encore d'un conflit possible entre la Confédération qui touche une moitié du produit de la taxe, et les cantons qui touchent l'autre moitié et qui en fixent le chiffre.

Le produit de la taxe militaire, relativement à l'importance des autres impôts, est beaucoup plus élevé que celui de la taxe française, en effet : la taxe militaire suisse a rapporté jusqu'à présent les sommes suivantes qui présentent une progression constante tout à fait remarquable.

En 1881 : 1.200.000 ; en 1882 : 1.400.000 ; le tableau suivant nous en indique les résultats de 1883 à 1897.

1. On a proposé de remplacer cette corvée par une suppression temporaire du droit de vote, par l'interdiction des cabarets, etc... « Vous ne contribuez pas à la défense de votre patrie par l'acquittement du service militaire en nature ou en argent, vous ne participerez pas à la formation de ses institutions, à l'exercice du pouvoir législatif, vous n'aurez plus le droit de voter ». Ce raisonnement peut se soutenir à la rigueur, mais comment concevoir le suivant : « Vous n'avez pas acquitté votre dette envers la patrie, vous ne boirez plus de vin » n'est-ce pas dire « Bébé, tu n'as pas été sage, tu n'auras pas de dessert » ! Ce n'est pas sérieux, et comment concevoir que ce soit là une prestation équivalente au service militaire ? Cependant ce système trouve en Suisse un certain nombre de partisans, et sera soumis à l'examen du Conseil des Etats.

Taxe militaire en Suisse.

DÉPARTEMENT DES FINANCES ET DES PÉAGES

(1/2 de la taxe d'exemption du service militaire)

Années.	Budget.		Résultat des comptes.
1883	1.200.000	soit en moins 51.761 96 qu'au budget	1.148.238 04
1884	1.150.000	soit en plus 2.371 62 —	1.152.371 62
1885	1.100.000	soit en plus 135.412 41 —	1.235.412 41
1886	1.150.000	soit en plus 184.807 57 —	1.334.807 57
1887	1.235.000	soit en plus 97.343 40 —	1.332.343 70

DÉPARTEMENT MILITAIRE

(1/2 de la taxe d'exemption du service militaire)

1888	1.300.000	soit en plus 39.359 06 —	1.339.359 06
1889	1.330.000	— 1.983 38 —	1.331.983 38
1890	1.330.000	— 43.779 36 —	1.373.779 36
1891	1.330.000	— 57.951 57 —	1.387.951 57
1892	1.330.000	— 102.174 82 —	1.432.174 82
1893	1.330.000	— 108.704 23 —	1.438.704 23
1894	1.400.000	— 89.475 21 —	1.489.475 21
1895	1.400.000	— 81.415 67 —	1.481.415 67
1896	1.400.000	— 137.658 38 —	1.537.658 38
1897	1.450.000	— 115.412 91 —	1.565.412 91

Ces chiffres représentent les sommes versées à la caisse fédérale, il faut donc ajouter la moitié retenue par les cantons, pour avoir le produit total de la taxe qui était pour 1897 de 3.130.824 fr.

IV

Taxe militaire en Autriche-Hongrie.

L'exemple de la législation suisse a certainement contribué à faire voter en Autriche-Hongrie la loi du 13 juin 1880

qui établit une taxe militaire, mais l'article 55 de la loi fondamentale sur l'organisation militaire du 5 décembre 1868⁽¹⁾ portait déjà que tout citoyen exempté, pour une raison queconque, du service militaire soit dans l'armée active, soit dans la réserve, est soumis au paiement d'une taxe militaire destinée à améliorer le sort des Invalides.

En 1878, M. Daniel Iranyi, membre du Parlement hongrois prit l'initiative de presser le gouvernement de déposer enfin un projet de loi sur la taxe militaire. Le ministre, M. Szende, répondit que le projet était à l'étude, et qu'il allait se hâter de le terminer. A la même époque le baron Tinti, député au Reichsrath autrichien, faisait une proposition de même nature ; une Commission autrichienne fut nommée pour examiner le projet. Lorsqu'elle eut adopté le texte le projet fut envoyé à la Chambre des députés hongroise où le baron Horst le déposa le 6 novembre.

On avait d'abord voulu établir une double taxe comme en Suisse, une taxe fixe et une taxe supplémentaire proportionnelle, mais le Parlement autrichien repoussa ce système ; il craignait, non sans raison peut-être, qu'une loi qui frapperait d'une taxe relativement forte les exemptés, ne fût considérée comme le rétablissement indirect du remplacement à prix d'argent. D'autant plus qu'actuellement encore le volontariat d'un an existe pour certaines catégories de jeunes gens, par exemple pour ceux qui ont subi un examen particulier, ou ont terminé les cours d'Etablissements d'instruction secondaire. Après leur année de volontariat ils

1. L. XL de 1868.

entrent dans la réserve pour neuf ans, mais à la fin de cette année de service, ils sont obligés de satisfaire à l'examen pour le grade d'officier de réserve, sinon ils doivent rester une seconde année sous les drapeaux.

Le service militaire qui a été quelque peu modifié par la loi du 11 avril 1889 (ainsi l'âge d'appel est 21 ans au lieu de 20 ans ; certaines faveurs accordées par les lois de 1868 et 1882 aux volontaires ont été amoindries, etc.), a une durée de dix ans dans l'armée active, et de deux ans dans la Landwehr ; sur les dix années d'armée active, trois sont passées sous les drapeaux et sept dans la réserve. Le service dans la Landstourm n'est pas obligatoire.

Nous allons étudier spécialement la loi de 1880, indiquant chaque fois les modifications que lui ont apportées des lois ou des décrets postérieurs.

La loi *du 13 juin 1880* (1) est divisée en trois chapitres. Le premier s'occupe de l'établissement et de la perception de la taxe, c'est celui que nous allons voir en détail ; les

1. Voir loi militaire au Reichsgesetzblatt für die in Reichsrathe vertretenen Königreiche und Länder. XXVI Stück. Ausgegeben und versendet am 19 juni 1880, n° 70.

Les trois chapitres sont : 1° Bestimmungen über die Militärtaxe ; 2° Bestimmungen über die Militärtaxfond ; 3° Unterstützung der hilfsbedürftigen Familien von Mobilisirten.

Cette loi fut suivie d'un décret du 20 mars 1881, pour en régler les conditions d'applications : Verordnung des Ministeriums für Landesvertheidigung und des Finanz-Ministerium von 20 März 1881, zur Durchführung des Gesetzes vom 13 juni 1880, in Betreff des Militärtaxe.

deux autres sont relatifs à l'emploi qui doit être fait du produit de cette taxe.

CHAPITRE I. — (Art. 1 à 12) A). Sont soumis au paiement d'une taxe militaire :

1° Ceux qui sont reconnus impropres au service militaire, et comme tels ont été rayés des listes du tirage (Stellungsliste) ou qui, appartenant à la dernière classe d'âge soumise au tirage ou après être sortis de cette classe ont été ajournés. (Il va sans dire que les hommes reconnus d'une complexion trop faible peuvent être ajournés à un nouvel examen. Ils sont alors tenus de se présenter de nouveau au tirage).

2° Ceux qui, appartenant à la dernière classe d'âge soumise au tirage, ou après être sortis de cette classe ont été libérés (par application de l'article 17 de la loi sur l'organisation militaire) ou exemptés (par l'application de l'article 40 de cette même loi). (Sont exemptés temporairement du service par l'art. 17 : A le fils unique d'un père infirme ; B le petit-fils unique d'un grand-père infirme ou d'une femme veuve ; C l'aîné d'orphelins de mère et de père. L'article 40 énumère les cas assez nombreux dans lesquels les hommes incorporés peuvent être libérés avant d'avoir accompli la durée totale de leur service, par exemple : les hommes dont l'incorporation était illégale, ceux qui sont frappés d'infirmités physiques ou intellectuelles, etc...);

3° Ceux qui avant d'avoir achevé leur temps de service sont renvoyés dans leurs foyers comme impropres au service militaire, pourvu que ce renvoi n'ait pas pour cause des infirmités ou des blessures provenant du service ;

4° Ceux qui émigrent du territoire de la monarchie Austro-Hongroise avant l'expiration du temps pendant lequel le service militaire est dû (art. 4 de la loi sur l'organisation militaire) ; « pour ceux qui avant la promulgation de cette loi se sont trouvés dans les cas prévus par les n° 1, 2, 3, la taxe n'est due qu'à partir de l'année où cette loi entrera en vigueur » ; cette décision n'a donc plus qu'un intérêt historique, elle repoussait toute idée de rétroactivité, et nous verrons plus loin qu'il fut question de faire rétroagir la taxe militaire française.

Il faut ajouter les hommes qui sont répudiés de l'armée ; une décision ministérielle du 9 décembre 1892 (n° 79,503) a fait cesser toute controverse à cet égard en déclarant ces hommes soumis au paiement de la taxe militaire.

Dans tous les cas précités la taxe militaire doit être payée pour chaque année de service que les hommes ainsi exemptés dispensés ou libérés auraient eu à accomplir suivant le droit commun ; ainsi c'est l'année qui sert de base à l'établissement de la taxe, comme actuellement en France, et non le mois, comme en France avant la loi d'avril 1898.

B) Le montant de la taxe militaire, qui consiste en une somme fixe, mais différente selon la classe dans laquelle est rangé l'assujetti est de : 100 florins pour la première classe ; 90 pour la deuxième, 80 pour la troisième, 70 pour la quatrième, 60 pour la cinquième, 50 pour la sixième, 40 pour la septième, 30 pour la huitième, 20 pour la neuvième, 10 pour la dixième, 5 pour la onzième, 3 pour la douzième, 2 florins pour la treizième, et 1 florin pour la quatozième classe.

Un décret des Ministres de la guerre et des finances du 15 mars 1882 décide que : 1^o Les assujettis placés dans la quatorzième classe (un florin) sont ceux dont tous les profits et ressources ne dépassent pas la valeur d'un salaire quotidien ordinaire et qui ne payent pas d'autres impôts directs.

2. Les assujettis placés dans la treizième classe (deux florins) sont ceux dont le salaire quotidien peut bien dépasser le salaire ordinaire du pays, mais dont le revenu annuel ne dépasse pas 450 florins.

3. Les assujettis placés dans la 12^e classe classe (trois florins) sont ceux dont le revenu annuel dépasse 450 florins, mais n'atteint pas 600 florins.

Une proposition de loi du 29 sept. 1898 (1) a pour but de limiter l'imposition de la taxe à ceux qui jouissent d'un revenu annuel de plus de 600 florins ; la taxation ne commencerait donc qu'à cette classe de contribuables, c'est-à-dire à trois florins (12^e classe) ; les 13^e et 14^e classes disparaîtraient.

La répartition dans ces diverses classes des hommes soumis à la taxe doit avoir lieu tous les ans d'après des conditions personnelles de fortune et de revenu des assujettis ainsi que d'après la somme d'intérêts directs (y compris les centimes additionnels payés à l'Etat, mais à l'exclusion des autres centimes) qu'il paye annuellement. La répartition entre les 14 classes doit en principe être faite de telle sorte que l'assujetti soit placé dans une classe où le taux de l'impôt

1. Cette proposition toute récente a été présentée le 29 septembre dernier par 25 députés : MM. Ghon, Polzhofer, Erb, Dr. Hofmann, Dr. Pessler, Dr. Sylvester, etc.

corresponde à la dixième partie des impôts directs par lui payés (réserve faite pour les centimes); par exemple l'homme qui paie 400 florins d'impôts directs sera placé dans la 10^e classe et sera taxé pour 40 florins; celui qui paie 200 florins sera taxé pour 20 florins et placé dans la 9^e classe. Toutefois à cause des autres conditions personnelles qui doivent être prises en considération (comme le capital, la profession, le revenu) l'assujetti peut être placé dans une classe plus haute ou plus basse. Il peut être placé dans une classe inférieure en cas de malheurs, tels que mauvaises récoltes ou accidents survenus au cours de l'année. Même en pareils cas les hommes rangés dans les quatre dernières classes peuvent demander à être entièrement déchargés du paiement de la taxe militaire. La répartition dans les diverses classes qui, en principe, doit avoir lieu selon une règle stricte, peut donner lieu dans la pratique, et cela dans un but d'équité, à l'arbitraire et à la faveur.

La proposition de loi déjà citée du 29 septembre 1898 voudrait donner à la taxe un certain caractère progressif, à partir de la 12^e classe (3 florins), la taxe s'élèverait suivant une série de classes correspondantes de telle sorte qu'un revenu de 4.000 florins serait imposé de 400 florins; à partir de cette somme et pour chaque 1000 florins de revenu en plus, elle s'élèverait suivant un tarif progressif.

Quand les assujettis ne possèdent ni fortune ni revenu, c'est au nom de leurs parents, grands-parents ou parents adoptifs, que la taxe est établie, aussi longtemps que ces derniers sont tenus d'après le droit civil de subvenir aux

besoins de leurs enfants, petits-enfants ou enfants adoptifs, et qu'en fait ils les ont à leur charge en tout ou pour la plus grande partie. Pour déterminer la classe à laquelle ils appartiennent on prend également pour base la 10^e partie de la somme d'impôts directs payés par eux, mais en la divisant par le nombre de leurs enfants, petits-enfants, ou enfants adoptifs, qui sont à leur charge. Le décret du 15 mars 1882 précité décide que les enfants, petits-enfants et au besoin les enfants adoptifs qui travaillent en dehors du cercle de famille ne doivent pas être mis en compte pour le calcul de cette dixième partie des impôts directs.

C) Sont dispensés de la taxe militaire :

1^o Ceux qui par suite d'infirmités physiques ou intellectuelles sont incapables de subvenir par leur travail à leur existence et à l'existence de ceux qu'ils doivent, aux termes du Droit civil, nourrir et entretenir et qui ne possèdent ni fortune, ni revenu ;

2^o Les indigents secourus par l'assistance publique ;

3^o Ceux qui ont atteint avant 1875 l'âge d'accomplir les obligations de la loi militaire ;

4^o Ceux qui se trouvent dans le cas prévu par l'article 18 de la loi sur l'organisation militaire (c'est-à-dire les hommes qui, impropres au service armé, peuvent être utilisés, suivant les professions qu'ils exercent, dans les services auxiliaires de l'armée) et les hommes de la Landsturm pour l'année dans laquelle ils sont appelés (c'est une application de ce que nous avons signalé plus haut au sujet du service de la Landsturm qui est facultatif).

D) Nous pouvons signaler ici une *loi du 7 juin 1881* qui a déchargé du paiement des impôts directs (compris les impôts sur le revenu, les taxes, le timbre, etc...), les hommes mobilisés en cas de guerre. L'exemption commence du jour où les hommes reçoivent la solde de route, et finit le jour où ils sont renvoyés dans leurs foyers. La loi s'applique aux hommes faisant partie de la Landsturm et aux volontaires régulièrement organisés. C'est une mesure excellente et très équitable, il est à regretter que le législateur Austro-Hongrois n'ait pas poussé plus loin les conséquences de son idée, en assimilant le service en temps de guerre au service en temps de paix, et ait ainsi déchargé pour l'avenir de toute taxe militaire ceux qui auraient défendu leur patrie. N'y aurait-il pas, en effet, une inconséquence à exempter de la taxe militaire celui qui, en temps de paix a passé sous les drapeaux le temps réglementaire, même si plus tard en cas de guerre il se trouve dans l'impossibilité de servir, et à continuer à faire payer la taxe à celui qui pendant de longs mois peut-être aura combattu l'ennemi et versé son sang pour son pays ? Cette critique toute théorique, ne s'adresse pas seulement à la législation de l'Autriche-Hongrie, nous l'adresserons aussi à la législation française.

E) Continuons l'examen de la loi de 1880 :

L'obligation de payer la taxe cesse :

1° Par la mort de l'homme soumis à la taxe ;

2° Au cas où l'homme soumis à la taxe se trouve dans l'une des situations d'exemptés pour infirmités ou indigence,

que nous venons de voir, pour le temps que dure cette situation ;

3° Au cas où l'homme soumis à la taxe a quitté l'une des parties du territoire de la monarchie Austro-Hongroise, dans la partie du territoire qu'il a quittée.

Lorsque les jeunes gens dont les parents sont astreints à payer la taxe à leur place, se trouvent dans l'un des cas d'exemption ou de cessation du paiement de la taxe, leurs parents, grands-parents et autres ne sont plus tenus de payer la taxe.

F) Dans chaque commune une commission, composée du chef des autorités politiques du district, comme président, et de quatre membres dont deux sont désignés par le président et deux choisis par le conseil municipal, est chargée d'établir en première instance les rôles des hommes soumis à la taxe. Les rôles ainsi dressés, doivent être par les soins des employés communaux, affichés pendant 15 jours pour que les intéressés puissent en prendre connaissance. En outre pendant un délai de 30 jours à partir de la signification du bordereau de la taxe à l'assujetti, celui-ci peut ouvrir un recours aux autorités provinciales (Landesstelle) contre les décisions de la commission. Si la décision des autorités provinciales est conforme à celle de la commission, il n'y a pas de recours au Ministre de la défense nationale. Toutes les déclarations ou recours sont affranchis du droit de timbre. La perception de la taxe a lieu chaque année, à la fin d'avril, par les soins de l'administration des impôts directs ; les dispositions de la loi du 18 mars

1878, relatives à la prescription en matière d'impôts directs lui sont applicables.

G) Le produit de la taxe militaire, qui figure comme les autres recettes au budget annuel, sert à constituer un fonds spécial, dit « fonds de la taxe militaire » (ou du moins la plus grande partie du produit constitue ce fonds spécial ; ainsi en 1881, sur le produit de la taxe évalué à deux millions de florins, une somme de 1.142.530 florins était attribuée à ce fonds).

Nous terminons ici l'exposé du chapitre premier de la loi de 1880 ; les chapitres deuxième et troisième s'occupent de l'emploi qui doit être fait du produit de la taxe :

CHAPITRE II. — (Art. 13 à 16). Le « *fonds de la taxe militaire* » sert à améliorer le sort des invalides et à assister les veuves nécessiteuses et les orphelins des gagistes (dans les conditions déterminées par les articles 13 à 16 inclus) ; on appelle « gagistes » : les officiers, les employés militaires, les médecins militaires qui touchent des appointements au mois, tandis que les soldats touchent une solde par jour. Les veuves nécessiteuses et les orphelins des hommes appartenant à l'armée active, à la marine, à la Landwehr, etc..., peuvent aussi toucher des secours sur ce fonds spécial.

CHAPITRE III (art. 17 à 24). — Nous avons vu que le produit tout entier de la taxe ne servait pas à constituer « le fonds de la taxe militaire » le reste est considéré comme recette commune et est attribué à l'Etat pour venir au secours des familles des réservistes en cas de

mobilisation. Y ont droit les femmes et les enfants, les ascendants en ligne directe et les frères et sœurs des hommes mobilisés de la disponibilité, de la réserve et Landwehr à condition que les parents secourus vivent habituellement du travail de l'homme appelé sous les drapeaux. Les secours consistent en une indemnité personnelle à chaque membre de la famille ; secours dont la quotité est fixée par tête et par jour selon les localités, le taux des salaires et le genre d'industrie de l'homme mobilisé « nach den persönlichen Erwerbs und localem Verhältnissen » ; au-dessous de huit ans les enfants n'ont droit qu'à la moitié d'une part. Les secours accordés par l'Etat ne font pas obstacle à ce qu'il en soit accordé d'autres par la province, par la commune et à plus forte raison par des particuliers. Les secours sont supprimés aux familles des hommes coupables de désertion ou qui ont été condamnés à la prison dure (zür schwercn kerkerstrafe) ou à une peine supérieure.

Le chapitre III règle ensuite la forme des commissions de secours, et permet aussi la continuation des secours après le décès du soldat pendant six mois.

Remarquons que la loi met à la charge de l'Etat l'assistance aux familles des hommes appelés sous les drapeaux. En France, au contraire, c'est à la commune que cette assistance incombe ; la loi du 21 décembre 1882 permet aux communes de s'imposer extraordinairement jusqu'à concurrence de 3 centimes additionnels au principal des quatre contributions directes dans le but d'accorder des secours aux familles nécessiteuses des soldats de la réserve et de l'armée

territoriale retenus sous les drapeaux. Le Sénat a même proposé, lors de la discussion de cette loi, le rejet d'une disposition additionnelle portant qu'une somme de 300.000 francs serait mise à la disposition du ministre de l'intérieur à titre de fonds spécial pour être répartie entre les communes en raison de leurs besoins et de leurs charges.

Lors de la discussion de la loi de 1899, en France, on avait demandé à la Chambre, par voie d'initiative parlementaire, de réserver une partie de la taxe pour être distribuée en secours aux familles des réservistes. Le rapporteur fit repousser cette proposition en observant qu'un prélèvement semblable sur les ressources générales du budget, serait contraire à nos principes financiers.

La législation austro-hongroise consacre donc pour les familles des hommes mobilisés un véritable droit à des secours de la part de l'Etat; le législateur français s'est, jusqu'à présent, montré hostile à reconnaître ce droit, qui est déjà reconnu en Allemagne par application de la loi prussienne du 27 février 1850.

La loi du 27 avril 1887 a quelque peu modifié la législation en ce qui concerne le « fonds de la taxe militaire », et les pensions et secours accordés aux veuves et aux orphelins des officiers et des hommes de l'armée, de la marine de guerre, de la landwehr et de la landsturm.

L'article 3 de cette loi décide que ces pensions et secours sont à la charge du « Fonds général des pensions de l'Etat » et du « Fonds de la taxe militaire ». Depuis 1885, le ministre des finances de l'Empire leur accorde une somme de

1.320.000 florins, invariable d'année en année, mais seulement jusqu'à l'époque où les intérêts du « Fonds de la taxe militaire » atteindront 6 millions; en attendant, tout ce qui dépasse cette somme invariable doit être payé par les intérêts du « Fonds de la taxe militaire ».

Ce même art. 3 étend aux veuves et aux orphelins des officiers et des hommes sus énoncés, morts en temps de paix, les dispositions de l'article 13 de la loi du 13 juin 1880. Il ajoute également qu'en temps de guerre, on peut puiser dans le « Fonds de la taxe militaire », jusqu'à complet épuisement, pour l'entretien des pensions prévues à l'article 13 de la loi du 13 juin 1880. Il termine en décidant que lorsque les intérêts du « Fonds de la taxe militaire » auront atteint annuellement six millions de florins, les dépenses pour l'entretien des veuves, des orphelins, etc., dont il est parlé plus haut, seront exclusivement à sa charge et qu'il ne supportera plus aucune autre espèce de dépense.

La loi du 3 avril 1891 s'applique également à l'entretien des veuves et orphelins visés déjà par la loi du 27 avril 1887 dont elle étend les conditions d'application.

La loi du 28 mars 1896 apporte, elle aussi, une plus large extension à différentes parties de la même loi de 1887.

Produit de la taxe militaire. — Nous n'avons pu obtenir sur le produit de cette taxe militaire que des renseignements assez peu complets, au moins quant à la Hongrie; disons cependant, qu'en 1880, le gouvernement de la monarchie austro-hongroise estimait son produit total à 2.000.000 de florins (dont, comme nous avons vu, 1.142.530 florins

devaient être versés au Militärtaxfond) pour l'ensemble de l'Empire ; il prenait pour base le chiffre du contingent annuel qui était de 95.474 hommes.

En 1891, le produit total était, croyons-nous, de 2.700.000 florins. Si nous ne pouvons pas garantir l'exactitude absolue de ce chiffre, il approche beaucoup plus de la vérité que celui donné pour la même année dans le *Dictionnaire des Finances de Say*, dans un excellent article de M. Hennebique sur la taxe militaire. Selon lui, le produit de la taxe aurait été de plus de 10.000.000 de florins en Hongrie, et de plus de 13.000.000 de florins en Autriche, soit un total énorme d'environ 50.000.000 de francs, bien fait pour éblouir les partisans de la taxe militaire dans tous les pays du monde, et faire réfléchir ses adversaires eux-mêmes. Ces chiffres, énormes pour une simple taxe militaire, auraient dû suffire à mettre en garde contre leur authenticité : cependant, ces renseignements (et, circonstance aggravante, ils sont les seuls qui, jusqu'à ce jour, aient été publiés en France sur cette matière) qui avaient été transmis officiellement à notre ministère des finances, en mars 1893, par l'entremise du ministère des affaires étrangères, avaient été demandés au gouvernement austro-hongrois par notre ambassadeur à Vienne.

Au surplus, voici, toujours sous toutes réserves, le produit de la taxe militaire en Autriche depuis son origine :

	Florins.		Florins.
	—		—
1881.....	545.693	1890.....	1.345.588
1882.....	785.565	1891.....	1.320.754
1883.....	914.307	1892.....	1.274.179
1884.....	1.029.703	1893.....	1.195.078
1885.....	1.108.330	1894.....	908.445
1886.....	1.183.957	1895.....	1.066.241
1887.....	1.341.557	1896.....	1.142.436
1888.....	1.402.511	1897.....	1.200.000
1889.....	1.386.504		

Ce dernier chiffre pour 1897 est seulement celui du projet de budget ; d'autre part, nous trouvons dans l'*Annuaire de Gotha* (*Justhus Perthes*), au projet de budget de la même année, un chiffre de 1.140.000 florins. — Ce même annuaire indique pour la Hongrie, également pour 1897, 1.850.000 florins ; ce qui donnerait pour l'Empire entier un produit de 2.990.000 florins, chiffre fort vraisemblable, mais dont nous n'osons nous porter garant, en présence de renseignements contradictoires ou au moins différents, tous venant également de la « bonne source » !

CHAPITRE III

TAXE MILITAIRE A MADAGASCAR

Depuis quelques mois, il existe à Madagascar une taxe militaire d'une nature spéciale et que nous ne faisons que signaler.

Cette taxe, établie par un arrêté du 26 mai 1898, pris par le général Galliéni, gouverneur général, diffère complètement de la taxe métropole.

Elle offre, en effet, les caractères suivants :

1° Elle a été créée dans un but déterminé : l'intérêt supérieur de la colonisation ;

2° Elle ne s'applique qu'à une catégorie d'individus spécialement désignés : les indigènes, originaires de l'Imérina, qui, aux termes du même arrêté, doivent le service militaire personnel pendant cinq ans ;

3° Elle est facultative pour les assujettis, en ce sens que ces derniers peuvent, à leur gré, sans remplir aucune condition particulière, s'exonérer du service militaire personnel en payant la taxe ;

4° Elle comprend seulement une taxe fixe, variable il est

vrai, selon le nombre d'années d'exonération qu'elle représente, sans aucune addition de taxe proportionnelle.

Elle ne tient donc pas compte de la fortune de l'assujetti;

5° En principe tout au moins, l'assujetti doit en effectuer le paiement par un seul versement; la taxe ne se présente donc pas comme un impôt annuel;

6° Son produit a reçu une affectation spéciale; il doit être versé dans les caisses du fonds d'avance des cercles, au profit du budget local.

Au surplus, voici l'arrêté tel qu'il a paru au *Journal officiel* de Madagascar, du 28 mai 1898 :

ARRÊTÉ 1817

Sur l'application de la loi Malgache, du 25 mars 1879, dans les provinces de l'Imérina,

Le général commandant en chef du corps d'occupation, et gouverneur général de Madagascar et ses dépendances,

Vu les décrets du 11 décembre 1895 et 30 juillet 1897, .

Vu l'arrêté du 28 février 1897 sur le maintien des lois indigènes,

Vu la loi Malgache du 25 mars 1879 instituant le service obligatoire et personnel,

Considérant que les lois indigènes ont été maintenues par l'arrêté précité dans celles de leurs dispositions qui n'ont pas été abrogées;

Mais considérant qu'il y a lieu, notamment dans l'intérêt général de la colonisation, de fournir aux indigènes astreints au service militaire les moyens de pouvoir, sans interruption préjudiciable, se livrer en toute liberté à toutes leurs occupations agricoles et commerciales, après avis du procureur général;

Arrête :

Art. 1^{er}. — Tout indigène âgé de 21 ans, originaire de l'Imérina, doit le service militaire personnel pendant 5 ans et est appelé à servir dans l'île sur la zone côtière comme dans le plateau central et même à l'extérieur suivant les besoins.

Art. 2. — Tout indigène astreint au service militaire peut s'exonérer de cette obligation par un versement dont le montant est fixé à :

150 francs pour 5 ans d'exonération.

140 » 4 »

120 » 3 »

90 » 2 »

50 » 1 »

Art. 3. — Les recettes provenant de l'exonération seront versées dans les caisses des fonds d'avances des cercles au profit du budget local.

Art. 4. — Les chefs de corps et de service intéressés, les commandants de territoires, de cercles, de secteurs, et les administrateurs de provinces, ainsi que les autorités indigènes locales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera mis en vigueur à compter du 1^{er} juin 1898.

*Vu le procureur général,
chef du service judiciaire,* *Fait à Tananarive, le 26 mai 1898,*

A. DUCHESNE.

GALLIENI.

Cette taxe, qui ne ressemble en rien, avons-nous vu, à la taxe militaire établie en France par la loi de 1889, peut être plus facilement rapprochée de la taxe d'exonération qui existait autrefois chez nous ; elle offre toutefois cette particularité que l'exonéré peut, en quelque sorte, graduer à son gré sa dépense, en effectuant un versement plus ou moins fort, selon le nombre d'années de service dont il veut se dispenser.

Il ne sera pas sans intérêt de rechercher dans deux ou trois ans, les résultats financiers et les conséquences sociales de l'arrêté du général Gallieni.

DEUXIÈME PARTIE

LA TAXE MILITAIRE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER

PRÉLIMINAIRES DES LOIS DE 1889 ET DE 1898 SUR LA TAXE MILITAIRE

I

Préliminaires de la loi de 1889.

Nous avons vu (1^{re} partie, chap. 1 *in fine*) qu'une proposition tendant à établir en France une taxe militaire avait été faite à la Chambre dès 1880 par un député, M. Cazes ; et que depuis les partisans de cet impôt s'étaient efforcés de le faire voter.

La taxe militaire ne figurait pas dans le projet « de la loi sur le recrutement » discutée à la Chambre pendant la législature 1881-85. Pourtant le 14 février 1885 le deuxième rapport, fait sur ce projet, au nom de la commission de l'armée par M. Ballue député, portait que la commission avait admis

le principe de cette taxe, mais que, pour ne pas retarder le vote de la loi, elle se réservait d'en présenter dans la suite un projet à la Chambre.

Le projet de loi sur le recrutement voté par la Chambre allait être discuté au Sénat, lorsqu'il fut retiré par le Gouvernement, qui crut qu'il valait mieux présenter un projet d'ensemble, qui formerait ainsi une législation militaire complète.

Cette mesure n'eut d'autre résultat que de retarder la discussion. On dût même diviser le projet en deux titres, qui furent votés séparément : Le titre premier « Sur le recrutement » le titre deuxième « Sur le rengagement des sous-officiers ». Ce nouveau projet présenté le 25 mai 1886, par le général Boulanger, ministre de la guerre comprenait au titre premier, l'établissement d'une taxe militaire et contenait en germe l'article 35 de la loi de 1889.

L'ensemble du projet fut voté par la Chambre le 9 juillet 1887, et fut admis en principe par le Sénat dès la première délibération. Toutefois, la commission du Sénat y apporta de sérieuses modifications, notamment en ce qui concernait la taxe militaire, à la suite d'un amendement de M. Ernest Boulanger, sénateur de la Meuse et rapporteur de la Commission (séance du 24 mai 1888). Plusieurs de ces modifications ne furent pas adoptées par le Sénat ; c'est ainsi que dans sa séance du 7 juillet 1888, le Sénat n'a pas admis la disposition proposée par sa Commission (§ 9), qui établissait un régime de rétroactivité en soumettant à la taxe les dispensés et les exemptés en vertu de la loi de 1872. Ce rejet a réduit

considérablement le produit qu'on attendait de la taxe militaire ; il était évalué à 20 millions avec rétroactivité, il n'était plus évalué qu'à 1 million pour la première année, 2 pour la deuxième, 4 pour la troisième et seulement 10 millions pour la huitième année. Nous verrons que si jusqu'à présent la progression a été constante, du moins les produits sont quelque peu inférieurs à ceux prévus.

Ce rejet du Sénat lui fit écarter la disposition votée par la Chambre des députés, qui attribuait aux communes le droit de prélever le sixième de la taxe. Cette mesure fût bonne car la part à attribuer, à chaque commune eût été absolument dérisoire, le sixième de 1 million n'aurait été que de 160.000 francs, à partager entre 36.121 communes. La Chambre avait aussi adopté une proposition quelque peu copiée sur la législation Austro-Hongroise, et ayant pour but d'employer une partie du revenu de la taxe, en secours distribués aux familles des réservistes. Le Sénat la rejeta sur l'observation du rapporteur qu'un semblable prélèvement sur les ressources générales du budget serait contraire à nos principes financiers.

La Chambre repoussait la solidarité des ascendants pour l'acquittement de la taxe ; en cas de retard dans le paiement les assujettis devraient être *immédiatement rappelés au service* (la Chambre n'avait sans doute pas examiné cette motion avec assez de soin, car, comment comprendre une pareille sanction ? Un infirme, un aveugle, auraient-ils été appelés au service ? Il faut supposer qu'ici encore la Chambre n'avait en vue que les dispensés conditionnels). Le Sénat rejeta cette partie du projet de loi, et proposa, avec le principe

de la solidarité des ascendants, le doublement de la taxe en cas de non paiement. La loi fut établie dans ce dernier sens.

Le projet de loi ainsi modifié fut voté par le Sénat le 12 juillet 1888, et revint le 15 octobre 1888 à la Chambre, qui maintint la plus grande partie de ses dispositions, et vota de nouveau le 21 janvier 1889.

Le projet retourna le 24 janvier 1889 au Sénat qui apporta quelques amendements sur des points auxquels tenait particulièrement la majorité de la Chambre. Ainsi quand le projet revint pour la deuxième fois à la Chambre, on pouvait craindre, sinon un dangereux conflit, du moins un désaccord dont on ne voyait pas la fin. Les difficultés ne portaient d'ailleurs que sur le titre premier ; le titre II relatif au « rengagement des sous-officiers » avait été promulgué le 18 mars 1889.

C'est alors qu'au commencement de juillet 1889 pour essayer de sortir de cette situation fâcheuse, la Commission du Sénat et celle de la Chambre se réunirent en commission mixte (1).

1. La composition de cette commission mixte était la suivante :

Pour le Sénat : Général Deffis, président et rapporteur ; Berthelot, Général Campenon, vice présidents ; Chalamet, secrétaire ; Amiral Peyron. Général Billot, Roger, de Pressensé, Le Monnier, Général Grévy, Georges, Guyot-Laveline, Tolain, Colonel Meinadier, Clamageran, Margaine, Tézenas, Garriçon.

Pour la Chambre : Mézières, président ; Rivière, Royer, vice-présidents ; Le Hérissé, Mérillon, secrétaires ; Comte de Lanjuinais, Michelin, Chérillon, Jamais, Steenackers, Rondeleux, Olivier, Saint-Martin, Baron Reille, Frogier de Ponlevoy, Paul Guyon, Labordère, Thiers, Guyot-Dessaigne (qui nommé ministre fut rem-

Malgré les bonnes intentions qu'il animaient, la Commission dut se séparer, sans avoir pu trancher, d'une manière satisfaisante pour tous, certaines questions (telles que celles des cas de dispenses). Enfin pressée par le temps, (la Chambre arrivant en fin de législature), l'accord put s'établir tant bien que mal entre les deux assemblées ; et, après le vote de la Chambre du 9 juillet, la loi sur « le recrutement de l'armée » fut promulguée le 13 juillet 1889.

La taxe militaire était établie par l'article 35 de cette loi ; un décret portant règlement d'administration publique fut rendu le 30 décembre 1890, pour déterminer les mesures d'exécution nécessitées par l'établissement de la taxe militaire. (Nous pouvons aussi signaler le décret portant règlement d'administration publique du 23 novembre 1889, sur l'article 23 de cette même loi). Enfin l'instruction pour l'assiette de la taxe militaire du 9 mars 1891 et la circulaire de la Direction Générale de contributions directes du 14 mars 1891 et ses annexes.

La taxe militaire ainsi établie devait faire surgir dans la pratique des difficultés d'application nombreuses et souvent impossibles à résoudre. C'est en partie à l'article 35 (et aussi aux articles sur les cas de dispenses et d'exemption) que la loi de 1889 s'est vu donner le surnom (que mériteraient bien d'autres lois récentes établies et votées à la hâte) : « La loi mal faite. »

placé par M. Dupuy, de l'Aisne) Antonin Dubost, Hanotaux, Tony-Révillon, Millerand, Lombard, Dureau de Vaulcomte, Gaillard, Astima, Deproge, de Jouvencel, Farcy, Levet, Gadaud, Pesson, Keller.

II

Préliminaires de la loi de 1898.

De tous côtés on s'inquiéta des imperfections du nouvel impôt, et de nombreux efforts furent faits pour arriver à le modifier. Dès 1892 plusieurs Conseils généraux, notamment ceux de la Seine-Inférieure, et de la Manche é mirent des vœux en ce sens (1).

Le rapport de M. Godefroy Cavaignac, sur le projet de loi relatif aux contributions directes et taxe assimilées de l'exercice 1892; celui de M. Burdeau sur l'exercice 1893, mirent de nouveau en lumière bien des imperfections.

Des membres du Parlement prirent la parole à différentes reprises, pour présenter des observations sur cet impôt, c'est dans ce but que M. Delpuech monta à la tribune le 25 février 1893.

Un projet de loi établi au printemps 1893 et dont les rapporteurs furent MM. Dubost et Boulanger, fut l'objet d'un

1. Pendant les années 1892, 1893, 1894, 27 conseils généraux ont réclamé contre la taxe. Mais en défalquant les vœux renouvelés nous constatons que : huit conseils généraux ceux de : Manche, Corrèze, Dordogne, Vendée, Haute-Vienne, Côtes-du-Nord, Landes, Marne, ont demandé la suppression pure et simple de la taxe militaire. Neuf conseils généraux ceux de : Landes, Basses-Pyrénées, Haute-Savoie, Vienne, Ariège, Cher, Seine-et-Oise, Seine-Inférieure, Lot, ont demandé le remaniement de son mode d'assiette. Trois conseils généraux ceux de : Nièvre, Doubs, Dordogne, ont demandé l'exemption des hommes réformés pour infirmités entraînant incapacité absolue de travail.

premier vote de la chambre le 11 juillet, et du Sénat le 20 juillet.

De même qu'en 1889 les deux assemblées n'étaient pas d'accord et le projet fut renvoyé pendant quelques jours d'une Chambre à l'autre.

Le Sénat avait remanié le texte adopté par la Chambre des députés, qui dans un deuxième vote le 21 juillet, rétablit le texte primitif. Revenu devant le Sénat le 22 juillet le projet fut encore modifié, sur un rapport verbal de M. Boulanger, qui s'exprimait en ces termes, qui déterminent bien les points sur lesquels portait le différend : « La Chambre des députés
« persiste à vouloir exonérer de la taxe proportionnelle
« militaire les exemptés riches, qui ne sont pas appelés au
« service personnel par suite d'infirmités les rendant inca-
« pables de travail. Il y a par an 2.950 exemptés de cette
« catégorie et tous ceux qui sont indigents ne doivent pas
« l'impôt. C'est donc pour accorder une faveur à quelques
« centaines de familles riches que le législateur créerait
« dans la loi militaire, qui est toute d'égalité, une exception
« qui serait rapidement sollicitée par tous les exemptés et
« notamment par les dispensés tels que les fils aînés de
« femmes veuves, les soutiens de familles pauvres qui ont
« droit à la même sollicitude. » Le même jour, 22 juillet 1893, la Chambre des députés par un troisième vote accepta la rectification du Sénat, malgré les efforts de MM. Camille Pelletan et Delpeuch, qui voulaient maintenir la disposition déjà adoptée par la Chambre ; l'amendement dans ce sens,

déposé par M. Pelletan, ne fut repoussé que par 234 voix contre 222.

Le nouveau texte de la loi militaire forma l'article 16 de la loi du 26 juillet 1893.

Cette disposition législative suivie elle-même d'un nouveau décret d'administration publique du 24 février 1894, avait fait cesser certaines difficultés presque impossibles à résoudre dans la pratique ; elle avait aboli la pénalité de la double taxe en cas de non paiement, pénalité qui n'avait pas encore été introduite dans notre système de contributions directes et y apportait un précédent fâcheux.

Malheureusement la réforme ne fut pas assez complète, la plupart des imperfections de l'ancienne loi subsistaient dans la nouvelle ; et fréquemment elles furent signalées à l'attention du législateur.

Le 24 janvier 1894 une proposition (1) de M. Gendre, député, avait pour objet de dispenser de la taxe les contribuables payant moins de 50 francs d'impôt, de maintenir la taxe actuelle pour ceux payant de 50 à 200 francs d'impôt, de la doubler au-dessus de 200 francs, elle imposait également dans les mêmes proportions que les autres citoyens français, les étrangers autorisés à établir leur domicile en France et se trouvant dans les conditions requises par la loi. La Chambre la renvoya à la Commission de l'Armée.

Le 8 Novembre 1894, une nouvelle proposition de loi eut

1. Voir exposé des motifs, au *Journal officiel* ; (annexe n° 430).
Séance du 24 janvier 1894.

le même sort (1). Elle voulait étendre le bénéfice de l'exemption de la taxe (2), aux militaires réformés par congé n° 2 pour infirmités antérieures à l'incorporation, aux jeunes gens exemptés pour infirmités, tout au moins en cas d'exemption prononcée pour cécité, aliénation mentale, ou toute autre infirmité entraînant une incapacité plus ou moins complète de travail.

Lors de la discussion du budget de 1895, au Sénat, M. Baudens pour protester contre les inégalités et les injustices de la taxe, demandait une réduction de 1.000 francs sur les prévisions de recettes ; il critiquait surtout la taxation pendant 19 ans des dispensés qui partiraient en cas de mobilisation, celles des soutiens de familles et celles des déserteurs et des insoumis injustement supportée par leurs parents.

Au budget de 1896, M. Guillemet, député, présentait un amendement portant exemption de la taxe en faveur de l'assujetti, ayant six frères ou sœurs mineurs pourvu que sa cote personnelle mobilière ou celle de ses ascendants ne fut pas supérieure à dix francs.

Le 13 mars 1896 le même député déposait à la Chambre une proposition de loi ayant pour but de ne plus faire peser

1. Cette proposition de loi était présentée par MM. Loyer, Le Gavriau, Des Rotours, Taillandier, Desjardins, Paulmier, Jules Jaluzot, députés, n° 964.

2. Seuls jouissaient de ce bénéfice, en vertu du § 2 de l'art. 35, les hommes réformés pour blessures reçues dans un service commandé, ou pour infirmités contractées au service et les assujettis notoirement indigents.

l'impôt sur les exemptés ni sur les ajournés ; d'en dispenser les contribuables ayant six frères ou sœurs vivants ; de ne plus tenir compte de la cote des ascendants lorsque l'assujetti aurait atteint l'âge *de 25 ans révolus* et qu'il aurait un domicile distinct de celui de ses ascendants ; enfin de réduire au tiers de la taxe due les amendes à payer en cas de retard du paiement de trois douzièmes consécutifs, amende fixée au double de la taxe due par la loi de 1889 ; (Remarquons que l'honorable député avait oublié que la loi de 1893 avait abrogé complètement cette disposition regrettable).

Cette proposition de loi fut renvoyée comme les précédentes à la Commission de l'armée (1).

1. (Session 1896, n° 1836, séance du 13 mars 1896). Dans un exposé des motifs bien fait, et relatant les principaux griefs invoqués contre la taxe, M. Guillemet cite une lettre à lui adressée par un percepteur de son département (Vendée), et que nous croyons devoir reproduire ici :

Monsieur le député,

Je me permets, à nouveau, de venir interrompre le cours de vos travaux législatifs pour vous entretenir des plaintes nombreuses que j'entends formuler *contre la taxe militaire*. Beaucoup croyaient que cette taxe ne durait que *trois ans* ; aussi jettent-ils les hauts cris en venant payer et en apprenant que pendant 19 ans, ils auront à payer cette taxe.

Généralement le principe de cette taxe est bien reçu et l'impôt serait même plus élevé *pendant le temps que le camarade est sous les drapeaux* qu'aucune plainte ne serait formulée.

Ne trouvez-vous pas étrange, monsieur le député, que puisque la réserve de l'armée active et l'armée territoriale produisent pour tous les mêmes obligations (convocations et périodes d'exercices), qu'il y ait un traitement différent au point de vue de l'impôt, entre ceux qui ont fait trois ans et ceux qui n'ont rien fait ou qui n'ont pas été soldats pendant trente-six mois,

Un autre fait, aussi digne d'intérêt, est celui du père de famille

Au budget de 1897 M. de Lasteyrie, député, déposait un amendement portant exemption de la taxe en faveur des ajournés et des exemptés du service pour faiblesse de constitution ou infirmités, et des dispensés à titre de fils de veuve, aînés d'orphelins ou plus généralement des soutiens de familles ; à ce point de vue spécial il allait encore plus loin que M. Guillemet.

La même année, lors de la discussion du projet de loi sur les contributions directes de 1897, MM. Arnous et Guillemet,

de cinq ou six enfants qui paye une cote personnelle et qui se trouve avoir un fils réformé pour une infirmité n'entraînant pas l'incapacité absolue de tout travail.

Ce père de famille a de la peine souvent à payer les 2 fr. 15 de cote personnelle qui lui sont demandés et, par dessus le marché, on lui réclame 7 fr. pour la taxe militaire de son aîné,

Comment peut-on imposer une taxe dans ces conditions, et surtout faire payer, car c'est bien la lettre de la loi qui a été appliquée et non l'esprit.

Je connais un cas plus fort : le fils réformé est à son tour père de deux petits enfants.

C'est un état voisin de la misère, mais le grand-père de ces petits enfants (pour peu qu'il ne soit pas dans les eaux de la municipalité de sa commune), figure au rôle personnel : alors l'imposition de la taxe militaire est de droit.

En terminant, laissez-moi vous entretenir de la situation du père de famille de dix à douze enfants. Du moment qu'il en a sept de mineurs, on le décharge chaque année de la cote mobilière et personnelle, soit 6 à 10 fr., et il est au rôle de la taxe militaire pour deux ou trois enfants, pour lesquels on lui réclame 20 à 24 fr.

Je tenais à mettre sous vos yeux les différents faits qui, au point de vue politique, pourraient avoir, avec le temps, de sérieux inconvénients.

Veuillez....

et ce dernier se souvenait sans doute de la lettre précitée du percepteur de son département, déposèrent un amendement ayant pour objet de faire cesser la taxe à partir du passage de l'assujetti dans la réserve de l'armée active.

Le Ministre des finances avait distrait le produit de la taxe militaire du même projet de loi, car il comptait prendre l'initiative des modifications à apporter à la taxe. Un décret du 24 octobre 1896 instituait au ministère des finances une commission extra-parlementaire en vue d'étudier les difficultés soulevées par cette taxe et les moyens d'y remédier en modifiant l'article 35 de la loi de 1889. Cette commission (1) tint huit séances sous la présidence de M. Cochery,

1. Cette commission était ainsi composée :

MM. le Ministre des finances, président ;

Boulanger, sénateur, vice-président ;

Morel, sénateur ;

Krantz, député ;

Guillemet, député ;

De Lasteyrie, député ;

De Mahy, député ;

Camille Lyon, conseiller d'Etat ;

Georges, président de chambre à la Cour des Comptes ;

Chevrier, inspecteur général des finances ;

Boutin, conseiller d'Etat, directeur général des contributions directes ;

Arnauné, directeur du contrôle des administrations financières ;

Tardit, maître des requêtes au Conseil d'Etat ;

Crétin, contrôleur de 1^{re} classe de l'administration de l'armée ;

Masson, sous-directeur de la comptabilité publique au ministère des finances ;

Yvan, conseiller référendaire à la Cour des comptes ;

Ministre des finances, de MM. Boulanger, Morel et Krantz ; quarante et une questions furent agitées ; les membres de la Commission furent loin d'être d'accord et le rapport ne fut que l'expression d'une faible majorité ; une minorité importante ayant énergiquement défendu la taxe. M. de Lasteyrie en fut le rapporteur et présenta son rapport au Ministre des finances, le 7 juillet 1897 (1). « Le maintien du « *statu quo*, disait-il, a trouvé des défenseurs très convain- « cus.... Mais la Commission n'a pas cru pouvoir en pro- « poser le maintien. Elle n'a pas cru davantage devoir « admettre la suppression totale de la taxe militaire. Il ne « faut point oublier, en effet, que la taxe a été établie en « vue de fournir au Trésor une ressource rendue néces- « saire par l'accroissement de nos charges militaires (2). « Dans la situation de nos finances on ne saurait faire aban- « don complet de cette ressource qu'à la condition d'ap-

Louis Renault, professeur à la Faculté de droit de Paris.

Le secrétaire était M. Héliot chef de bureau à la Direction générale des contributions directes.

Le secrétaire-adjoint était M. Lasaulce, chef de bureau à la même Direction.

1. Voir ce rapport annexé au projet de loi présenté le 29 octobre 1897, n° 2758. Le voir également au rapport général du 20 juillet 1897, p. 72.

2. La nouvelle loi sur le recrutement, rappelait M. Boulanger, à la Commission extra-parlementaire de 1897, entraînait une augmentation de dépenses de 20 millions pour l'accroissement de l'effectif, de 8 millions pour les primes de rengagements des sous-officiers, soit un total de 28 millions, auquel il convenait d'ajouter une diminution de ressources de 5 millions provenant de la suppression du volontariat.

« porter en compensation des recettes nouvelles ; la Commission s'est donc résolue à maintenir la taxe militaire « mais en y introduisant des modifications profondes. »

Ce sont ces « modifications profondes » apportées à l'article 35 qui devinrent, avec quelques adjonctions postérieures, la loi d'avril 1898.

Le 29 octobre 1897, M. Georges Cochery, ministre des finances, présentait un projet de loi, qui s'appuyait presque entièrement sur le rapport de M. de Lasteyrie, il disait, en effet : « Les conclusions de la Commission extra-parlementaire nous ont paru entièrement justifiées, et c'est « conformément à ces conclusions que nous vous proposons de modifier l'article 35 de la loi du 15 juillet 1889 ». Dans le rapport de M. de Lasteyrie il était dit qu'un règlement d'administration publique arrêterait les mesures transitoires que nécessiterait l'application de la loi. Le Gouvernement pensa préférable de les prévoir dans le texte de la loi, d'où l'article 2 du projet. Ce projet de loi fut renvoyé à la Commission du budget. La Commission du budget de la Chambre, dont le rapporteur était M. Krantz, se borna à proposer de faire de cet article 2, sur les mesures transitoires, le paragraphe 8 de l'article 4 destiné à remplacer l'article 35 de la loi du 15 juillet 1889 (1). Le 4 mars 1898, la Chambre des députés adopta sans grande discussion cet article 4.

La Commission du budget du Sénat, dont le rapporteur était M. Morel, après une étude très fouillée dès consé-

1. M. Krantz exposait dans son rapport que la nouvelle loi profitera à près de 600.000 contribuables ; et ne fera plus peser la taxe

quences financières du projet de loi, soutint qu'une telle réforme ne pouvait être introduite dans une loi de finance « que la taxe ayant été créée par la loi de 1889 sur l'organisation de l'armée devait être soumise à la Commission de l'armée et non à celle du budget, qu'il y avait là une recette destinée chaque année à s'augmenter, qui se trouverait réduite dans une proportion considérable avec le système proposé et que, si certaines modifications devaient être faites à cette taxe, il fallait en faire l'objet d'un examen sérieux et approfondi presque impossible dans les conditions où se présente la discussion du budget ». En conséquence la Commission demandait la disjonction de l'article 20 (ancien art. 4) (1).

que sur 146.800 assujettis. Les conséquences financières sont les suivantes :

Principal.....	2.800.000
Non valeurs.....	140.000
	2.940.000
Frais de perception...	88.200
Frais d'avertissement..	7.340
	3.035.540

L'évaluation qui figurait au budget primitif était de 5 millions 947.535 fr.

Soit une perte de 2.911.935 pour le budget de 1898.

Cette perte sera atténuée par une économie de 138.260 fr. sur les frais d'assiette et de recouvrement des taxes assimilées aux contributions directes.

1. Si la disjonction avait été adoptée, l'évaluation primitive de la taxe, soit 5.947.535 francs aurait dû être reprise ; le projet voté à la Chambre l'avait réduite à 3.035.540 francs ; soit une différence de 2.911.935 francs, qui seraient venus s'ajouter aux recettes prévues.

La discussion de cet article vint au Sénat le 1^{er} avril 1898 et donna lieu à des débats importants ; il est à remarquer que, chaque fois qu'il fut question de la taxe militaire soit pour l'établir, soit pour la modifier, le Sénat fut le théâtre de vives discussions, alors que la Chambre sembla toujours ne s'y intéresser que beaucoup moins.

Devant cette proposition de disjonction, deux amendements furent déposés le premier signé de MM. Paul Strauss, Dufoussat, Taulier, etc..., le deuxième signé de MM. de Sal, Denoix, Chaumié et Alcide Dusolier, tous deux étaient formulés dans les mêmes termes et portaient le rétablissement de l'article 20 tel qu'il avait été voté par la Chambre des députés dans sa séance du 4 mars 1898. L'amendement de M. Strauss déposé le premier eut la priorité. La discussion fut longue : M. Strauss demandait au Sénat de ne pas suivre les conseils trop timorés de sa commission des finances et « de réaliser en introduisant dans la loi des finances le texte « voté par la Chambre, une mesure absolument légitime « urgente, impérieuse, une mesure d'humanité et de justice ». M. de Sal, avec des considérations autres, appuya sa demande. M. Boulanger vint défendre la disjonction demandée par la commission du budget, il invoquait surtout la raison financière, rappelant que la commission extra-parlementaire avait été instituée non seulement pour réformer la taxe militaire, mais pour trouver des taxes compensatrices, et qu'elle n'avait accompli que la première partie de son œuvre. Il terminait en priant le Sénat de conserver à la

réforme son caractère primitif de projet de loi spécial (1) et de ne pas voter hâtivement une réforme mal étudiée.

Le Ministre des finances prit la parole pour repousser la disjonction, et pour protester contre l'argument financier invoqué par M. Boulanger et contre l'accusation lancée par celui-ci d'une insuffisante préparation du projet de loi.

Malgré un dernier effort tenté au nom de la commission du budget par M. Franck Chauveau, le Sénat consulté se prononça contre la disjonction par 218 voix contre 56.

M. Bernard, un vieil adversaire de la taxe militaire, qu'il avait énergiquement combattue en 1889, demanda alors la suppression complète de cet impôt. M. Prévot, puis M. Séblin abondèrent dans le même sens, mettant en lumière son faible rendement et se demandant s'il était politique de maintenir pour 2 ou 3 millions une taxe aussi injuste (2).

1. « Le gouvernement, disait M. Boulanger, avait déposé un projet de loi spécial ; je ne veux pas rechercher par quel hasard ce projet de loi est venu s'incorporer subitement dans le budget... Nous l'étudierons à part, avec la réflexion nécessaire, avec la maturité qui caractérise tous les actes de cette haute Assemblée. Nous aurons à la fois épargné au budget un déficit de 3 millions dans un budget qui est déjà en déficit.

« Je ne m'associerai pas à cette politique pour une autre raison : c'est que je suis hostile à ce procédé fâcheux qui consiste à mettre dans le budget toutes les réformes, jusques et y compris celles qui y sont étrangères. » (Sénat, séance du 1^{er} avril 1898).

2. Passant en revue les contribuables demeurant soumis à la taxe M. Séblin s'efforça de prouver que tous étaient dignes d'en être exemptés. Ce qui arrachait à un moment à M. Hervé de Saissy, qui n'avait cessé de manifester son animosité contre la

Interrogé, le Sénat décida de ne pas prendre en considération cette proposition de suppression de la taxe.

Enfin par 247 voix contre deux le Sénat adopta la rédaction de la commission de la Chambre des députés formant l'article 20 (ancien article 4). La réforme de la taxe militaire était accomplie.

Nous allons procéder maintenant à l'étude détaillée de cet impôt et lorsque nous l'aurons terminée, après en avoir examiné le fonctionnement, nous pourrons nous demander s'il n'aurait pas mieux valu le supprimer purement et simplement.

taxe par des interruptions souvent violentes, cette réflexion quelque peu humoristique : « Elle est jolie la matière imposable ! »

CHAPITRE II

PRINCIPE ET OBJET DE LA TAXE MILITAIRE

Dans l'esprit du législateur la taxe militaire n'est autre chose qu'une déduction du principe posé par l'article premier de la loi de 1889, à savoir que tout Français doit le service militaire personnel ; déduction que nous avons discutée dans notre introduction.

Pour faire face à l'accroissement de dépenses qui résultaient des nouvelles dispositions de la loi, le législateur se trouvait en présence de deux systèmes absolument différents.

I. — Il pouvait établir un impôt général perçu sur la totalité des contribuables à l'aide des deux procédés suivants :

A) On avait proposé d'ajouter un décime au principal des quatre contributions directes, mais on a fait remarquer avec raison qu'un tel impôt aurait été injuste car il n'aurait frappé principalement que la propriété foncière ; en effet cette dernière contribue aux 400 millions que rapportent environ les contributions directes, dans une proportion de 57 0/0, tandis que la contribution personnelle et mobilière n'y contribue

que pour 17 0/0 et les patentes 26 0/0 Ce décime aurait produit sur la contribution foncière 22 millions environ, sur les patentes 10 millions, et sur la fortune mobilière seulement 6 millions, alors que cette dernière était évaluée à près de 100 milliards (1). Et quand la réduction de l'impôt foncier est à l'ordre du jour, n'aurait-il pas été étrange et impolitique d'augmenter ces charges d'un nouveau décime ?

B) On avait aussi proposé d'ajouter un ou deux décimes au principal de la contribution personnelle et mobilière ; contrairement à certaines idées courantes, c'est actuellement la contribution directe la plus équitable, car elle est presque toujours proportionnelle à la fortune globale de chaque contribuable, et si la proportion n'est pas toujours exacte, c'est encore la moins imparfaite. Il est vrai que c'est un impôt de répartition, que dans un impôt de ce genre l'inégalité, quoique sensiblement atténuée par d'incessantes réformes, est pour ainsi dire de règle ; et que les familles nombreuses, ayant un logement plus vaste, paient davantage relativement à leur revenu (2). Mais c'est là une situation en quelque sorte admise, et passée dans nos mœurs à tel point que c'est à cet impôt que l'on a eu recours pour établir la taxe militaire actuelle. D'ailleurs, il ne serait pas impossible d'atténuer les inconvénients actuels de cet impôt, en apportant à son texte quelques additions et correc-

1. Tous ces chiffres qui ont d'ailleurs assez peu varié sont ceux de 1889.

2. La plupart de ces inconvénients subsisteraient dans l'impôt sur le revenu basé sur les signes extérieurs de la fortune, selon le projet actuel du ministre des finances, M. Peytral.

tions. Ce système aurait peut-être été le meilleur, tous les contribuables profitant de la protection de l'armée tant pour leurs personnes que pour leurs biens.

II. — Le législateur pouvait établir un impôt de catégorie sur tous ceux qui, pour une cause quelconque, bénéficient de l'exonération du service militaire actif. C'est ce qu'il fit. Cette manière d'envisager l'impôt semblait le justifier, en l'appuyant sur le principe que nous avons déjà vu, à savoir que, si pour une cause quelconque, un Français ne peut payer en personne sa dette envers la patrie, il doit la payer en argent et proportionnellement à sa fortune. Quelle sera la quotité de cette dette pécuniaire ? L'équivalent de la valeur d'un soldat ? Non, cette valeur est inappréciable et ne peut être estimée dans un tarif. Ce sera la valeur des journées de travail correspondantes à celles que l'exonéré aurait dû consacrer au service militaire. Mais, comme il faut tenir compte des besoins de sa famille et « de la coopération qu'il doit à la lutte de la paix », ce n'est plus, dès lors, que du tiers de son gain journalier qu'il sera débiteur. On a calculé que le minimum de la journée de travail est de 1 fr., et qu'il convient de le prendre pour base. Le tiers de ce revenu est d'environ 0 fr. 35, qu'il faut multiplier par environ 1.100 journées représentatives du service militaire, soit environ 360 fr., qui formeraient le montant de la taxe à payer par chacun : *la taxe fixe*.

Dans cet impôt de catégorie, on doit, d'autre part, tenir compte de la fortune de l'exonéré ; l'idéal aurait été de prendre aussi le tiers de son revenu journalier, mais les

procédés inquisitoriaux, nécessaires pour le déterminer, répugnant à notre caractère français, on préféra prendre pour base la cote mobilière, qui est assez exactement proportionnelle au revenu de chacun. Il restait à fixer le mode de paiement : le législateur se trouvait placé entre trois systèmes possibles :

A) Il pouvait exiger de l'assujetti une certaine somme calculée proportionnellement à sa cote mobilière, et augmentée de sa taxe fixe, somme payable en une seule fois, au moment de l'incorporation de sa classe. La ressemblance de ce procédé avec l'ancienne exonération à prix d'argent et avec l'indemnité payée par les engagés conditionnels d'un an, sous l'empire de la loi de 1872, le fit repousser. On craignait aussi que l'importance de la somme à payer ne fut une cause d'embarras sérieux pour l'assujetti et sa famille. Puis la somme à payer aurait été établi sur la fortune de l'assujetti au moment de l'incorporation de sa classe et n'aurait pu tenir compte des modifications qu'elle pouvait subir ; enfin, de réelles difficultés auraient pu surgir à propos des dispensés, si la cause de leur dispense était venue à disparaître.

B) Le législateur pouvait réclamer la taxe aux assujettis pendant les années seules qu'ils auraient dû passer sous les drapeaux et dont ils seraient exemptés. La somme totale qui leur aurait été réclamée dans le premier système (A) aurait été divisée en trois parts : celui qui est exempté de trois années de service aurait payé une part chacune de ces trois années, celui qui est exempté de deux années de service

aurait payé une part chacune de ces deux années ; celui qui aurait été exempté d'une seule année, n'aurait payé qu'une seule part. On évitait ainsi une partie des inconvénients du premier et du troisième systèmes (A et C), et lors de la discussion de la loi de 1889, le gouvernement soutint ce système. Il abaissait même de beaucoup la taxe fixe, puisqu'au lieu de demander pour chaque année le tiers de 360 fr. dus selon le calcul précédent, il se contentait de 21 fr. 60. Ni la Chambre des députés, ni le Sénat ne voulurent l'adopter.

La Commission extra-parlementaire de 1896-1897 se rangea pourtant à ce système, mais n'osa pas toucher à la taxe fixe qu'elle conserva de 6 fr. et la loi d'avril 1898 en l'adoptant, le fit définitivement triompher.

C) Restait un dernier système, et c'est celui qui l'emporta en 1889.

Il consistait à répartir la somme à payer sur un grand nombre d'années. Au lieu de demander au contribuable une taxe élevée pendant une, deux ou trois années, on ne lui demandait tous les ans qu'une somme relativement modique. Le fractionnement de la taxe avait l'avantage, aux yeux de ses partisans, d'en rendre le paiement moins lourd et de lui donner le caractère d'un véritable impôt. On avait pensé faire durer cet impôt pendant 25 années. La division des 360 fr. de taxe par 25 années donnait environ 15 fr. (14 fr. 40) ; la Chambre des députés, sur la proposition de sa commission, en même temps qu'elle réduisait à 19 années la durée du service militaire, en abaissa le chiffre à

12 fr. ; la commission du Sénat le maintint, mais le Sénat le réduisit à 6 fr. Ce dernier chiffre fut consacré par la loi. Telle était la taxe fixe sous l'empire de la loi de 1889, telle elle est demeurée dans la loi de 1898. Le législateur n'ayant pas osé la modifier avec sa durée, son taux n'a plus qu'un rapport très lointain avec les calculs qui avaient présidés à la naissance de la taxe primitive.

La taxe proportionnelle, avons-nous vu, variable selon la fortune des assujettis, devait être basée sur la contribution personnelle mobilière. En 1889, on décida qu'elle serait égale au montant en principal de cette contribution ; et le législateur de 1898 prit le parti de majorer cette taxe dans la proportion de 1 à 3.

On s'aperçut que cette taxe serait insuffisante, parce que, dans les premières années au moins, l'assujetti demeurant chez ses parents, n'est pas soumis à la contribution personnelle mobilière. On créa donc une *taxe additionnelle* proportionnelle aux facultés contributives de l'ascendant qui paye la contribution. Ainsi, la taxe militaire comprend trois éléments que nous étudierons dans un prochain chapitre :

- 1^o Une taxe fixe ;
- 2^o Une taxe proportionnelle ;
- 3^o Une taxe additionnelle.

Le tout est augmenté d'un quatrième élément, composé des centimes additionnels suivants : huit centimes par franc, dont cinq centimes destinés à couvrir les décharges ou remises, et trois centimes pour frais de perception ; ces trois derniers centimes sont ajoutés au total de la cotisation y

compris le produit des cinq centimes précédents (Instructions ministérielles du 27 mai 1898). Enfin il est imposé cinq centimes par article pour frais d'avertissement.

Une dernière question se posait : donnerait-on à cet impôt une affectation spéciale ?

Certains auteurs, le général Yung, par exemple, reprenant les idées de Dubois de Crancé (1), auraient voulu que le produit de cet impôt fut capitalisé pour former la « Caisse sociale militaire ». Les revenus seuls auraient été employés à améliorer le sort des militaires et particulièrement « à faire une situation au soldat ou sous-officier qui prendrait son congé après un certain nombre d'années de service, en ayant soin de graduer cette récompense, à raison du nombre d'années employées à la défense de la patrie ». Ce n'était là qu'un rêve d'utopistes, d'ailleurs continuant leur belle théorie et la poussant jusqu'à ses dernières conséquences, ils proposaient d'établir une taxe « corrolaire de la taxe militaire » : « La taxe nationale » (2) qui, capitalisée, permettrait à l'Etat sans grever le budget, de disposer de revenus importants pour le plus grand bien-être de la nation ! Heureux esprits qui peuvent caresser de telles chimères !

1. Dubois de Crancé proposait en 1790, d'accorder un sou de plus par jour à toute l'armée française. Ce sou mis en réserve « accru du bénéfice des chances qui résultent d'une mise en communauté » aurait formé bientôt un capital important.

2. Cette taxe payée lors de la naissance de chaque enfant en même temps qu'on aurait délivré à celui-ci un livret individuel « constatant son entrée légale dans l'armée du monde aurait été, par suite de calculs ingénieux d'un demi-franc ».

La Commission du Sénat avait proposé une disposition déjà votée par la Chambre et qui consistait à attribuer aux communes le sixième de la taxe ; le Sénat, ainsi que nous l'avons déjà vu, repoussa cette proposition.

Quelques députés étaient d'avis de disposer d'une partie de la taxe pour secourir les familles des réservistes (1), la Chambre refusa de voter cette proposition, qui eut été contraire à nos principes financiers.

Le produit de la taxe militaire tombe dans la masse générale des recettes du pays.

1. D'autres auraient voulu que le produit de la taxe militaire toute entière, dépassant même en quelque sorte la législation autro-hongroise, reçut une affectation spéciale. Les partisans du « budget à compartiment » qui voudraient que chaque recette fut affectée à telle dépense et réciproquement et qui pensent que leur système financier mettrait une sorte de frein à l'augmentation incessante et formidable des dépenses publiques, partageaient tous cette manière de voir.

CHAPITRE III

Les assujettis de la taxe militaire.

Aux termes de l'article 36 paragraphe 1^{er} de la loi du 15 juillet 1889, étaient assujettis au paiement d'une taxe militaire annuelle « ceux qui par suite d'exemptions, d'ajournement, de classement dans les services auxiliaires ou dans la seconde partie du contingent, de dispense ou pour tout autre motif bénéficiaient de l'exonération du service dans l'armée active ».

Cette énumération était beaucoup moins limitative qu'elle n'en a l'air, l'expression : « ou pour tout autre motif » est en effet très large.

La loi ne faisait aucune distinction sur la cause de l'exonération, et sauf quelques cas de dispenses limitativement déterminés par la loi, comme nous le verrons plus loin, tous ceux, qui bénéficiaient de l'exonération totale ou partielle du service militaire dans l'armée active étaient redevables de cette taxe.

La loi d'avril 1898 a considérablement modifié le paragraphe 1 de l'article 35 de la loi sur le recrutement. Aujour-

d'hui, en effet, sont seuls assujettis au paiement de la taxe : « *Les jeunes gens compris dans la liste de recrutement cantonal qui bénéficieront d'une exonération totale ou partielle du service dans l'armée active, par suite soit de dispense, d'ajournement, non suivi d'exemption, de classement dans les services auxiliaires, d'envoi en disponibilité, soit d'inscription différée sur les tableaux de recensement dans les cas autres que celui d'omission* ».

Sont donc affranchis de la taxe militaire :

- 1° Les hommes exemptés de tout service pour infirmités ;
- 2° Les hommes réformés après leur arrivée au corps ;
- 3° Les soutiens de famille ;
- 4° Les hommes renvoyés par anticipation ;
- 5° Les insoumis et les déserteurs.

Demeurent au contraire passibles de la taxe :

- 1° Les hommes classés dans le service auxiliaire ;
- 2° Les dispensés par leur situation de famille, par leurs études ou par leurs fonctions ;
- 3° Les ajournés ;
- 4° Les hommes dispensés à raison de leur résidence à l'étranger ;
- 5° Les fils d'étrangers et les naturalisés qui échappent en tout ou en partie au service actif (1).

Nous diviserons les assujettis en quatre catégories principales, en les groupant rationnellement selon la du-

1. Nous reproduisons le tableau ci-après annexé au projet de loi du Gouvernement et qui présente la comparaison du nombre des

rée et la nature de l'exonération qu'il leur est accordée (1) :

imposables pour 1898 dans le système ancien et dans le système nouveau :

CATÉGORIES	Nombre d'assujettis pour 1898 dans le système.		Différences.	
	actuel	proposé	en moins	en plus
Exemptés pour infirmités.....	178 400	»	178.400	»
Classés dans les services auxiliaires.....	158.400	56.400	102.000	»
Réformés.....	31.200	»	31.200	»
Dispensés par leur situation de famille.....	217.600	51.700	165.900	»
Soutiens de famille.....	35.200	»	35.200	»
Dispensés par leurs études ou leurs fonctions.....	26.400	6.250	20.150	»
Ajournés.....	102.400	25.600	76.800	»
Classés dans la deuxième portion du contingent ou renvoyés par anticipation.....	50.400	»	50.400	»
Insoumis et déserteurs.....	2.400	»	2.400	»
Dispensés à raison de leur résidence à l'étranger.....	2.400	850	1.550	»
Fils d'étrangers et naturalisés....	»	6.000	»	6.000
Totaux.....	804.800	146.800	664.000	6.000
	En moins :		658.000	

1. Egalement sous la loi de 1889 on pouvait diviser les assujettis en quatre grandes catégories :

1° Exemptés et classés dans les services auxiliaires :

2° Ajournés ;

3° Dispensés et placés dans la seconde partie du contingent :

a. Dispensés de droit ; *b.* Soutiens de famille ; *c.* Dispensés conditionnel ; *d.* Placés dans la deuxième partie du contingent ;

4° Assujettis pour tous autres motifs que ceux prévus par la loi :

a. Résidant hors d'Europe ; *b.* Réformés après leur incorporation ; *c.* Renonçant à la qualité d'inscrits maritimes ; *d.* Exclus de l'armée comme indigne.

- 1° Jeunes gens classés dans les services auxiliaires ;
- 2° Jeunes gens ajournés non suivis d'exemption ;
- 3° Jeunes gens dispensés et placés dans la seconde partie du contingent ;
- 4° Jeunes gens assujettis pour tout autre motif que les précédents.

I

Jeunes gens classés dans les services auxiliaires.

Sont classés dans les services auxiliaires de l'armée tous ceux que leur état physique rend impropres à faire partie de l'armée active mais pas au point d'être placés dans la catégorie des exemptés.

Le service auxiliaire a été établi par la loi de 1872 dans le but d'utiliser, en cas de guerre un certain nombre d'hommes, capables de rendre de grands services dans les corps spéciaux selon leurs aptitudes professionnelles.

Il comprend deux catégories de jeunes gens :

A) Ceux qui n'ont pas la taille réglementaire de 1 m. 54 centimètres ;

B) Ceux qui sont de complexion faible, ou atteints d'infirmités insuffisantes pour motiver l'exemption.

Entre eux et les exemptés il n'y a qu'une différence de degré ; le motif qui les empêche d'accomplir leur service militaire est le même : l'impossibilité corporelle d'accomplir les fonctions de soldat.

Dans une classification rationnelle des assujettis à la taxe sous l'empire de la loi de 1889, il était difficile de ne pas placer dans une même section ceux qui étaient exemptés, et ceux qui étaient classés dans les services auxiliaires. Nous ne voyons pas bien les raisons qui ont pu déterminer le législateur de 1898 à les traiter différemment ; si le paiement de la taxe a été reconnu injuste pour les uns, est-il certain qu'il soit demeuré plus juste pour les autres ? Est-ce une faveur qui leur est faite ? Evidemment non. Ils ne font pas de service actif parce qu'ils n'avaient pas la vigueur nécessaire pour aller au régiment. Et comme disait un sénateur à la tribune de la haute assemblée (1) : « Vous les ver-
« sez dans les services auxiliaires parce que là seulement
« ils peuvent rendre des services à l'Etat, et en le faisant ils
« remplissent tout leur devoir, toutes leurs obligations au
« point de vue militaire. En les frappant d'un impôt, il
« est donc incontestable que vous commettez une injustice ».

Le nombre des imposables classés dans les services auxiliaires qui était en 1895 de 81.300 et aurait été en 1898 de 158.400 se trouve réduit pour cette dernière année à 56.400, soit une différence en moins de 102.000.

II

Ajournés.

Les jeunes gens qui n'ont pas la taille réglementaire de 1^m54 ou qui sont reconnus d'une complexion trop faible pour

1. M. Bernard. séance du 1^{er} avril 1898 au Sénat.

un service armé, nous dit l'article 27 de la loi de 1889, peuvent être ajournés deux années de suite à un nouvel examen du conseil de revision.

Ils reçoivent pour justifier de leur situation, un certificat qu'ils sont tenus de représenter à toute réquisition des autorités militaires judiciaires ou civiles. A moins d'une autorisation spéciale ils sont astreints à comparaître à nouveau, devant le conseil de revision du canton devant lequel ils ont comparu.

Ceux qui, après l'examen définitif sont reconnus propres au service armé ou auxiliaire sont soumis, selon la catégorie dans laquelle ils sont placés aux obligations de la classe à laquelle ils appartiennent. Ils peuvent faire valoir les motifs énoncés aux articles 21, 22 et 23.

Les droits à la dispense, prévus au paragraphe numéroté 5^e de l'article 21 (modifié d'abord par la loi du 7 mars 1896, et dernièrement par celle du 26 mars 1898), droits qui existaient au moment de l'ajournement peuvent être valablement invoqués pour l'année suivante, lors même que pendant l'ajournement le frère du réclamant aurait cessé d'être présent sous les drapeaux (art. 27, loi du 15 juillet 1889).

L'ajournement est une innovation de la loi de 1872 empruntée aux législations étrangères et principalement à celles de l'Autriche et de l'Allemagne. Autrefois les jeunes gens étaient reconnus aptes au service ou exemptés dans une seule comparution devant le conseil de revision. La loi de 1872 exige trois examens à une année d'intervalle, mais seulement dans les deux cas précités, elle a voulu que

l'armée ne fut pas privée du service des jeunes gens dont la constitution ne se développe que tardivement, mais elle admet que, passé un délai de deux ans, l'ajourné n'est plus capable de devenir bon pour le service.

La loi de 1889 n'a rien innové en cette matière ; elle a simplement fait peser la taxe sur les ajournés. Ces derniers, a-t-on soutenu, bénéficient d'une grande faveur analogue à celle des exemptés ; et si à leur deuxième ou à leur troisième comparution devant le conseil de revision, ils sont définitivement exemptés, ils auront joui de la même faveur.

Si après un premier ou second ajournement, ils sont reconnus aptes au service, ils profitent d'une exonération de une ou deux années de service, c'est justement cette exonération avantageuse que la taxe vient compenser. On a prétendu que la taxe était injuste, et qu'il aurait mieux valu exiger l'entier accomplissement du service militaire des ajournés, reconnus ultérieurement aptes à ce service. On n'a pas voulu avec raison les séparer de leur classe ; ce n'est pas leur faute s'ils ont été ajournés.

1°

Sous la loi de 1889, l'application de la taxe aux ajournés n'avait pas été sans soulever quelques difficultés pratiques :

Nous verrons (dans notre chapitre V) que la taxe militaire était perçue proportionnellement au nombre de 36^{es} dont l'assujetti avait bénéficié de l'exonération du service. La durée du service étant de 36 mois, celui qui n'avait accompli aucun service payait les 36/36 de la taxe, celui qui avait servi pendant 12 mois, payait 24/36 de la taxe..., etc.

I. — On s'était demandé sur quel nombre de 36^{es} les ajournés d'un an ou de deux ans devaient calculer leur taxe, pendant l'année ou les deux années d'ajournement ; devaient-ils payer sur 12/36 la première année et sur 24/36 la seconde, ou bien payer tout de suite sur 36/36 comme les exemptés. Des deux côtés selon le cas on aboutissait à une inégalité.

A) Le premier système soutenu par différents assujettis dans plusieurs réclamations, et accepté par la commission de répartition des contributions directes, se basait sur ce que la taxe militaire est en fait une véritable taxe de remplacement, et prétendait qu'il devait y avoir chaque année, correspondance entre la prestation en nature et celle en argent. Que la taxe devait être seulement réclamée comme la représentation exacte du service militaire au moment où il aurait dû être accompli.

Le chapitre premier, art. 1 et 3 du décret du 30 décembre 1890 disposait :

« La taxe militaire est due à partir du premier janvier qui suit l'appel à l'activité de la classe à laquelle appartient l'assujetti. Elle est établie à raison des faits existant au premier janvier.

La taxe militaire composée des taxes fixe et proportionnelle est réduite à 1/36 pour chaque mois de service accompli par l'assujetti ». Supposons pour plus de clarté, un jeune homme ajourné et par suite taxé pour la première fois en 1893, décomposons en trois parties les 36/36 que les partisans du système contraire, la direction des contributions

directes par exemple, voulaient lui faire payer. La première partie représente le bénéfice de 12 mois d'exonération, de novembre 1892 à novembre 1893; la seconde, le même bénéfice de novembre 1893 à novembre 1894; la troisième enfin, le même bénéfice de novembre 94 à novembre 95. Au premier janvier 1893, bénéficiant d'une exonération d'un an il est juste que la taxe soit établie sur 12/36. Les 12/36 relatifs à l'année 1894 et ceux relatifs à l'année 1895 représentent un bénéfice incertain; sait-on s'il se produira? Peut-on au 1^{er} janvier 1893 l'imposer pour des faits qui ne se produiront peut-être pas en 1894 et en 1895? Imposer chacun de ces 12/36 de ces deux années, n'est-ce pas imposer des faits futurs et étrangers à l'exercice? Pourquoi donc la taxe militaire ne serait-elle pas comme les autres impôts, soumise au principe de l'annualité? Si la loi de 1889 avait entendu y déroger elle l'aurait dit formellement; or elle n'en a pas parlé.

L'article 35 de cette loi portait au paragraphe 4 que la taxe devait être réduite « à proportion du temps pendant lequel l'assujetti n'a pas bénéficié de l'exonération établie à son profit dans le service de l'armée active ».

C'est donc qu'elle devait être proportionnelle à l'exonération, et cela à toute époque, et quelle que soit la taxe annuelle. L'article 3 du chapitre I^{er} du décret de 1890, que nous avons cité plus haut, n'est qu'une confirmation du principe de la proportionnalité. L'ajourné en question ne devait donc être imposé en 1893 qu'en proportion du bénéfice acquis, c'est-à-dire pour 12/36. S'il était encore ajourné en 1894, il devait

être imposé pour cette année à raison de 24/36 et c'est seulement en 1895, après un troisième ajournement (1), qu'il pouvait être imposé pour 36/36.

Enfin, dernier argument : la taxe militaire est une taxe de remplacement ; la prestation en nature, le service militaire est remplacé par une prestation en argent : la taxe militaire ; au fur et à mesure qu'un individu n'acquitte pas la prestation en nature, il doit en fournir l'équivalent : la prestation en argent. Il serait incompréhensible d'exiger qu'un individu fit trois années de service à la fois, on ne peut exiger d'un homme appelé sous les drapeaux trois prestations en nature simultanées ; si donc la prestation en argent doit correspondre à toute époque à celle en nature, comment exiger de notre ajourné trois prestations en argent à la fois : 1^o la prestation représentant le service qu'il aurait dû accomplir en 1893 ; 2^o celle représentant le service qu'il accomplira ou n'accomplira pas en 1894 ; et 3^o celle remplaçant le même service en 1895 ? Comment comprendre une telle exigence ? D'autant plus que s'il accomplissait en nature son obligation en 1894 et en 1895, il se trouverait l'avoir accomplie deux fois, une première fois en argent, une seconde fois en nature, ce qui est complètement inadmissible.

B) Le second système soutenu par la direction générale

1. Nous employons cette expression troisième ajournement pour plus de clarté. Il est bien entendu qu'il n'y a pas de troisième ajournement, le jeune homme qui, à sa troisième comparution devant le conseil de revision, est reconnu impropre au service militaire est « exempté ».

des contributions directes, était plus favorable au fisc. L'instruction du 9 mars 1891, rédigée par cette direction, disposait en effet (page 17, troisième alinéa) :

« Quant aux hommes qui ne font aucun service dans l'armée active, tels que les exemptés, ils sont redevables de l'intégralité de la taxe. Les hommes ajournés à un nouvel examen sont également passibles de l'intégralité de la taxe, tant qu'ils n'ont pas fait de service actif. » Pour justifier cette manière de voir, la direction s'appuyait sur le chapitre I^{er} du décret du 30 décembre 1890, et, précisément, sur les mêmes articles que nous avons déjà cités et qui nous ont servi à établir la théorie contraire !

La direction générale des contributions directes faisait le raisonnement suivant : c'est au 1^{er} janvier 1893 (nous conservons le même exemple) qu'il faut se placer pour savoir comment l'ajourné en question est imposable, d'une part. D'autre part, la taxe est réduite d'1/36 pour chaque mois de service accompli par l'assujetti ; or, au 1^{er} janvier 1893, l'ajourné n'ayant pas accompli un seul mois de service ne doit bénéficier d'aucune réduction et doit payer 36/36.

Autre argument : il est fort possible que l'ajourné de 1893 le soit encore en 1894 et en 1895, il se trouvera donc en fin de compte dans une situation identique à celui qui a été exempté de tout service dès 1893, il ne serait pas juste qu'il ait supporté une taxe moindre.

Telle était la thèse soutenue par la direction des contributions directes, nous n'en nierons pas la valeur, bien que la première théorie ait nos préférences, mais la principale

objection que nous lui faisons est de préjuger de l'avenir, d'escompter une probabilité. Nous savons bien que dans les deux théories on arrivait à un résultat inique ; dans la première, l'ajourné par trois fois payait moins que l'exempté ; dans la seconde, l'ajourné une fois payait plus qu'il n'aurait dû, s'il n'était plus ajourné la deuxième ou la troisième année ; mais dans l'impossibilité d'interpréter équitablement la loi, nous croyons que les assujettis devaient bénéficier de l'obscurité du texte. En pratique, il en était autrement et plusieurs arrêtés du Conseil de préfecture de la Seine ont donné raison à la théorie de l'administration (en ce sens, affaire Moisson, le 12 juillet 1893 ; affaire Garnier, décembre 1895 ; affaire Leglay, 27 juin 1894).

II. — Autre difficulté :

Supposons un jeune homme dispensé en vertu de l'article 23, il ne faisait qu'une année de service, sous la condition qu'il serait docteur en droit par exemple, avant 27 ans, ou plutôt, car cette espèce compliquerait inutilement la difficulté, supposons un dispensé de l'article 21, un fils de veuve, et que cette dernière ne se remarie pas avant l'accomplissement des trois années de service de la classe de notre dispensé.

Il a fait son année de service en 1893. En 1894 et en 1895 il devait payer 24/36.

Admettons maintenant qu'il ait été ajourné une fois et même deux fois. Dans ce cas, il devait payer en 1893 36/36 et en 1894 36/36 (en 1895, il était au service), puis, les années suivantes, il devait payer dans les deux cas 24/36.

Ne voit-on pas l'illogisme de la loi, interprétée ainsi, dans le deuxième cas, il aura payé pendant deux années 12/36 de plus que dans le premier cas ; pourtant, la situation était identique, son seul tort était de ne pas avoir eu de prime abord la taille voulue ou la constitution exigée ! Telles étaient les difficultés et ce n'étaient pas les seules soulevées en cette matière pour la loi de 1889.

2°

La loi de 1898 a beaucoup simplifié la question ; elle ne soumet plus au paiement de la taxe que les jeunes gens qui, après avoir été ajournés une ou deux fois à un nouvel examen, sont reconnus propres au service armé ou auxiliaire. Ceux qui sont ajournés, ou plutôt, comme nous en avons fait la remarque plus haut, qui sont exemptés par un troisième examen, ceux-là sont considérés comme les exemptés ordinaires et ne sont plus passibles de la taxe. Elle a supprimé également le système des trente-six trente-sixièmes, qui paraissaient très équitables au premier abord, mais amenaient en pratique de grandes complications. Aujourd'hui que le nombre de mois de service effectués n'a plus aucune influence sur la quotité de la taxe, il faut décider, conformément au rapport de M. de Lasteyrie, que les ajournés à un nouvel examen ne paieront pas de suite la taxe militaire, et n'en deviendront passibles qu'après la fixation définitive de leur situation militaire et seulement s'ils sont reconnus propres au service, soit dans l'armée active, soit dans les services auxiliaires. Ce n'est qu'après avoir terminé leur service militaire qu'ils

seront imposés pendant un ou deux ans suivant qu'ils auront accompli deux années ou une année de service.

Tel est le progrès réalisé en cette matière par la nouvelle loi, qui a fait cesser la plupart des controverses soulevées par l'ancien texte. Le nombre des imposables ajournés qui était de 99.712 en 1895, compris ceux qui, après examen définitif du Conseil de revision, avaient été exemptés de tout service ou classés dans les services auxiliaires, et aurait été en 1898 de 102.400, il se trouve réduit pour cette dernière année à 25.600, soit une différence en moins de 76.800.

III

Dispensés et jeunes gens placés dans la seconde partie du contingent (1)

Avant d'entrer dans la catégorie des dispensés, remarquons qu'il n'y a plus à proprement parler de dispensés dans le cas absolu du mot. Personne n'est plus en effet dispensé du service militaire. Ceux qu'il est convenu d'appeler ainsi passent une année sous les drapeaux et deux années en congé. Ils sont ensuite soumis à toutes les autres obligations du service militaire.

L'article 35, de la loi de 1889 soumettait au paiement de la taxe militaire, tous les jeunes gens dispensés en vertu des articles 21, 22 et 23 de la même loi, c'est-à-dire : les dis-

1. Nous rangeons dans la même section les dispensés et les jeunes gens placés dans la seconde partie du contingent parce qu'ils présentent un caractère commun : ils ne sont astreints qu'à une seule année de service.

pensés de droit. 2° les dispensés à titre de soutiens indispensables de famille ; 3° les dispensés conditionnels ; 4° les jeunes gens placés dans la seconde partie du contingent. La nouvelle loi de 1898 ayant exempté de la taxe les soutiens de famille (dont nous étudierons l'ancienne et la nouvelle situation à notre chapitre IV), notre section ne comprendra plus que 3 paragraphes : 1° Les dispensés de droit ; 2° les dispensés conditionnels ; 3° Les jeunes gens placés dans la seconde partie du contingent.

1°

Dispensés de droit.

Comme le remarquait M. Ribot, lors de la discussion de l'article 21 de la loi de 1889, toutes les législations militaires en France, depuis la Révolution Française, en passant par la loi de 1832 jusqu'à la loi de 1872 ont consacré cet ordre de dispensés, qui touche à la constitution même de la famille (1). Sous l'empire de la loi de 1832 les soutiens légaux de famille jouissaient d'une exemption absolue. La loi de 1872 n'avait laissé subsister qu'une dispense de service actif en temps de paix, en astreignant toutefois les dispensés de droit, comme aussi les soutiens de famille, à certains exercices déterminés par un règlement ministériel.

Le législateur de 1889 se trouve en présence de deux systèmes :

A) Le premier emprunté aux législations précédentes con-

1. M. Ribot disait à la Chambre des députés « Ces dispenses — celles des articles 21 et 23 — sont fondées sur des nécessités d'ordre moral ou sur des nécessités d'ordre social ».

siste à accorder la dispense militaire comme un droit ; il ne faut pas considérer seulement la question d'argent, à côté et au-dessus il y a la question morale ; que le fils de famille soit riche ou pauvre, qu'il trouve ou non dans le patrimoine de son père les moyens de préserver ses sœurs et sa mère de la misère, la loi dit : « Vous avez encore un autre devoir à remplir. Vous avez une magistrature morale, il ne faut pas que le fils soit absent, il est le protecteur né, désigné de la famille, il est le successeur de son père » (1). Il ne faut pas non plus que chez un peuple comme le peuple français on laisse à l'arbitraire d'un conseil de revision, ainsi que le remarquait encore M. Ribot, la concession de ces dispenses. Si les 50.000 jeunes gens qui sont dans les conditions voulues pour obtenir la dispense devaient adresser un nombre égal de requêtes, quelle source d'intrigues et de faveurs ! Gambetta disait à ce sujet avec force et vérité « Si vous instituez ces mille enquêtes, si vous constituez le conseil de revision juge de ces procès pour lesquels il n'a et ne peut avoir aucune compétence, vous instituez la pire des choses : les rivalités locales. Vous livrez la constitution de l'armée à toutes les petites haines de villages, ce guépier de la mauvaise politi-

1. En 1889, le général Deffis, rapporteur de la loi militaire, disait à propos des dispenses inscrites dans les articles 21 et 23, c'est-à-dire à propos des dispensés de droit et des dispensés conditionnels : « Au-dessus des questions d'argent il y a des nécessités morales qui s'imposent et devant lesquels le législateur doit s'incliner. Tout ne réside pas dans des questions de fortune. Un Etat qui ne se soucie que des questions d'argent est un Etat de décadence. La dispense constitue pour nous un droit : elle n'est pas le privilège de la fortune, elle est le privilège du malheur ».

tique locale ». Il n'y a pas à examiner si les jeunes gens remplissent effectivement leur devoirs de chef de famille : la loi établit une présomption en leur faveur. C'est le système des « dispenses de droit ».

B) Les partisans du second système proposaient de n'accorder de dispenses qu'à ceux qui rempliraient effectivement leurs devoirs de chefs de famille et de soutiens de famille. Le conseil de revision aurait été chargé de rechercher si les conditions voulues étaient bien remplies ; Il n'aurait tenu compte le plus ordinairement que de la situation matérielle du dispensé et de sa famille, sans faire attention à leur situation morale beaucoup plus difficile à établir. C'était là le système dit « dispenses arbitraires ».

Le Parlement préféra le premier système.

La Chambre des députés s'était montrée disposée à limiter à 3 mois ou à 6 mois la durée du service militaire de ces dispensés. Sur les observations et l'insistance du ministre de la guerre, M. de Freycinet, le Parlement finit par leur imposer, comme un minimum indispensable, une année de service. C'est ce principe qui a été formulé par l'article 21 de la loi de 1889, rédigé de nouveau par la loi du 6 novembre 1890, remanié une troisième fois par la loi du 20 juillet 1895, une quatrième fois par la loi de mars 1896, et enfin une cinquième fois par la loi du 26 mars 1898.

ART. 21. En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve :

1^o *L'ainé d'orphelins de père et de mère ou l'ainé d'orphelins dont le père est légalement déclaré absent ou interdit (1) ;*

2^o Le fils unique ou l'ainé des fils, ou, à défaut de son fils ou de gendre, le petit-fils unique ou l'ainé des petits-fils d'une femme actuellement veuve ou d'une femme dont le mari a été légalement déclaré absent ou interdit, ou d'un père aveugle ou entré dans sa soixante-dixième année (1) ;

3^o Le fils unique ou l'ainé des fils d'une famille de sept enfants au moins (2).

Dans les cas prévus par les trois paragraphes précédents, le frère puîné jouira de la dispense si le frère aîné est aveugle ou atteint de toute autre infirmité incurable qui le rend impotent (1) ;

4^o Le plus âgé des deux frères inscrits la même année sur les listes de recrutement cantonal, ou faisant partie du même appel (1) ;

5^o *Celui dont un frère sera présent sous les drapeaux au moment des opérations du conseil de revision, soit comme officier, soit comme appelé, pour deux ans au moins, soit comme engagé volontaire pour trois ans au moins, soit comme rengagé, breveté ou commissionné après avoir accompli cette durée de service, soit enfin comme inscrit maritime levé d'office, levé sur sa demande, maintenu ou réadmis au service, quelle que soit la classe de recrutement à laquelle il appartienne.*

Ces dispositions sont applicables aux frères des officiers marins des équipages de la flotte appartenant à l'inscription maritime et servant en qualité d'officiers marins du cadre de la maistrance.

Si les deux frères servent comme appelés, le dispensé qui en fera la de-

1. Le texte imprimé en italique a été substitué au texte primitif par la loi du 13 mars 1896.

2. Une proposition de loi présentée par M. Suchetet et autres, à la fin de novembre 1898, tend à modifier ce paragraphe 3, il serait ainsi conçu :

3^o *Le fils unique ou l'ainé du fils d'une famille de sept enfants et, lorsque la famille est plus nombreuse, tous les aînés de sept enfants.*

mande ne sera incorporé qu'après l'expiration du temps obligatoire de service de l'autre frère (1) ;

6° Celui dont le frère sera mort en activité de service ou aura été réformé ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre ou de mer.

La dispense accordée conformément aux paragraphes 5° et 6° ci-dessus ne sera appliquée qu'à un seul frère pour un même cas, mais elle se répétera dans la même famille autant de fois que les mêmes droits s'y reproduiront.

Les demandes, accompagnées de documents authentiques justifiant de la situation des intéressés, sont adressées, avant le tirage au sort, au maire de la commune où les jeunes gens sont domiciliés. Il leur en sera donné récépissé (2).

L'appelé ou l'engagé qui, postérieurement soit à la décision du conseil de revision, soit à son incorporation, entre dans l'une des catégories prévues ci-dessus, est, sur sa demande, et dès qu'il compte un an de présence au corps, envoyé en congé dans ses foyers jusqu'à la date de son passage dans la réserve.

Le jeune homme omis, qui ne s'est pas présenté ou fait représenter par ses ayants cause devant le conseil de revision, ne peut être admis au bénéfice des dispenses indiquées par le présent article, si les motifs de ces dispenses ne sont survenus que postérieurement aux décisions de ce conseil (2).

Le présent article n'est applicable qu'aux enfants légitimes. Les enfants naturels reconnus par le père ou par la mère ne pourront jouir que de la dispense organisée par l'article suivant et dans les conditions prévues par cet article.

Tous les jeunes gens enfants légitimes, visés par cet

1. Le texte imprimé en italique a été substitué au texte primitif par la loi du 26 mars 1898.

2. Le texte imprimé en italique a été substitué au texte primitif par la loi du 13 mars 1896.

article peuvent, après une année de présence sous les drapeaux demander leur envoi en congé dans leurs foyers jusqu'à leur passage dans la réserve de l'armée active.

Remarquons qu'ils ont la faculté d'opter entre le bénéfice de la dispense et leurs 3 années de service effectif. L'intéressé sera donc libre en quelque sorte de se libérer de ses obligations militaires soit en nature, soit en argent. Il peut se trouver placé dans les situations suivantes :

A) La cause de dispense existe déjà au moment du tirage au sort de sa classe : Il doit faire sa demande au maire de la commune de son domicile, en ayant soin d'y joindre les pièces justifiant le bien fondé de sa demande, et dans ce cas c'est le conseil de revision qui prononce.

B) La cause de dispense est postérieure soit à la décision du conseil de revision soit à son incorporation. S'il a déjà accompli une année de service, il devra faire une demande aux autorités militaires et sera envoyé en congé dans ses foyers jusqu'à son passage dans la réserve de l'armée active.

Dans ces deux cas A et B il sera soumis à la taxe et à partir du 1^{er} janvier qui suivra son départ du corps.

C) Le jeune homme omis qui, ne s'est pas présenté ou fait représenter par ses ayants cause au conseil de revision : dans ce cas la loi lui fait subir une déchéance : Il ne peut plus invoquer le bénéfice des dispenses indiqués par la loi si les motifs de ses dispenses ne sont survenus que postérieurement aux décisions de ce Conseil.

L'article 24 de la loi du 15 juillet 1889 exige de plus que

ces dispensés aient satisfait dans le cours de leur année d'exercice, aux conditions de conduite et d'instruction militaire déterminées par le ministre de la guerre ; dans le cas contraire ils sont tenus d'achever leurs trois années de service et ne sont évidemment plus soumis à la taxe.

Examinons maintenant la situation du dispensé de droit lorsque la cause de sa dispense vient à cesser ; il ne suffit pas en effet que cette cause ait existé à un moment donné, soit avant, soit pendant l'incorporation, il faut qu'elle persiste pendant toute la durée du service de 3 ans de la classe du dispensé. Trois cas peuvent se présenter :

A) La cause de dispense cesse avant l'expiration de l'année de service actif. On décide que le dispensé demeurera sous les drapeaux jusqu'aux renvoi de sa classe dans ses foyers.

En ce cas il ne sera pas naturellement assujetti à la taxe militaire.

B) La cause de dispense cesse après le renvoi de l'intéressé dans ses foyers mais avant la libération de sa classe.

Il sera rappelé au service jusqu'au renvoi de sa classe.

Sous l'ancienne loi il devait payer la taxe en proportion du temps pendant lequel il avait bénéficié de la dispense, c'est-à-dire en proportion du nombre de mois de service qu'il avait accomplis. Nous pourrions de nouveau examiner ici une difficulté analogue à celle que nous avons vue à propos des ajournés : Supposons un dispensé, qui ait fait une année de service en 1893 ; en 1894 il était envoyé en congé dans ses foyers et payait $24/36$ de la valeur de la

taxe ; la cause de sa dispense venant à cesser il était rappelé pour un an en 1895. A l'avenir il ne devait plus payer que 12/36 n'ayant été en fin de compte exonéré que de 12 mois, ainsi pendant l'année 1894 il aurait payé 12/36 de plus qu'il n'aurait dû. Depuis la loi de 1898 il paiera la taxe seulement pour l'année pendant laquelle il jouira de l'exonération. De sorte qu'en fin de compte s'il retourne ensuite un an au régiment il aura fait deux années de service et payé la taxe pour une seule année ; il, aura payé juste ce qu'il devait.

C) La cause de dispense cesse après le renvoi de sa classe ; sa situation n'est pas modifiée : sous l'ancienne loi il continuait à payer la taxe comme avant ; depuis 1898, ayant acquitté les 2 années de taxe dont il était passible, il s'est libéré complètement.

Les causes de dispenses ne s'appliquent qu'à certains individus rigoureusement déterminés par la loi. Cependant on s'était demandé si un aîné d'orphelins de père et de mère, pouvait invoquer la dispense prévue au paragraphe 1^{er} lorsqu'au moment de se présenter au conseil de revision il n'avait plus ni frère ni sœur vivants. Malgré les décisions de plusieurs conseils de revision, il faut se prononcer négativement. La jurisprudence du conseil d'Etat est d'ailleurs en ce sens (1).

Lors de la discussion de la loi de 1889 à la Chambre des députés, un débat s'est élevé au sujet de la rédaction du paragraphe 2 ; MM. Boreau-Lajanadie et de Montéty, de-

1. Conseil d'Etat, 12 mars 1897 affaire Cheveaux (Pierre-Jean-Marie, 88, 142.

mandaient à la Chambre de supprimer « le gendre » de l'énumération. M. Boreau-Lajanadie, dans un discours très documenté, montrait par de nombreux exemples tous les inconvénients d'un pareil système. Les lois militaires de 1832 et 1872 considéraient le gendre comme soutien de famille, mais pas la loi de 1818. Le seul argument qu'on ait donné en faveur du gendre c'est qu'aux termes du Code civil le gendre doit des aliments à sa belle-mère, par conséquent quand elle a un gendre la belle-mère n'est pas dénuée de secours et n'a pas besoin d'autre soutien. Mais la fille non mariée, mais les ascendants doivent aussi les aliments et pourtant on ne dirait pas à la veuve qui a une fille, à celle qui a encore ses père et mère, qu'elle ne peut pas invoquer pour son petit-fils le titre de soutien de famille.

Autre chose est la dette alimentaire, autre chose le devoir d'être soutien de famille. En présence du fils vivant le gendre ne doit-il pas des aliments à la mère ? Dans ce dernier cas, s'il est plus âgé que le fils, empêche-t-il celui-ci d'être considéré comme soutien de famille ? Pourquoi cet illogisme de ne pas assimiler le petit-fils au fils ? Ces objections n'ont pas prévalu et le mot gendre fut conservé dans le texte. D'ailleurs la commission déclara que le maintien de ce mot n'évincera pas le petit-fils, s'il remplit effectivement les devoirs de soutien de famille, il sera dispensé en vertu de l'article 22, au lieu de l'être en vertu de l'article 21.

Une autre controverse s'est cependant élevée sur l'interprétation à donner à la deuxième partie du paragraphe 3 ainsi conçue : « Le fils unique ou l'aîné des fils d'une fa-

mille de sept enfants au moins ». On se demandait quel doit être celui des fils qui profitera de la dispense prévue en faveur de l'aîné de sept enfants, dans le cas où en dehors d'une famille de sept enfants, il existe un frère utérin né d'un premier mariage. Est-ce le fils du premier lit ou l'aîné du second lit qui pourra invoquer le bénéfice de la loi ?

Le texte semblait absolument précis ; l'aîné d'une famille de sept enfants au moins devait être compris dans cette famille ; par conséquent l'aîné des enfants du second lit pouvait à juste titre invoquer le bénéfice de la loi.

Le ministre de la guerre soutenait la thèse contraire, et refusait d'appliquer la dispense à l'aîné du second lit, le législateur, disait-il, n'ayant pas précisé ; pourquoi le fils du premier lit serait-il considéré comme l'aîné ? Le Conseil d'Etat, appelé à statuer sur la difficulté, a estimé qu'il y avait lieu de conférer la dispense à l'aîné du second lit. Dans l'espèce soumise à la haute Assemblée le fils du premier lit se trouvait être beaucoup plus âgé, et avoir satisfait à la loi militaire en 1875. Dès lors si on avait refusé d'appliquer la dispense à l'aîné du second lit, aucun des enfants n'aurait pu, en fait, profiter de cette dispense.

Le paragraphe 5 de l'article 21, sous l'ancienne législation des lois du 15 juillet 1889 et du 13 mars 1896, donnait lieu à des difficultés : Ne pouvait invoquer la dispense prévue le jeune homme dont le frère était présent sous les drapeaux au moment des opérations du conseil de revision pour deux ans au moins, alors que la différence d'âge entre lui et son aîné était supérieure à trois ans ; malgré les décisions de

quelques conseils de revision. Le Conseil d'Etat statuait toujours en ce sens (1).

La loi du 26 mars 1898 a tranché la question dans un sens favorable aux exemptés en supprimant le texte combattu.

Le dernier paragraphe peut soulever aussi quelques difficultés ; la loi s'est montrée rigoureuse pour les enfants naturels reconnus ; mais ce n'est pas contre l'enfant que le législateur a sévi, c'est contre les parents qui ont commis une faute ; il s'agissait là de l'intérêt supérieur de la société. Le principal argument donné contre les enfants naturels est celui-ci : « Le Code civil n'a pas voulu faire entrer les enfants naturels dans la famille, c'est ainsi qu'il leur refuse la titre d'héritier, ils n'ont pas droit à une réserve ; on ne voudra pas dans une loi spéciale détruire les principes du Code civil ». Cet argument avait une grande valeur en 1889 et jusqu'à ces derniers temps, mais depuis la loi du 25 mars 1896, qui confère aux enfants naturels légalement reconnus la qualité d'héritier et par suite la saisine, qui leur reconnaît formellement une réserve et qui se termine par l'article suivant : « L'enfant naturel légalement reconnu appelé à la succession *ab intestat* ou testamentaire de son auteur, sera considéré, quant à la quotité du droit, comme un enfant légitime » ; cet argument, disons-nous, ne vaut peut-être plus grand chose.

On s'est demandé si ce même paragraphe de la loi devait

1. Conseil d'Etat 26 mars 1897, affaires Cabot et Soulié. Voir aussi affaires semblables 88.258 ; 88.335, 88.610 ; etc. Labat, Requin, Revest. 88.635 ; 88.638 ; 88.639 à 88.643, etc. Gibaud, Souchet, Clochard, Coirier, Guichoteau, Gaudin, Bely, etc...

être entendu ou non dans un sens restrictif. Il faut répondre affirmativement, le législateur qui n'a pas voulu accorder la dispense de droit aux enfants naturels reconnus, n'a pas voulu davantage l'accorder aux enfants naturels non reconnus, adultérins ou incestueux.

Remarquons que la loi permet aux enfants naturels de demander et d'obtenir la dispense de deux années de service s'ils se trouvent dans les conditions prévues par l'article 22, c'est-à-dire s'ils sont soutiens indispensables de famille. Le nombre des imposables, dispensés de droit, qui était en 1895 de 108.911 et aurait été en 1898 de 217.600, se trouve réduit pour cette dernière année à 51.700, soit une différence en moins de 165.900.

2°

Dispensés conditionnels.

Les dispenses conditionnelles dont l'énumération complète figure dans l'article 23 de la loi de 1889 et dans le décret du 23 novembre 1889, rendu pour l'exécution de cet article, sont réservées aux jeunes gens qui ont obtenus ou travaillent pour obtenir certains diplômes, titres, prix ou récompenses ; à ceux qui se destinent à l'état ecclésiastique ou qui contractent un engagement décennal dans l'enseignement ; à ceux qui exercent certaines industries d'art ; à ceux enfin qui poursuivent soit des études artistiques, soit des études littéraires, scientifiques ou techniques, etc...

ART. 23. En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, sont envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve :

1° Les jeunes gens qui contractent l'engagement de servir pendant dix ans dans les fonctions de l'instruction publique, dans les institutions nationales des sourds-muets ou des jeunes aveugles, dépendant du ministère de l'intérieur, et y rempliront effectivement un emploi de professeur, de maître répétiteur ou d'instituteur ;

Les instituteurs laïques, ainsi que les novices et membres des congrégations religieuses vouées à l'enseignement et reconnues d'utilité publique, qui prennent l'engagement de servir pendant dix ans dans les écoles françaises d'Orient et d'Afrique, subventionnées par le Gouvernement français ;

2° Les jeunes gens qui ont obtenu ou qui poursuivent leurs études en vue d'obtenir :

Soit le diplôme de licencié ès lettres, ès sciences, de docteur en droit, de docteur en médecine, de pharmacien de première classe, de vétérinaire, ou le titre d'interne des hôpitaux nommé au concours dans une ville où il existe une faculté de médecine.

Soit le diplôme délivré par l'école des chartes et l'école des langues orientales vivantes (1).

Soit le diplôme supérieur délivré aux élèves externes par l'école des ponts et chaussées, l'école supérieure des mines, l'école du génie maritime ;

Soit le diplôme supérieur délivré par l'institut national agronomique, l'école des haras du Pin aux élèves internes, les écoles nationales d'agriculture de Grand-Jouan, de Grignon et de Montpellier l'école des mines de Saint-Etienne, les écoles des maîtres ouvriers mineurs d'Alais et de Douai, les écoles nationales des arts et métiers d'Aix, d'Angers et de Châlons, l'école des hautes études commerciales et les écoles supérieures de commerce reconnues par l'État.

Soit l'un des prix de Rome, soit un prix ou médaille d'État dans

(1) Le texte imprimé en italique a été substitué au texte primitif par la loi du 26 décembre 1892.

les concours annuels de l'école nationale des beaux-arts, du conservatoire de musique et de l'école nationale des arts, décoratifs ;

3° Les jeunes gens exerçant les industries d'art qui sont désignés par un jury d'Etat départemental formé d'ouvriers et de patrons. Le nombre de ces jeunes gens ne pourra, en aucun cas, dépasser un demi pour cent du contingent à incorporer pour trois ans ;

4° Les jeunes gens admis, à titre d'élèves ecclésiastiques, à continuer leurs études en vue d'exercer le ministère dans l'un des cultes reconnus par l'Etat.

En cas de mobilisation, les étudiants en médecine et en pharmacie et les élèves ecclésiastiques sont versés dans le service de santé.

Tous les jeunes gens énumérés ci-dessus seront rappelés pendant quatre semaines dans le cours de l'année qui précédera leur passage dans la réserve de l'armée active. Ils suivront ensuite le sort de la classe à laquelle ils appartiennent.

Des règlements d'administration publique détermineront (1) : les conditions dans lesquelles sera contracté l'engagement décennal visé au paragraphe 1 ; les justifications à produire par les jeunes gens visés aux paragraphes 2 et 4, soit au moment de leur demande, soit chaque année pendant la durée de leurs études ; la nomenclature des industries d'art qui donneront lieu à la dispense prévue au paragraphe 3 ; le mode de répartition de ces dispenses entre les départements, le mode de constitution du jury d'Etat pour les ouvriers d'art, ainsi que les justifications annuelles d'aptitude, de travail et d'exercice régulier de leur profession, que les jeunes gens dispensés, sur la proposition du jury, devront fournir jusqu'à l'âge de vingt-six ans.

Les mêmes règlements fixeront le nombre des diplômes supérieurs à délivrer annuellement, en vue de la dispense du service

1. Décret portant règlement d'administration publique du 23 novembre 1889.

militaire, par chacune des écoles énumérées au troisième alinéa du paragraphe 2, et définiront ceux de ces diplômes qui ne sont pas définis par la loi ; ils fixeront également le nombre des prix et des médailles visés au quatrième alinéa du même paragraphe.

ART. 24. Les jeunes gens visés au paragraphe 1 de l'article précédent qui, dans l'année qui suivra leur année de service, n'auraient pas obtenu un emploi de professeur, de maître répétiteur ou d'instituteur, ou qui cesseraient de le remplir avant l'expiration du délai fixé ;

Ceux qui n'auraient pas obtenu avant l'âge de vingt-six ans les diplômes ou les prix spécifiés aux alinéas du paragraphe 2, *à l'exception toutefois des diplômes de docteur en droit, de docteur en médecine, de pharmacien de 1^{re} classe et du titre d'interne des hôpitaux nommé au concours dans une ville où il existe une faculté de médecine, pour l'obtention desquels la limite d'âge, en ce qui touche le bénéfice résultant de l'article 23, est fixée à vingt-sept ans (1) ;*

Les jeunes gens visés au paragraphe 3, qui ne fourniraient pas les justifications professionnelles prescrites ;

Les élèves ecclésiastiques mentionnés au paragraphe 4, qui, à l'âge de vingt-six ans, ne seraient pas pourvus d'un emploi de ministre de l'un des cultes reconnus par l'Etat ;

Les jeunes gens visés par les articles 21, 22 et 23, qui n'auraient pas satisfait, dans le cours de leur année de service, aux conditions de conduite et d'instruction militaire déterminées par le ministre de la guerre ;

Ceux qui ne poursuivraient pas régulièrement les études en vue desquelles la dispense a été accordée ;

Seront tenus d'accomplir les deux années de service dont ils avaient été dispensés.

1. Le texte imprimé en italique a été ajouté au texte primitif par la loi du 13 juillet 1895.

Cette classe de dispensés de l'art. 23 ne fut pas établie sans difficultés ; lors de la discussion de la loi de 1889, on y attacha une extrême importance et ce fut peut-être l'article le plus discuté de la loi. Nous ne pouvons reprendre ici tous les arguments qui furent développés à ce sujet tant à la Chambre qu'au Sénat. Ces débats furent très passionnés, notamment en ce qui concerne les élèves ecclésiastiques.

La Chambre avait supprimé ces dispensés, ce fut le Sénat qui le rétablit après une très longue discussion en exigeant d'eux toutefois une année de service, dérogeant ainsi profondément à la loi de 1872, par le désir qu'il avait d'atténuer autant que possible, pour certains jeunes gens, les inconvénients que présentait la nouvelle loi militaire, inconvénients d'autant plus grands que l'engagement conditionnel d'un an était supprimé.

Le décret portant règlement d'administration publique du 23 novembre 1889 a déterminé les conditions d'applications de ces dispenses, les justifications à produire par les intéressés ; a fixé la nomenclature des industries d'art, qui donne lieu à la dispense, le mode de répartition de ces dispenses entre les départements, le nombre des diplômes à délivrer annuellement dans certaines écoles, a défini ceux de ces diplômes non déterminés par la loi (1).

1. La reconnaissance par l'Etat des Ecoles supérieures de commerce a été organisée par le décret portant règlement d'administration publique du 31 mai 1890. Huit décrets portant règlement d'administration publique ont été rendus le 22 juillet 1890 et le 12 juillet 1892, pour reconnaître l'Ecole des Hautes Etudes com-

Comme les dispensés de droit et à titre de soutien de famille (art. 21 et 22), les dispensés de l'art. 23 font d'abord une année de service, puis sont renvoyés dans leurs foyers sous la condition qu'ils continueront de remplir les fonctions ou de poursuivre les études supérieures en vue desquelles ils ont été dispensés. Cette obligation est sanctionnée par l'art. 24 de la loi de 1889, modifié par la loi du 13 juillet 1895, qui porte à 27 ans, pour quelques dispensés seulement, l'ancienne limite d'âge de 26 ans, avant laquelle certains diplômes doivent avoir été obtenus, et ceux qui ne rempliraient pas les conditions exigées, sont tenus d'accomplir les deux années de service dont ils avaient été dispensés.

La dispense peut donc leur être accordée sur la vue des certificats constatant qu'ils poursuivent régulièrement les études qui conduisent aux diplômes; ces derniers ne sont pas exigés avant un certain âge, mais la dispense définitive demeure subordonnée à leur obtention.

Les pièces justificatives doivent être présentées dans des conditions déterminées par l'art. 35 du décret du 23 novembre 1889, au conseil de revision qui statue. Si ces pièces n'ont pu être délivrées qu'après la comparution de l'intéressé, elles doivent être présentées avant l'incorporation au commandant du bureau de recrutement, et en ce cas, c'est

merciales, l'Ecole supérieure de commerce de Paris, celle de Bordeaux, celle du Havre, celle de Lyon, celle de Marseille, l'Institut commercial de Paris et l'Ecole supérieure de commerce de Lille.

l'autorité militaire qui statue. Tous les dispensés de l'art. 23 sont assujettis au paiement de la taxe militaire ; ils jouissent incontestablement d'une faveur considérable, qui leur permet de continuer leurs études, de se perfectionner dans leur profession, alors que les autres jeunes gens de leur classe demeurent sous les drapeaux ; il est donc logique et équitable, pensait le législateur, d'exiger d'eux une équivalence en argent que l'ancien volontariat d'un an, rétabli en somme par l'art. 23 d'une façon restrictive et détournée, exigeait aussi (1). L'ancienne taxe de 1889 pouvait inciter les protestations des intéressés, la nouvelle qui leur rappellera la taxe du volontariat, mais moins lourde et répartie en plusieurs années, sera acceptée plus facilement. On a soutenu que les jeunes gens qui contractent l'engagement décennal dans l'enseignement, qui se destinent à un service public ou à l'exercice d'un culte, devraient être exonérés de la taxe, car leur dispense n'est pas seulement établie dans leur intérêt propre, mais dans l'intérêt de l'Etat. Le législateur ne pouvait accorder d'exemption de la taxe sans entrer trop manifestement dans la voie de l'arbitraire ; pourquoi telle profession aurait-elle été déclarée plus utile à l'Etat que telle autre, le laboureur, l'industriel ne sont-ils pas aussi indispensables à la vie de la nation que le fonctionnaire ou l'instituteur ? Et n'a-t-on

1. A l'appui de notre dire, citons l'avant-dernier alinéa de l'article 59 de la loi sur le recrutement, alinéa modifié par la loi du 11 juillet 1892, et qui permet à l'engagé volontaire, qui remplira l'une des conditions quelconques fixées par l'art. 23, de bénéficier des dispositions dudit article après un an de présence sous les drapeaux, à la condition que la demande ait été formulée au moment de l'engagement.

pas soutenu cependant, non sans quelque apparence de raison (et nous pencherions volontiers vers cette thèse), que les jeunes gens dispensés par l'art. 23, qu'ils soient instituteurs ou médecins, docteurs en droit ou ingénieurs, n'ont pas été dispensés dans leur intérêt propre, mais dans un intérêt purement social.

Sous l'empire de la loi de 1889, nous avons examiné, à propos des ajournés et des dispensés de droit, certaines difficultés qui existaient alors et dont la plupart se retrouvaient ici ; il nous faut en signaler deux autres : 1° un jeune homme dispensé de deux années de service sous la condition qu'il aurait obtenu avant 27 ans le diplôme exigé, devait payer jusqu'à cet âge $24/36$ tous les ans, si à 27 ans, n'ayant pu obtenir ce diplôme, il retournait au régiment accomplir les deux années de services dont il avait été dispensé, quel avantage aurait-il retiré de la loi ? Aucun. Il aurait même eu le désagrément de rester sous les armes un peu plus longtemps que les autres, puisque dans le cours de l'année qui aurait précédé le passage de sa classe dans la réserve de l'armée active, il aurait été rappelé pendant quatre semaines et qu'il ne lui en aurait pas été tenu compte. Il aurait donc payé la taxe injustement et sans aucun profit, il aurait même payé deux fois sa taxe militaire, puisqu'ayant payé intégralement en nature, il en aurait payé aussi l'équivalence en argent !

2° Pour le calcul des 36^r, en proportion desquelles la taxe militaire est établie, il n'était pas tenu compte des quatre semaines de service qu'accomplissent les dispensés

conditionnels, dans le cours de l'année qui précède leur passage dans la réserve de l'armée active ; cette justification, toute fiscale, se trouvait, disait-on, dans l'art. 3 du décret du 30 novembre 1890, qui porte que dans ce calcul, il n'est pas tenu compte des fractions de mois ; or, quatre semaines ne sont pas un mois ! — Depuis la nouvelle loi, cette dernière critique n'a plus d'intérêt, le nombre de mois de service n'ayant plus d'influence sur la quotité de la taxe. Mais la première difficulté subsiste toujours, et le jeune homme qui, ayant accompli une année de service et payé la taxe pendant les deux années suivantes, n'aura pas obtenu à l'âge voulu le diplôme libératoire, ce jeune homme devra retourner au régiment accomplir en nature les deux années de service, dont il s'était déjà acquitté en argent. Comme la taxe aura été régulièrement perçue, en vertu d'un principe financier bien connu, il ne pourra se la faire restituer, et se sera donc libéré doublement de son obligation militaire. Le nombre des imposables dispensés conditionnels, qui était, en 1895, de 13.359, et aurait été, en 1898, de 26.400, se trouve réduit, pour cette dernière année, à 6.250.

3°

Jeunes gens placés dans la seconde portion du contingent.

La 2^e partie du contingent ne fut introduite dans la loi par la Chambre des députés que dans sa séance du 12 février 1889. Elle le fut pour des raisons financières. On craignait que l'incorporation totale de l'effectif des trois classes ne dépassât parfois les ressources budgétaires ; on crut prudent de créer une sorte de déversoir, par où s'é-

coulerait facilement l'excédent de l'effectif, de manière à n'avoir à supporter qu'une charge en harmonie avec le budget voté par le Parlement.

Aux termes de l'article 39 de la loi du 15 juillet 1889 : chaque année après l'achèvement des opérations du recrutement, le ministre de la guerre fixe sur la liste du tirage au sort de chaque canton et proportionnellement en commençant par les numéros les plus élevés, le nombre d'hommes qui seront envoyés dans leurs foyers en disponibilité, après leur première année de service. Ces jeunes soldats resteront néanmoins à la disposition du ministre qui pourra les conserver sous les drapeaux ou les rappeler si leur conduite et leur instruction laissent à désirer ou si les ressources budgétaires le permettent.

Comme les dispensés, ces jeunes gens ne font qu'une année de service, comme eux ils sont assujettis à la taxe, et ils l'étaient déjà sous la loi de 1889. Il existe un peu plus loin dans la même loi, un article 46, ainsi conçu : « Le nombre d'hommes entretenu sous les drapeaux est, en cas d'excédent, ramené à l'effectif déterminé par les lois, au moyen de renvoi dans leurs foyers après une année de service, des hommes dont les numéros de tirage précèdent immédiatement ceux qui ont été désignés pour la disponibilité aux termes de l'article 39 ». Or ceux-ci (art. 46) ne sont plus assujettis à la taxe. Le législateur de 1898 les en a exemptés, il n'en a pas exemptés les autres (art. 39) ? On avait pourtant l'habitude de les considérer comme des dispensés d'une même catégorie.

Les premiers s'appellent « classés dans la seconde portion du contingent » ; les seconds s'appellent « renvoyés par anticipation », la décision qui les renvoie dans leurs foyers est prise pour les uns, après l'achèvement des opérations de recrutement, pour les autres au cours de leur année de service.

C'est là la seule différence qu'il y ait entre eux. Aussi on avait coutume, à juste titre, de les placer ensemble dans les tableaux de statistique, et le ministère des Finances observait cette pratique. Ils ne font qu'une année de service pour un même motif : sauvegarder les finances de l'Etat. La mesure dont ils bénéficient n'est donc jamais prise dans leur intérêt ; alors pourquoi cette différence de traitement ? Est-ce parce que leurs numéros de tirage au sort sont un peu plus élevés ou un peu plus bas ? Mais alors c'est introduire le tirage au sort en matière fiscale, c'est mettre l'impôt à la loterie, les gagnants ne paieront pas, les autres paieront pour tous ! Etrange conception de l'application de l'impôt.

Il semble que la Commission extra-parlementaire, qui a proposé d'exempter de la taxe, seuls les jeunes gens visés par l'article 46, ait trouvé une raison de cette différence, en ce que ceux-ci étaient renvoyés brusquement et avaient pu espérer faire trois années, alors que les autres savaient qu'ils ne feraient probablement qu'une année. La vérité est que les uns et les autres peuvent escompter à l'avance leur renvoi dans leur foyer et qu'ils ne savent pas d'une façon certaine s'ils seront libérés après une année de service : ceux qui sont placés dans la seconde partie du contingent peuvent

être conservés sous les drapeaux non seulement si leur conduite et leur instruction laisse à désirer, mais aussi si les ressources budgétaires le permettent ; ceux qui sont renvoyés par anticipation ne savent pas à l'avance s'ils seront renvoyés mais généralement ils s'en doutent, connaissant d'une part leurs numéros de tirage, ils calculent qu'ils seront le cas échéant les premiers à être renvoyés, connaissant d'autre part la situation financière de l'Etat ils peuvent donc sinon savoir, du moins, prévoir un renvoi possible, ils ne sont donc pas renvoyés à l'improviste.

Les uns et les autres devaient suivre un sort semblable et si la taxe était injuste pour les uns, elle devait l'être également pour les autres.

Remarquons aussi qu'à un certain point de vue les jeunes gens visés par les articles 39 et 46 sont dans une situation préférable à celle des dispensés qui peuvent être rappelés au service quand la cause de leur dispense vient à cesser ou ne s'est pas produite dans un certain délai, ce qui arrive fréquemment, tandis qu'il est rare qu'en fait les hommes de la seconde partie du contingent soient rappelés par le Ministre.

Le nombre des imposables classés dans la seconde portion du contingent ou renvoyés par anticipation était en 1895 de 25.188, et aurait été en 1898 de 50.400. Nous n'avons pas le nombre de ceux de la seconde partie du contingent qui restent seuls passibles de la taxe.

IV

Jeunes gens assujettis pour tout autre motif que les précédents.

Le législateur de 1889 soumettait au paiement de la taxe : tous ceux qui, par suite d'exemption, d'ajournement..., ou pour tout autre motif « bénéficiaient de l'exonération du service dans l'armée active ». En employant cette expression « pour tout autre motif », il avait voulu englober dans une formule générale tous ceux qui bénéficiaient de l'exonération totale ou partielle du service dans l'armée active, il avait voulu que personne ne pût se prévaloir du silence de la loi, en ce qui le concernait. Le législateur aurait mieux fait de ne pas entreprendre une énumération insuffisante, et même inutile puisqu'il avait dû la compléter par une formule générale ; il aurait été préférable de commencer ainsi l'article 35 : « Seront assujettis au paiement d'une taxe militaire annuelle tous ceux qui, pour quelque motif que ce soit, bénéficieront etc.... » On aurait pu mettre à la suite, si l'on avait voulu, cette énumération à titre d'exemple.

Pour trouver les jeunes gens visés par cette formule, le moyen le plus simple était de parcourir la loi de 1889. C'est ainsi que dans les articles 50 et 82, 4, 30 et 35, § 4, etc... Nous en trouvions des exemples avec les jeunes gens résidant hors d'Europe, dans les colonies et dans les pays de protectorat où il n'y a pas de troupes françaises, avec les insoumis les déserteurs et les exclus, avec ceux qui ont renoncé

à la qualité d'inscrits maritimes, avec ceux qui sont réformés après leur incorporation,

Le législateur de 1898 a abandonné cette formule « ou pour tout autre motif » il énumère les assujettis d'une manière restrictive ; et ne permet plus de soumettre à la taxe des contribuables autres que ceux limitativement énoncés. Il affranchit de la taxe : les hommes réformés après leur arrivée au corps, les insoumis et les déserteurs.

Sont aujourd'hui passibles de la taxe : 1° Les dispensés à raison de leur résidence à l'étranger ; 2° Les fils d'étrangers et les naturalisés qui échappent en tout ou en partie au service militaire actif ; et sans doute aussi 3° Ceux qui ont renoncé à la qualité d'inscrits maritimes.

1°

Jeunes gens dispensés à raison de leur résidence à l'étranger

Ce sont les jeunes gens qui résident à l'étranger, hors d'Europe, auquel il faut ajouter ceux qui résident dans les colonies ou les pays de protectorat où il n'y a pas de troupes françaises stationnées :

En temps de paix, les jeunes gens qui, avant l'âge de 19 ans révolus, ont établi leur résidence à l'étranger, hors d'Europe, et qui y occuperont une situation régulière, pourront, sur l'avis du consul de France, être dispensés du service militaire pendant la durée de leur séjour à l'étranger. Ils devront justifier de leur situation chaque année. S'ils rentrent en France avant l'âge de 30 ans, il devront accomplir le service actif prescrit par la présente loi sans toutefois pouvoir être retenus sous les drapeaux au delà de l'âge de

30 ans. Ils sont ensuite soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent. S'ils rentrent après l'âge de 30 ans, ils ne seront soumis qu'aux obligations de leur classe.

Pendant la durée de leur établissement à l'étranger, ils ne pourront séjourner accidentellement en France plus de trois mois et sous la réserve d'aviser le consul de leur absence (1). Les jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement de la métropole, résidant dans une colonie ou un pays de protectorat où il n'y aurait pas de troupes françaises stationnées, pourront, sur l'avis conforme du gouverneur ou du résident, bénéficier des dispositions contenues dans l'article 50 ci-dessus. La même disposition s'applique aux jeunes gens inscrits sur les listes de recrutement d'une colonie autre que celle où ils résident (2). La loi n'accorde cette faveur considérable d'être dispensé du service militaire qu'aux jeunes gens qui résident hors d'Europe. En effet ceux qui résident en Europe peuvent facilement venir se conformer aux exigences de la loi militaire, à peine mettront-ils quelques heures de plus que leurs camarades qui doivent traverser la France pour se rendre où la loi les appelle. Ceux qui sont établis hors d'Europe mettraient souvent de longs mois à venir en France, et leurs intérêts en souffriraient trop ; d'autant plus que leurs intérêts sont un peu ceux de la mère patrie, et que le législateur leur a peut-être accordé cette faveur dans le seul but d'encourager l'émigration et de faci-

1. Loi du 15 juillet 1889, article 50.

2. Loi du 15 juillet 1889, article 82.

liter le développement de l'influence française dans les régions lointaines.

Le législateur, pour empêcher, dans une certaine mesure, sa bienveillance envers les émigrés de devenir un moyen d'échapper au service, a dû formuler certaines exigences :

A) Les émigrés doivent avoir quitté la France avant l'âge de 19 ans révolus ; au-delà de cet âge, la loi présume la fraude, et ne leur permet plus d'invoquer cette cause de dispense ;

B) Ils doivent occuper une situation régulière et avoir leur résidence effective hors d'Europe ;

C) Le consul de France est appelé à donner son avis ; ce n'est donc pas une dispense de droit, mais simplement facultative ;

D) Les émigrés doivent prolonger leur séjour à l'étranger jusqu'à l'âge de 30 ans au moins ;

E) Ils ne peuvent séjourner accidentellement en France plus de trois mois, la loi n'a pas voulu les empêcher complètement de venir en France, certaines circonstances graves peuvent les y appeler ; mais comme la principale raison d'être du bénéfice dont ils jouissent, c'est l'impossibilité où ils se trouveraient de surveiller leurs intérêts, comme la loi présume que l'absence de leur résidence pour trois années et même pour une seule, serait pour eux la ruine de leurs exploitations, il ne faudrait pas qu'il leur fut possible de séjourner trop longtemps en France, ce serait la preuve que leurs affaires peuvent se passer de leur présence et que le service militaire ne les ruinerait pas.

En temps de guerre, les émigrés doivent se mettre à la disposition de leur patrie ; la dispense dont ils jouissent ne peut avoir lieu qu'en temps de paix.

Ils seront soumis au paiement de la taxe militaire ; intégralement, s'ils restent à l'étranger ou ne rentrent en France qu'à l'âge de 30 ans ; partiellement, s'ils rentrent en France une ou deux années avant 30 ans et accomplissent une partie de leur service militaire. S'ils rentrent en France étant plus jeunes et font intégralement leurs trois années de service, ils ne seront pas soumis à la taxe. Ici encore, nous retrouvons toutes les inconséquences que nous avons déjà vues plusieurs fois, par exemple : un émigré a payé la taxe pendant plusieurs années, puis rentre en France et accomplit ses trois années de service, il aura payé deux fois sa dette, une première fois en argent et une seconde fois en nature.

Cette dispense de l'article 50 n'empêche d'ailleurs pas, à notre avis, les émigrés de faire valoir les autres cas de dispense ou d'exemption qu'ils croiront pouvoir invoquer. Tout ce que nous avons dit des émigrés s'applique aux jeunes gens visés dans l'article 82 et qui ont obtenu le bénéfice de l'article 50. Le nombre des imposables dispensés à raison de leur résidence à l'étranger, qui était en 1895 de 1.379, aurait été en 1898 de 2.400, se trouve donc réduit pour cette dernière année à 850.

Jeunes gens qui bénéficient de l'exonération partielle du service par suite d'inscription différée sur les tableaux de recensement.

Les jeunes gens qui bénéficient de l'exonération partielle du service par suite d'inscription différée sur les tableaux de recensement dans les cas autres que celui d'omission sont :

1° Aux termes de l'article 41 de la loi sur le recrutement, les Français, sous condition résolutoire, inscrits une année après leur classe d'âge, c'est-à-dire les individus déclarés Français en vertu de l'article 1 de la loi du 16 décembre 1874 (1), qui sont portés dans les communes où ils sont domiciliés, sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française, et qui sont soumis au service militaire s'ils n'établissent pas leur qualité d'étranger.

« Les individus nés en France d'étrangers et résidant en France, sont également portés dans les communes, où ils sont domiciliés, sur les tableaux de recensement de la classe dont la formation suit l'époque de leur majorité, telle qu'elle est fixée par la loi française. Ils peuvent réclamer contre leur inscription lors de l'examen du tableau de recensement et lors de leur convocation au conseil de revision, confor-

1. L'article 41 de la loi de 1889 devrait être modifié, car il contient une disposition abrogée. En effet, d'après la loi du 26 juin 1889 (art. 8, § 3, du Code civil modifié) qui a remplacé la loi de 1874, et qui fut voté entre le vote au Sénat de la loi sur le recrutement et sa promulgation, la faculté visée par l'art. 41 n'existe plus

mément à l'article 16 ci-après. S'ils ne réclament pas, le tirage au sort équivaldra pour eux à la déclaration prévue par l'article 9 du Code civil. S'ils se font rayer, ils seront immédiatement déchus du bénéfice dudit article.

Les mêmes dispositions sont applicables aux individus résidant en France et nés en pays étranger, soit d'un étranger qui, depuis lors, a été naturalisé Français, soit d'un Français ayant perdu la qualité de Français, mais qui l'a recouvré ultérieurement, si ces individus étaient mineurs lorsque leurs parents ont acquis ou recouvré la nationalité française ».

La date à envisager pour appliquer ce principe est celle du 1^{er} janvier de l'année qui précède le tirage au sort. Donc, les jeunes gens français, sous condition résolutoire, ne seront inscrits sur les tableaux de recensement de la classe 1897 que s'ils comptent 21 ans révolus au 1^{er} janvier 1898.

Remarquons que depuis la loi du 26 novembre 1889 qui a modifié l'art. 8 § 3 du Code civil, ils n'ont plus la faculté de répudier la qualité de Français dans l'année qui suivait leur majorité. Ils tiennent la qualité de Français du fait de leur naissance, à titre définitif et irrévocable. Ils sont inscrits dès la formation de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge (1).

2^o Les individus visés par la Convention franco-belge du

1. Voir Instruction du ministre de la guerre du 4 décembre 1889, relative aux opérations préliminaires de l'appel des classes, titre I, chap. I, § 20. Voir également circulaire du ministre de la guerre du 3 décembre 1897.

30 juillet 1891 (art. 2) qui ne peuvent être inscrits d'office avant l'âge de 22 ans, et qui sont : « 1° Les individus nés en Belgique d'un Français, qui peuvent invoquer l'article 9 du Code civil belge ; 2° Les individus nés d'un Français naturalisé Belge pendant leur minorité, lesquels peuvent acquérir la nationalité belge conformément à l'article 4 § 1, de la loi belge du 6 août 1881 ; 3° Les individus qui peuvent décliner la nationalité française conformément aux articles 8 § 4, 12 § 3 et 18 du Code civil français à moins que pendant leur minorité il y ait eu renonciation à leur droit d'option ». S'ils ont été inscrits prématurément ils peuvent sur le vu de leurs pièces justificatives, être rayés des tableaux soit par les maires, soit par les sous-préfets. Bien qu'inscrits deux ans plus tard, ils marchent avec leur classe d'âge.

Cette inscription, après 22 ans accomplis, est spéciale aux hommes de la convention belge, qui peuvent néanmoins, sans attendre le recensement de la première classe formée après leur vingt-deux ans accomplis, se faire inscrire sur les tableaux de recensement de leur classe d'âge ; ils doivent à cet effet déposer à la mairie une demande écrite et signée par eux.

Le fait de concourir ainsi à la formation de leur classe d'âge les astreint à toutes les obligations de service de cette classe, c'est-à-dire à trois ans au lieu d'un an qu'ils auraient eu à accomplir s'ils avaient attendu les opérations de la première classe formée après leur vingt-deux ans accomplis.

De même que pour les Français sous condition résolutoire,

ainsi que nous l'avons vu ci-dessus, c'est au premier janvier de l'année qui précède le tirage au sort qu'il convient de se placer pour apprécier si les jeunes gens, se réclamant de la convention franco-belge, doivent être inscrits sur les tableaux de recensement ;

3^o Les individus qui deviennent français par voie de naturalisation, réintégration ou déclaration faite conformément aux lois et qui sont portés sur les tableaux de recensement d'une classe postérieure à celle à laquelle ils appartiennent par leur âge (première classe formée après leur changement de nationalité) pourvu que leur classe d'âge ne soit pas antérieure à celle de 1889. Ils ne sont assujettis qu'aux obligations de service de la classe à laquelle ils appartiennent par leur âge (1).

Tous ces individus qui n'étaient pas soumis à la taxe avant la loi de 1898 formeront, pour 1898, un nombre d'assujettis d'environ 6000. (2).

1. Voir art. 12, loi sur le recrutement.

2. Cette section nous amène à dire quelques mots d'une question qui s'est posée fréquemment et qui est toujours à l'ordre du jour : doit-on faire payer la taxe militaire aux étrangers ?

Les étrangers, dit-on, viennent travailler en France sous la protection de nos lois, les biens qu'ils acquièrent dans notre pays sont également protégés par l'armée. Jouissant des mêmes avantages que nos nationaux, ils doivent supporter les mêmes charges ? On ne peut exiger d'eux le service militaire en nature, demandons leur donc le paiement de la taxe ; d'autant plus que certaines législations étrangères, la Suisse, par exemple, l'exige des étrangers.

Nous croyons cette théorie mauvaise. D'abord remarquons que si la Suisse soumet les étrangers au paiement de la taxe, elle en

*Jeunes gens ayant renoncé à la qualité d'inscrits
maritimes.*

Les inscrits maritimes jouissent de grands avantages ; c'est ainsi qu'ils sont exemptés de la taxe alors même qu'ils

exempte ceux qui sont sujets d'Etats où les Suisses ne sont astreints ni au service militaire, ni au paiement d'une taxe équivalente et que par conséquent nos nationaux en sont affranchis.

Une telle taxe serait-elle équitable ? Les étrangers quoique résidant en France restent soumis aux lois militaires de leur pays, c'est ainsi que nous exigeons de nos nationaux résidant à l'étranger l'accomplissant de leurs obligations militaires ; par suite ces étrangers se trouveraient payer deux fois leur dette militaire ; une fois chez eux, une fois chez nous. Ne serait-il pas quelque peu ironique sinon illogique de les imposer pour entretenir une armée, peut-être destinée un jour à les combattre. Si la taxe militaire au lieu d'être un impôt personnel de catégorie, était un impôt général sur l'ensemble des facultés des citoyens, on comprendrait cette exigence ! Ne devons-nous pas craindre qu'un nouvel impôt n'éloigne les étrangers et n'oublions pas que si beaucoup viennent vivre à nos dépens beaucoup aussi viennent dépenser leur argent chez nous ; songeons aussi que de la taxe militaire sur les étrangers à l'impôt sur les étrangers il n'y a pas loin !

M. Cochery, rapporteur du budget de 1895, disait que c'était une question des plus complexes, qui ne pouvait être résolue incidemment dans le budget et qu'il convenait de réserver, un amendement proposé en ce sens, pour l'examiner dans un projet de loi sur les étrangers.

Pour atténuer la perte occasionnée au budget par la nouvelle loi la Commission extra-parlementaire de 1897, proposait de rendre annuelle la déclaration exigée des étrangers par la loi du 8 août 1893. L'Extrait de cette déclaration est soumis à un droit de timbre de 1 fr. 80, qui, devenue annuelle, aurait donné un produit d'environ 1,500.000 francs.

Voir aussi la proposition, déjà citée, de M. Gendre du 24 janvier 1894.

n'auraient pas fait trois années de service actif dans la flotte. Ceux qui se font rayer de l'inscription maritime dans les conditions prévues par l'article 30 de la loi sur le recrutement, sont assujettis au paiement de la taxe lorsqu'ils n'accomplissent pas dans l'armée active le service prescrit par la loi sur le recrutement.

Il en était ainsi du moins sous l'empire des lois de 1889 et de 1893 ; et tout nous porte à croire qu'il en est de même aujourd'hui. La nouvelle loi n'en parle pas. L'instruction ministérielle du 27 mai 1898, est muette également sur ce point, alors que les instructions précédentes sur la taxe militaire, avaient soin de s'en expliquer ; elle ne parle des inscrits maritimes que pour rappeler que si un assujetti obtient son immatriculation sur les registres de l'inscription maritime, il cesse d'être passible de la taxe ; ce que prévoit le nouvel article 35 paragraphe 5 (1).

1. Voir aussi le décret du 24 mai 1898, article 16.

CHAPITRE IV

DISPENSES ET EXEMPTIONS DE LA TAXE MILITAIRE

Nous diviserons ce chapitre en deux sections ; dans la première nous étudierons les cas de dispense de la taxe, ou plutôt les situations qui sont considérées comme équivalentes au service militaire et entraînent par suite la non imposition de la taxe ; dans la seconde nous étudierons les cas d'exemption de la taxe.

I

Situations considérées comme équivalentes au service militaire.

Le législateur a pensé que certains jeunes gens qui n'accomplissaient pas leur service militaire, devaient être néanmoins dispensés de la taxe, en vertu de l'intérêt patriotique ou social qui s'attachaient à leurs situations, ce sont d'abord les inscrits maritimes et les commissionnés, ensuite les élèves de certaines écoles.

1°

1° Inscrits maritimes et commissionnés.

Il résulte des articles 30 et 76 de la loi sur le recrutement et des articles 8 à 14 du décret du 24 mai 1898 que les jeunes gens liés au service dans les armées de terre et de mer, en vertu d'un brevet ou d'une Commission, que les jeunes marins portés sur les registres matricules de l'inscription maritime, conformément aux règles prescrites par les articles 1, 2, 3, 4 et 5 de la loi du 25 octobre 1795 (3 brumaire an IV) et qui se soumettent à certaines obligations, sont considérés comme ayant satisfait à l'appel de leur classe.

L'inscription maritime, créée par Colbert, est encore régie par la loi du 3 brumaire an IV qui porte que tout citoyen français, compris dans l'inscription maritime est dispensé de tout service public autre que ceux de l'armée navale, des arsenaux de la marine et de la garde nationale de l'arrondissement de son quartier. Est inscrit sur les registres matricules tenus par le commissariat de la marine, tout homme de 18 à 50 ans qui se livre à la navigation ou à la pêche, soit en mer, soit dans les fleuves et rivières jusqu'aux limites déterminées par l'inscription maritime.

Cette inscription est donc obligatoire pour tous ceux qui se livrent à la navigation à titre professionnel, mais elle peut devenir facultative en ce sens que le marin inscrit obtient sa radiation en déclarant qu'il renonce à la navigation et à la pêche. Il doit en faire la déclaration au maire de sa commune dans les deux mois, en retirer une expédition et la soumettre au préfet du département sous peine des ri-

guez de l'article 76 de la loi de 1889. Il accomplit alors le service militaire exigé par la loi et suit ensuite le sort de la classe à laquelle il appartient. En échange de cet assujettissement les inscrits maritimes sont considérés, avons-nous vu, comme ayant satisfait à l'appel de leur classe ; par suite, ils sont assujettis à la taxe militaire sans qu'il y ait à rechercher s'ils ont accompli tout ou partie de leur service actif ; ils sont inscrits, c'est suffisant. De même sont dispensés de la taxe militaire, les jeunes gens liés au service dans les armées de terre ou de mer en vertu d'un brevet ou d'une commission.

2^o

*Elèves de certaines écoles considérés comme présents
sous les drapeaux.*

L'article 28 de la loi du 15 juillet 1889, modifié par la loi du 11 novembre 1892, considère comme présents sous les drapeaux les jeunes gens reçus à l'école polytechnique à l'école forestière ou à l'école centrale des arts et manufactures qui sont reconnus propres au service militaire.

La loi leur impose certaines conditions : examen de sortie, etc.....

Lorsqu'ils ont satisfait à ces obligations ils ne sont pas assujettis à la taxe. S'ils n'ont rempli ces obligations que partiellement et que pour un motif quelconque ils ne puissent être incorporés pour la durée légale du service, ils seront soumis à la taxe proportionnellement au temps de service qu'ils n'auront pas accompli.

Il faut appliquer aussi ces dispositions aux jeunes gens visés par l'article 29 de la loi de 1889, complétée par la loi du 26 décembre 1892, ce sont les élèves du service de santé militaire, les élèves militaires des écoles vétérinaires, les élèves de l'école de médecine navale et les élèves de l'école d'administration de la marine, sous certaines conditions que leur impose la loi.

Tous ces dispensés de même que les inscrits maritimes et les commissionnés ne sont pas à proprement parler exemptés de la taxe, ils en sont simplement dispensés en vertu de leurs fonctions qui sont considérées comme équivalentes du service actif militaire.

II

Exemption de la taxe militaire.

1°

Sous l'ancienne législation.

Aux termes de l'article 35 de la loi du 15 juillet 1889, il y avait deux classes d'exemptés, les uns visés au paragraphe 2 étaient dispensés de la taxe entière, les autres au paragraphe 4 étaient dispensés de la taxe fixe seulement, mais restaient assujettis à la taxe proportionnelle et à la taxe additionnelle.

I. — *Exemption de la taxe entière sous l'ancienne législation.* — Cette exemption profitaient : A) aux hommes réformés ou admis à la retraite pour blessures reçues dans un

service commandé ou pour infirmités contractées, dans les armées de terre ou de mer (art. 35 paragr. 2, loi du 15 juillet 1889). B) aux contribuables se trouvant dans un état notoire d'indigence, (art. 35, par. 2, même loi) :

A) *Hommes réformés ou retraités pour blessures ou infirmités reçues ou contractées au service.* — Il ne s'agissait que des jeunes gens réformés ou admis à la retraite pour blessures reçues en service commandé, ou infirmités contractées à l'armée, et qui, avons-nous déjà vu, avaient obtenu le congé de réformes, n° 1, grâce auquel ils jouissaient non seulement de cette exemption, mais aussi d'une indemnité.

On s'était demandé si les infirmités devaient avoir pris naissance au service ou, si existant en germe antérieurement, leur aggravation, résultant des fatigues du service, devait être un motif suffisant ? On admettait généralement l'affirmative.

Seuls les hommes incorporés pour trois ans étaient-ils visés par la loi ? Ceux qui n'étaient soumis qu'à une ou deux années de service comme les dispensés ou les ajournés et qui se trouvaient dans le cas d'être réformés jouissaient-ils de ce bénéfice ? Malgré la généralité du paragraphe 2 de l'article 35, qui ne précisait pas et semblait indiquer que tous devaient être exemptés de la taxe, on avait décidé le contraire, se basant sur ce que ces derniers intéressés devaient la taxe en vertu d'une situation (dispense, ajournement) antérieure à leur réforme, que leur dette était née dès ce jour et que, quels que fussent à l'avenir les événements nouveaux, ils

devaient la payer. Ce raisonnement nous semble purement fiscal et contraire au paragraphe 2 de l'article 35, qui ne distinguait pas entre les réformés qui étaient incorporés pour trois ans ou pour une durée moindre ; et tous auraient dû être exemptés de la taxe militaire.

Insistons encore sur ce point que seuls les hommes réformés par congé n° 1 pouvaient obtenir cette dispense (1).

B) *Contribuables dans un état d'indigence notoire.* — La seule difficulté sérieuse de cette catégorie était dans la détermination des individus qui étaient dans l'état d'indigence notoire. Le décret du 30 décembre 1890, article 11, de l'instruction ministérielle du 9 mars 1891 pages 18 et 19 et le décret du 24 février 1894 article 10, s'étendaient longuement sur cette question.

Les assujettis étaient considérés dans cet état :

Lorsque jouissant de leurs droits, ils étaient exemptés de la contribution personnelle-mobilière en exécution de l'article 18 de la loi du 21 avril 1832.

Lorsque, ne jouissant pas de leurs droits, les conseils municipaux prenaient une décision spéciale à leur égard.

Que voulait dire exactement cette expression, jouir de ses droits ? Fallait-il l'entendre dans le sens juridique ordinaire par « exercice de ses droits civils » ou bien dans un sens particulier : le fait d'exercer une profession lucrative ou d'avoir une fortune personnelle ? Si l'on adoptait cette seconde

1. Décret du 30 décembre 1890, article 19 ; instruction ministérielle du 9 mars 1891 page 18 ; Conseil de Préfecture de la Seine, 2 mai 1893 ; Conseil d'Etat, 19 juin 1896 (affaire Montazeaud).

opinion, les fils de familles qui n'avaient rien à eux et qui recevaient tout de leurs parents, peut-être très riches, se trouvaient placés dans la deuxième catégorie, et les conseils municipaux étaient tenus de délibérer sur leur situation. Les individus n'étaient indigents que quand leurs ascendants responsables étaient eux-mêmes dans un état d'indigence notoire (1). C'est le conseil municipal qui était chargé de constater l'indigence notoire; les décrets du 30 novembre 1890 et du 24 février 1894 portaient que les décisions prises par ce conseil en ce qui concernait la contribution personnelle mobilière, s'appliqueraient de plein droit à la taxe militaire. Il en résultait que si l'intéressé n'avait été dispensé que de la contribution mobilière, la taxe militaire (de même que la contribution personnelle) subsistait.

Il fallait décider que le conseil municipal ne pouvait imposer à la taxe militaire celui qu'il avait exempté de la contribution personnelle-mobilière, les textes des décrets précités étaient formels à cet égard.

Pour les individus qui ne jouissaient pas de leurs droits, le conseil municipal était armé d'un véritable pouvoir discrétionnaire, il pouvait apprécier librement et dispenser de la taxe qui bon lui semblait.

Lors de la discussion de la loi de 1889, on avait craint déjà que l'arbitraire ne présidât aux décisions des conseils municipaux, et un amendement avait été proposé au Sénat

1. En ce sens : Conseil d'Etat, 22 mars 1895 (affaire Lutinier), 9 juin 1894, affaire Rambaud, et aussi 27 décembre 1895 (affaire Ferry) 17 janvier 1896 (affaire Méricot), etc....

par M. Paris ; le rapporteur s'était associé à cette manière de voir, il avait promis d'étudier la question et de donner à l'article une nouvelle rédaction ; mais comme souvent, pressés par le temps, rédigeant à la hâte, l'esprit occupé d'autres choses, nos législateurs oublièrent cette modification. On remarqua depuis que parfois les conseils municipaux obéirent à des considérations autres que celles prévues par la loi ; et à plusieurs reprises on demanda une réforme.

C'est ainsi que le 24 janvier 1894, M. Gendre, député, proposa la modification du § 2 de la loi de 1889 : il dispensait de la taxe les contribuables payant moins de 50 francs d'impôt. Ce projet de loi voulait aussi réformer d'autres points : il doublait la taxe au-dessus de 200 francs d'impôt et soumettait les étrangers à la même taxe. Par impôt il n'entendait pas seulement la contribution personnelle-mobilière, mais tous les impôts directs et même l'impôt sur les valeurs mobilières. La première partie seule de ce projet aurait pu être adoptée ; mais l'arbitraire, qu'il voulait empêcher aurait peut-être encore été plus considérable si l'on avait adopté la deuxième partie.

II. — *Exemption de la taxe fixe seulement, sous l'ancienne législation.* — La taxe fixe n'était pas due par les jeunes gens exemptés pour infirmités entraînant incapacité absolue du travail (1), lorsque ces infirmités n'avaient pas été contractées au service dans les cas prévus au § 2 (2).

1. Article 35 paragraphe 4, loi du 15 juillet 1889.

2. *Ibidem.*

Seule, la taxe proportionnelle augmentée s'il y a lieu de la taxe additionnelle restait due. C'était le seul adoucissement apporté au sort des infirmes sur les instances de ceux qui prétendaient, non sans raison, que ces déshérités de la nature, incapables de payer personnellement l'impôt militaire, ne devaient pas le payer en argent.

La loi les avait donc dispensés de la taxe fixe, sans rechercher leur situation de fortune, mais elle les avait soumis à la taxe proportionnelle et à la taxe additionnelle en vertu de ce principe, qui avait présidé à l'établissement de la taxe militaire, que les biens et les personnes devaient supporter cet impôt (1). Ainsi limitée à la taxe fixe, cette exemption avait paru revêtir un caractère de rigueur extrême. Aussi le gouvernement lui-même avait proposé dans le budget de 1894 d'assimiler ces exemptés à ceux réformés pour des blessures reçues en service commandé ou infirmités contractées à l'armée, et par suite de les exempter de toute taxe. La Chambre des députés avait admis cette assimilation, mais le Sénat reprenant les arguments exposés lors de la discussion de la loi de 1889, repoussa cette proposition.

1. En ce sens, voir l'arrêté du Conseil de préfecture du Doubs du 20 novembre 1894 (affaire Ribe), le Conseil s'était déclaré incompétent pour décider si les infirmités qui avaient motivé l'exemption du service militaire du réclamant, entraînaient ou non l'incapacité absolue du travail.

Le Conseil d'Etat s'était prononcé dans le même sens, et avait formellement reconnu que seuls les conseils de revision avaient qualité pour spécifier si les infirmités entraînaient ou non l'incapacité absolue du travail; arrêt du 9 novembre 1894 (affaire Couguy) arrêt du 22 mars 1895 (affaire Lutinier); arrêt du 5 avril 1895 (affaire Lallemand) arrêt du 6 juin 1896 (affaire Bréhu).

L'article 20 de la loi de 1889 portait que les exemptions pour infirmités devaient être accordées par les conseils de revision : ce sont eux qui devaient spécifier si les infirmités comportant l'exemption, entraînaient ou non l'incapacité absolue de travail (1). Il était fait mention de cette décision sur les certificats prévus à l'article 20 précité. (Décret du 24 février 1894, art. 14.) Le nombre des imposables-assujettis à la taxe proportionnelle seule était de 7.913 en 1895.

2°

Exemption de la taxe depuis la loi de 1898.

La loi du 3 avril 1898 a augmenté considérablement le nombre des jeunes gens exemptés de la taxe militaire, elle l'a fait dans de très larges proportions et a bien fait ; mais on peut regretter qu'elle n'ait pas été plus loin dans cette voie. Elle a supprimé la distinction que faisait la loi de 1889 entre ceux qui étaient exemptés à la taxe entière, et ceux qui ne l'étaient que de la taxe fixe seulement.

Sont exemptés de la taxe militaire :

- 1° Les hommes exemptés de tout service pour infirmités ;
- 2° Les hommes réformés après leur incorporation ;
- 3° Les dispensés à titre de soutien de famille ;
- 4° Les dispensés autres que les précédents, lorsqu'ils sont

1. Un homme exempté pour infirmités avait-il droit à l'exonération de la taxe fixe, alors que le conseil de révision aurait omis de spécifier si cette infirmité entraînait l'incapacité absolue du travail. Oui si l'infirmité entraînait cet effet par sa nature même. Non au cas contraire. Conseil d'Etat, 27 décembre 1895 (affaire Ferran) (affaire Jeanson).

reconnus remplir effectivement les devoirs de soutiens indispensables de famille ;

5° Les hommes renvoyés par anticipation ;

6° Les insoumis et les déserteurs ;

7° Les contribuables dans un état d'indigence notoire.

1° *Les hommes exemptés de tout service pour infirmités.* — Ce sont ceux que les conseils de revision ont exemptés de tout service soit actif, soit auxiliaire, par application de l'article 20 de la loi sur le recrutement, sans qu'il y ait lieu de rechercher si les infirmités entraînent ou non l'incapacité absolue de travail. Les ajournés qui n'ont été reconnus aptes ni au service actif ni au service auxiliaire, sont avons-nous déjà dit, de véritables exemptés et rentrent dans cette catégorie.

Le législateur en établissant cette classe d'exemption a répondu au sentiment public d'équité qui répugnait à voir imposer un père de famille qui avait un fils « aveugle, estropié, invalide, malade, idiot, etc., etc., » et qui malgré toutes les subtilités exposées sur la défense des biens et les devoirs de patriotisme se refusait à y voir autre chose qu'une mesure odieuse de fiscalité barbare. Qu'importe que parmi ces infirmes il se trouve un fils de millionnaire ; est-ce de son plein gré qu'il est resté chez lui ? Son plus vif désir aurait été peut-être de servir son pays ; il avait choisi la carrière des armes, mais trop faible de constitution les portes de Saint-Cyr ou de la caserne se sont fermées devant lui, et pour calmer sa douleur l'ancienne loi lui disait : « Tu voulais être soldat, je ne veux pas de toi, et pour te punir de ne pas l'être, tu vas payer ! »

Personne aujourd'hui ne voudrait plus soutenir, espérons-le, la thèse contraire, ni reprendre les arguments que MM. Georges, Laisant, Michaux, Boulanger, etc., invoquaient devant les Chambres pour imposer les infirmes. Le nombre des imposables exemptés de tout service était en 1896 de 93.243, dont 7.913 dispensés de la taxe fixe, en raison de leur incapacité absolue du travail. En 1898 le nombre au total aurait été de 178.400.

2° *Les hommes réformés après leur incorporation.* — Ce sont ceux qui après leur arrivée au corps sont réformés pour blessures reçues dans un service commandé ou pour infirmités contractées dans les armées de terre et de mer, et qui obtiennent le congé de réforme n° 1. Ces hommes étaient déjà exemptés de la taxe sous l'ancienne législation. La nouvelle loi a étendu l'exemption à tous ceux qui après leur incorporation sont réformés en dehors des cas ci-dessus c'est-à-dire à ceux qui n'obtiennent que le congé de réforme n° 2. Sous l'ancienne loi, malgré la précision du texte, de nombreux intéressés, réformés en vertu de congé n° 2, s'étaient cru autorisés à réclamer contre l'imposition de la taxe. C'est ainsi que le 2 mai 1893 le conseil de préfecture de la Seine rejeta la requête du sieur B... qui demandait la décharge de la taxe, à laquelle il avait été imposé, en alléguant qu'après avoir été incorporé au 38^e régiment d'artillerie il avait été réformé pour cause d'infirmités. L'administration des Contributions directes proposait la décharge de la taxe, M. B... se trouvant dans la catégorie des hommes réformés pour infirmités contractées dans les

armées de terre et de mer. Mais le conseil de Préfecture a tenu compte de la distinction qu'il importait de faire entre le congé n° 1 et le congé n° 2 ; or c'est en vertu de ce dernier que M. B... avait été réformé.

La nouvelle loi a fait heureusement cesser cette distinction.

3° Dispensés à titre de soutiens indispensables de famille. — Les soutiens indispensables de familles sont les jeunes gens qui ne peuvent invoquer aucune des causes de dispenses prévues par l'article 21, et qui, néanmoins sont dans une situation telle qu'ils remplissent effectivement les devoirs de soutiens de famille.

Leur situation est déterminée par l'article 22 de la loi sur le recrutement (1). Autrefois ils étaient maintenus dans leurs

1. ART. 22. En temps de paix, après un an de présence sous les drapeaux, peuvent être envoyés en congé dans leurs foyers, sur leur demande, jusqu'à la date de leur passage dans la réserve, les jeunes gens qui remplissent effectivement les devoirs de soutiens indispensables de famille.

Les demandes sont adressées, avant le tirage au sort, au maire de la commune où les jeunes gens sont domiciliés. Il en sera donné récépissé. Elles doivent comprendre à l'appui :

1° Un relevé des contributions payées par la famille et certifié par le percepteur ;

2° Un avis motivé de trois pères de famille résidant dans la commune et ayant un fils sous les drapeaux, ou, à défaut, dans la réserve de l'armée active, et jouissant de leurs droits civils et politiques.

La liste de ces jeunes gens est présentée par le maire au conseil de revision, avec l'avis motivé du conseil municipal.

Le nombre des jeunes gens dispensés par le conseil départemental de revision, à titre de soutiens indispensables de famille, ne peut dépasser cinq pour cent du contingent à incorporer pour trois ans.

foyers pendant tout le temps que leur classe demeurerait sous les drapeaux, aujourd'hui, comme les autres dispensés, ils sont tenus d'accomplir une année de service.

Les soutiens de familles sont choisis parmi ceux qui sont propres au service. Leur nombre est limité, il ne peut dépasser 5 0/0 du contingent fourni par chaque département.

L'article 22 comprend deux catégories de soutiens indispensables de familles :

A) Ceux reconnus tels par le conseil de revision départemental et qui sont renvoyés dans leurs foyers après un an de service.

B) Ceux qui sont envoyés en congé par les chefs de corps

Toutefois le ministre de la guerre peut autoriser les chefs de corps à délivrer, en plus du chiffre fixé ci-dessus, des congés à titre de soutiens indispensables de famille aux militaires comptant un et deux ans de présence sous les drapeaux.

Le nombre des congés accordés en vertu du paragraphe précédent ne pourra pas dépasser un pour cent après la première année et un pour cent après la seconde.

Il sera calculé d'après l'effectif des hommes de la classe appartenant au corps.

Les intéressés devront produire les justifications mentionnées ci-dessus.

Tous les ans, le maire de chaque commune présente au conseil de revision siégeant au chef-lieu de canton une délibération du conseil municipal faisant connaître la situation des jeunes gens qui ont été renvoyés dans leurs foyers comme soutiens de famille. Il est tenu de signaler au conseil de revision les plaintes des personnes dans l'intérêt desquelles l'envoi en congé a eu lieu en vertu du présent article et de l'article précédent.

Le conseil départemental de revision décide s'il y a lieu ou non de maintenir ces dispenses. Les jeunes gens dont le maintien en congé n'est pas admis sont soumis à toutes les obligations de la classe à laquelle ils appartiennent.

après une année ou deux années de présence sous les drapeaux, pourvu que le nombre des congés ainsi accordés ne dépasse pas 1 0/0 après la première et 1 0/0 après la seconde.

Sous l'ancienne loi ils étaient assujettis à la taxe à partir du 1^{er} janvier qui suivait l'époque de leur renvoi dans leurs foyers, en proportion de la durée du service actif dont ils avaient été dispensés.

Dans la législation de 1889 nous retrouvons ici les principales difficultés que nous avons étudiées à propos des dispensés de droit, par exemple au sujet de la naissance ou de la cessation des causes de dispenses; il fallait leur donner la même solution.

L'article 22 contient une disposition applicable aussi en partie aux dispensés de droit, qui ordonne aux maires de faire connaître tous les ans, au conseil de revision cantonal la délibération prise par le conseil municipal sur la situation des jeunes gens qui ont été renvoyés dans leurs foyers comme soutiens de famille; ils doivent lui signaler les plaintes des personnes dans l'intérêt desquelles l'envoi en congé a lieu. Le conseil de revision départemental décide si ces jeunes gens doivent être ou non renvoyés au corps; en ce cas ils sont soumis à toutes les obligations de leurs classes.

Il résulte du dernier paragraphe de l'article 21 que les causes de dispenses visées par l'article 22 peuvent s'appliquer aux enfants naturels.

Les dispositions de l'ancienne législation furent l'objet de nombreuses critiques; on trouvait non sans raison que le fait de réclamer une taxe militaire, à ceux qu'on renvoyait

dans leurs foyers pour assurer la subsistance de leur famille était une véritable contradiction. En mars 1896, M. Guillemet député de la Vendée avait déposé un projet de loi tendant à les exempter de la taxe, en même temps que les malades et les infirmes. La Commission extra-parlementaire de 1897 pensa également qu'il était illogique et injuste de faire payer des hommes dispensés précisément en raison de la situation précaire de leur famille ; car si tous ne sont pas des indigents reconnus comme tels, tous appartiennent aux classes les moins aisées de la population. La loi de 1898 les exempte à juste titre de la taxe militaire. Le nombre des imposables-soutiens de famille était en 1895 de 17.709 et aurait été en 1898 de 35.200.

4° *Les dispensés autres que les précédents lorsqu'il sont reconnus remplir effectivement les devoirs de soutiens indispensables de familles.* — La Commission extra-parlementaire visait principalement dans cette catégorie, les dispensés à raison de leur situation de famille, c'est-à-dire les fils de veuve, les aînés d'orphelins, et autres dispensés énumérés à l'article 21 de la loi sur le recrutement. Mais en raison des termes généraux de l'art. 35, paragraphe 2, 2°, il faut décider que tous les autres dispensés remplissant les conditions exigées, c'est-à-dire étant effectivement soutiens indispensables de famille, doivent bénéficier de cette mesure, d'autant plus que la loi accorde le même bénéfice aux jeunes gens classés dans les services auxiliaires.

La reconnaissance de soutiens indispensables de famille sera demandée par les intéressés au conseil départemental de revision qui la leur accordera, maintiendra ou retirera

dans les formes déterminées par les articles 22 et 34 de la loi sur le recrutement. Toutefois la loi a soin d'ajouter que « ces hommes reconnus comme soutiens de familles ne sont pas comptés pour la fixation du nombre de ceux qui peuvent être envoyés dans leurs foyers en vertu de l'article 22. »

La Commission extra-parlementaire pensait que le nombre des exonérés de cette catégorie pourrait être limitée pour éviter des abus. A cet effet elle estimait que, lorsque le Conseil de revision départemental aurait statué sur leur demande, ces jeunes gens devaient être classés pour mémoire et à leur rang de mérite sur la liste établie par l'art. 34 précité, qu'ils n'entreraient pas en ligne de compte pour la détermination du contingent de 5 0/0 attribué au département, mais que seuls seraient exonérés les jeunes gens qui, dans cette liste ainsi établie, seraient classés avant le dernier de ceux qui sont exonérés en vertu de l'art. 22.

5° *Les hommes renvoyés par anticipation.* — Ce sont les hommes non compris dans la seconde portion du contingent et renvoyés dans leurs foyers par application de l'art. 46 de la loi sur le recrutement. Renvoyons simplement à ce que nous en avons dit au chapitre III(1), à propos des hommes placés dans la seconde partie du contingent par application de l'art. 39 de la même loi. Nous faisons remarquer combien étrange est la distinction faite par la nouvelle loi qui a exempté les uns et imposé les autres.

6° *Les insoumis et les déserteurs.* — La nouvelle loi n'a

1. Chapitre III ; III, 3°, pages 128 et suiv.

pas voulu continuer à assujettir au paiement de l'impôt les insoumis et les déserteurs. Ces individus ne bénéficient pas d'une dispense reconnue par la loi ; ce sont des coupables qu'il ne convient pas de frapper d'un impôt, mais de punir d'une peine personnelle. — D'autant plus que l'impôt resterait en fait à la charge des ascendants, et qu'il est aussi cruel qu'injuste de forcer un malheureux père à payer tous les ans la honte de son fils ; la taxe militaire ne pouvait pas être la taxe de mauvais Français.

Aux insoumis et aux déserteurs, il faut ajouter ceux qui sont exclus de l'armée comme indignes ; ce sont :

A. Les individus qui ont été condamnés à une peine afflictive et infamante ou à une peine infamante dans le cas prévu par l'art. 177 du Code pénal ;

B. Ceux qui, ayant été condamnés à une peine correctionnelle de deux ans d'emprisonnement et au-dessus, ont été, en outre, par application de l'art. 42 du Code pénal, frappés de l'interdiction de tout ou partie de l'exercice des droits civils ou de famille ;

C. Les relégués collectifs.

Les relégués individuels sont incorporés dans les corps disciplinaires coloniaux. Le ministre de la marine désigne le corps auquel chacun d'eux est affecté en cas de mobilisation.

Si le législateur a exclu de l'armée tous ces hommes en raison de leur indignité, c'est que le service militaire n'est pas seulement une charge, mais surtout un honneur. Il a pensé que s'ils ne méritaient pas de servir leur patrie à l'armée, on était cependant en droit de les utiliser ; c'est

pourquoi le Ministre de la marine peut les affecter à certains services, soit pendant leur temps actif, soit en cas de mobilisation.

Sous l'ancienne législation, ces hommes, de même que les insoumis et les déserteurs, étaient soumis au paiement de la taxe et les exclus devaient la payer, même si le Ministre de la marine avait usé de son droit ci-dessus énoncé, de les employer dans certains services.

Signalons un arrêt du conseil de préfecture de la Seine qui avait décidé, le 1^{er} mai 1893, dans l'affaire A..., qu'un insoumis déclaré « absent bon » par le conseil de revision ne pouvait, par suite de son insoumission, être considéré comme rentrant dans la catégorie de ceux qui bénéficient de l'exonération du service dans l'armée active, et n'était pas, par suite, imposable à la taxe militaire.

Le Conseil d'Etat décidait à bon droit que les déserteurs étaient passibles de la taxe et que leurs ascendants en étaient responsables, même si ceux-ci, ayant fait ultérieurement leur soumission, ne bénéficiaient d'aucune réduction de service (3 juillet 1896, affaire Crétin) (1).

On s'est demandé si les relégués individuels qui sont incorporés dans des corps disciplinaires spéciaux sont soumis à la taxe. Il faut les assimiler, à ce point de vue, aux individus incorporés, en vertu de l'art. 5 de la loi de 1889, dans les bataillons d'infanterie légère d'Afrique ; on

1. Voir à ce sujet une note très documentée au Recueil des arrêts du Conseil d'Etat, année 1896, page 541, note 3.

les a placés dans un corps spécial par précaution, mais ils n'en font pas moins leur service actif.

Le nombre des imposables insoumis et déserteurs était de 1.655 en 1895; il aurait été de 2.400 en 1898.

7° *Les contribuables dans un état d'indigence notoire.*

— Ne sont pas compris à l'état matrice et au rôle les imposables qui sont en état d'indigence notoire. L'art. 3 du décret du 24 mai 1898 ajoute que l'indigence notoire résulte : 1° des décisions prises par les conseils municipaux pour l'assiette de la contribution personnelle-mobilière, en exécution de l'art. 18 de la loi du 21 avril 1832; 2° de décisions spéciales que prennent ces conseils, lorsque l'intéressé ne figure pas au rôle de la contribution personnelle-mobilière, non pour cause d'indigence, mais comme ne jouissant pas de ses droits.

La nouvelle législation n'a donc rien innové à leur égard, et nous renvoyons à l'étude que nous en avons faite sous l'ancienne législation (même chapitre IV, section II, 1°, I, B.).

CHAPITRE V

CALCUL DE LA TAXE

La taxe, avons-nous vu, se compose de quatre éléments (1) :

1° Un élément fixe de 6 francs ;

1. Une des critiques les plus importantes qui aient été faites de la taxe militaire est celle qui lui reprochait le manque absolu de proportionnalité entre ses divers éléments. Avant 1898 la taxe fixe représentait 71 0/0 et la taxe proportionnelle 29 0/0 du produit total de l'impôt ; aujourd'hui que cette dernière est multipliée par 3, l'improportionnalité sera moindre, mais loin encore de ce que le législateur avait cru établir. Bien plus, remarquons que la taxe proportionnelle qui résulte des contributions personnelles mobilières en principal des assujettis et de leurs ascendants renferme en fait un deuxième impôt de capitation : la contribution personnelle ? Or si l'on considère que cette dernière contribution entre pour plus du quart dans le montant en principal de la contribution personnelle mobilière, on voit que l'impôt de capitation figurait en définitive non pour 71 0/0, mais pour 78 0/0 ($71 + \frac{29}{4}$) dans le produit de la taxe, et que l'élément proportionnel y était seulement de 22 0/0.

Le législateur n'avait certainement pas voulu faire de la taxe militaire un impôt de capitation jusqu'à concurrence des 4/5 ; il aurait plutôt voulu le contraire et avait cru donner à la taxe proportionnelle le rôle prépondérant que M. Boulanger vantait comme une des meilleures dispositions de la loi.

2° Une taxe proportionnelle égale à trois fois le montant en principal de la contribution personnelle-mobilière de l'assujetti (1).

3° Une taxe additionnelle proportionnée aux facultés contributives de l'ascendant.

4° Un certain nombre de centimes (voir chapitre II).

L'étude de ces quatre éléments nous fera voir comment on doit comprendre le calcul de la taxe. Nous savons déjà que, sous l'empire de la loi de 1889, l'ensemble de la taxe était réduit à proportion du temps pendant lequel l'assujetti n'avait pas bénéficié de l'exemption du service, c'est ce que nous appelons la quotité de la taxe. Nous diviserons donc notre chapitre en deux sections : dans la première nous étudierons le calcul de la taxe proprement dit, dans la seconde la quotité de la taxe.

1. Depuis plusieurs années il est question de supprimer la contribution personnelle mobilière pour la remplacer ainsi que celle des portes et fenêtres par un impôt sur le revenu. C'est ainsi que M. Peytral, ministre des finances, faisant abstraction de ses idées personnelles, vient de présenter à la rentrée des Chambres un projet d'impôt sur le revenu, basé uniquement sur les signes extérieurs du revenu. Si ce projet est adopté, il faudra chercher une base nouvelle pour les taxes proportionnelles et additionnelles de la taxe militaire. A cet effet le législateur se trouvera amené à choisir entre le revenu et qu'il sera déterminé par la nouvelle loi, ou la valeur locative dont il déduirait la taxe proportionnelle. Dans tous les cas nous prévoyons une nouvelle modification à l'article 35.

I

Calcul de la taxe.

La loi de 1898 n'a pas modifié la taxe fixe ; telle elle était avant, telle elle est demeurée, sauf en ce qui concerne l'ascendant imposé pour plusieurs fils dans le rôle d'une même année, et qui ne paie qu'une seule taxe fixe de 6 francs. Cette taxe n'offre d'ailleurs aucunes difficultés d'application, autres que celles que nous avons vues à propos des causes d'exemption de la taxe fixe sous l'ancienne législation. Le calcul des centimes est aussi très simple, nous en avons parlé au chapitre II nous n'en dirons donc rien ici.

Nous examinerons seulement les différentes situations dans lesquelles peuvent se trouver placés les assujettis et leurs ascendants, au point de vue des taxes proportionnelles et additionnelles, et leur cas d'application.

I. Sous l'ancienne législation lorsque l'assujetti n'avait pas d'ascendant du premier degré, soit parce qu'ils étaient morts, soit parce qu'ils figuraient au nombre des indigents exemptés de la contribution personnelle-mobilière en vertu de la loi du 21 avril 1832, il payait une taxe militaire composée de la taxe fixe et de la taxe proportionnelle égale au montant en principal de sa contribution personnelle-mobilière, le tout augmenté des centimes additionnels. Il en était de même lorsque l'assujetti avait atteint l'âge de 30 ans révolus et qu'il avait un domicile distinct et séparé de celui de ses ascendants ; on ne tenait alors plus compte de la

cote personnelle-mobilière de l'ascendant. En effet, ce qui justifie la taxe additionnelle c'est que pendant les années qui suivent leur tirage au sort, les assujettis vivent chez leurs parents et n'ont généralement pas de cote personnelle-mobilière. Au contraire, plus tard leur existence est ordinairement séparée de celle de leurs ascendants ; ils se sont créé, en même temps qu'une famille nouvelle, des moyens d'existence suffisants pour que leur contribution personnelle-mobilière ait une importance réelle.

Pour éviter des questions de fait difficiles à établir le législateur avait fixé un âge légal, 30 ans révolus, à partir duquel la taxe additionnelle se trouvait supprimée ; mais il exigeait une seconde condition : l'assujetti devait avoir un domicile distinct et séparé. Par conséquent, si l'assujetti âgé de plus de 30 ans, après avoir habité quelque temps un domicile particulier revenait avec ses ascendants, il y avait lieu de rétablir la taxe primitive. M. Guillemet, député de la Vendée, avait déposé en mars 1896 une proposition de loi tendant à ramener à 25 ans révolus cet âge légal ; il aurait été à souhaiter qu'une telle loi fût votée, n'eut-elle duré que deux années.

Avant la loi du 26 juillet 1893, on se demandait quel était l'ascendant dont l'assujetti devait avoir un domicile distinct. Fallait-il ne tenir compte que de celui dont la cote servait à établir la taxe, ou devait-on tenir compte de n'importe quel ascendant ? On pensait généralement que l'assujetti devait avoir un domicile distinct de celui d'un ascendant quel-

conque, il lui aurait été trop facile en effet de se soustraire à la loi.

Le nouvel article 35 de la loi 1898 prescrit également (paragraphe 6) l'imposition personnelle de l'assujetti lorsque ses ascendants du premier degré sont décédés, indigents ou sans domicile connu en France, imposition composée de la taxe fixe de 6 francs et de la taxe proportionnelle égale à trois fois le montant en principal de la cote personnelle-mobilière de l'assujetti, le tout augmenté des centimes additionnels ; en ce cas le troisième élément, la taxe additionnelle, manque.

Quant aux dispositions de l'ancienne loi qui avait pour but de régler l'âge auquel l'assujetti devenait imposable directement, quoiqu'il eut encore des ascendants, la nouvelle loi n'avait pas à en tenir compte ; la longue durée de perception de la taxe ancienne rendait ces dispositions nécessaires, la durée de perception actuelle, réduite à un maximum de trois années, les rendaient inutiles.

II. Sous l'ancienne loi, lorsque l'assujetti avait encore ses ascendants du premier degré, ou l'un d'eux imposé à la contribution personnelle mobilière la taxe militaire était augmentée d'une taxe additionnelle comprenant le quotient obtenu en divisant le montant de cette dernière contribution par le nombre des enfants vivants ou représentés des dits ascendants. La nouvelle loi de 1898 n'a rien changé au principe de la taxe additionnelle qui se trouve seulement augmentée ; car elle comprend aujourd'hui le quotient obtenu en divisant le triple de la contribution personnelle-mobilière

en principal de l'ascendant par le nombre des enfants vivants ou représentés de ce dernier (1).

Cette taxe se justifie pleinement, a-t-on dit, parce que les assujettis seuls ne supporteraient d'ordinaire que la taxe fixe, n'ayant pas encore de cote mobilière personnelle. Or l'armée ne défend pas seulement la fortune présente de l'enfant, mais celle qu'il aura à recueillir un jour et qui est détenue actuellement par ses ascendants. D'autre part le maintien de l'enfant dans sa famille profite autant à elle-même qu'à l'intéressé ; et pour demeurer dans les limites de l'équité on a eu soin de diviser la contribution des ascendants par le nombre de leurs enfants vivants ou représentés.

1. Pour rendre plus saisissante l'importance de la majoration ainsi créée de la taxe militaire, nous ne croyons pas inutile de donner un exemple : Un assujetti a un ascendant imposable ; il a, en outre, un domicile distinct de cet ascendant ; il est imposé à la taxe personnelle et le montant en principal de sa cote mobilière est de 20 francs ; son ascendant imposable, outre la taxe personnelle, paie 80 francs de cote mobilière en principal et a deux enfants vivants. Suivant les exemptions du service (un an, deux ans, trois ans) sa taxe militaire, en tenant compte des 8 centimes par franc pour non-valeurs et frais de perception, eût été précédemment de 25 fr., 50 fr. ou de 75 francs. Actuellement sa taxe militaire s'élèvera à **244 fr. 95**.

Cette majoration est donc très élevée. Il n'en est pas moins vrai que les frais restant les mêmes cet assujetti paiera, à cause de la nouvelle loi 244 fr. 95 ou 423 fr. 90 ou 635 fr. 85 tandis qu'il aurait payé

avec l'ancienne loi 325 fr. 85 ou 900 fr. 90 ou 1.425 fr.

La nouvelle loi lui procure donc une économie de

143 fr. 90 ou 477 fr. 00 ou 789 fr. 15

Si l'assujetti a encore son père et sa mère, et si ceux-ci vivent ensemble, leur contribution sera confondue; s'il n'a plus qu'un seul ascendant du premier degré vivant, la situation est aussi simple; mais s'il a ses deux ascendants et qu'ils aient une contribution personnelle mobilière distincte on doit prendre pour base la cote la plus élevée en principal; ce qui ne donnera pas toujours le produit le plus élevé: supposons en effet que l'assujetti ait d'une part son père imposé pour 60 francs et deux frères consanguins, d'autre part sa mère imposée pour 30 francs sans autres enfants que lui-même; on devra d'après la loi prendre pour base la cote du père qui donnera seulement $\frac{60}{3} = 20$ fr. tandis que la cote de la mère aurait donné 30 francs.

Si l'assujetti a des frères et sœurs germains, la division de la contribution des ascendants par le nombre de leurs enfants aura lieu sans difficulté.

S'il a des frères et sœurs consanguins en présence de germains et que la contribution du père soit prise pour base ils entreront tous en ligne de compte pour former le nombre diviseur; les utérins ne seront pas comptés.

S'il a des frères et des sœurs utérins en présence de germains, et que la contribution de la mère, soit prise pour base, ils entrent tous en ligne de compte pour former le nombre diviseur; les consanguins ne seront pas compris. Si les père et belle-mère, ou mère et beau-père n'ont qu'une seule contribution le nombre diviseur comprendra les germains, les consanguins et les utérins.

L'article 35 ne distinguant pas entre les ascendants légi-

times ou naturels, la cote de ces derniers sera prise en considération ; toutefois, pensons-nous, l'enfant doit être reconnu.

Si l'assujetti légitime a des frères et sœurs légitimes et naturels, ou si l'assujetti naturel a des frères et sœurs légitimes et naturels tous entrent en ligne de compte pour former le diviseur.

Si l'assujetti a des frères et sœurs légitimes et des neveux naturels reconnus d'un frère décédé, ces enfants naturels ne doivent pas être comptés, car ils ne seraient pas venus comme les enfants légitimes représenter leurs père et mère naturels à la succession des père et mère de ces derniers (la loi récente du 25 mars 1896 n'accorde pas aux enfants naturels de droits sur les biens des parents de leur père et mère, quoique les appelant en qualité d'héritiers à la succession de ceux-ci).

Au contraire si ces neveux étaient les enfants légitimes d'un frère naturel décédé, ils seraient comptés.

Si l'assujetti a des frères et sœurs légitimes et des frères et sœurs adoptifs, ceux-ci entrent en ligne de compte et dans leur famille légitime et dans leur famille adoptive.

Si l'assujetti est un enfant adoptif, on prendra pour base la contribution la plus élevée : celle de son ascendant légitime ou celle de son ascendant adoptif.

Les enfants adoptifs d'un frère décédé de l'assujetti entreraient-ils en ligne de compte ? Non, car l'adopté n'a aucun droit à la succession des parents de l'adoptant.

Si l'assujetti avait devant lui des frères et sœurs légitimes et les enfants légitimes d'un frère adoptif, ceux-ci entreraient

en ligne de compte ; du moins, si l'on admet que les enfants légitimes d'un enfant adoptif peuvent les représenter, ainsi que le décide la jurisprudence ; mais la question est controversée. Remarquons en passant qu'il pourrait arriver, aux termes de l'article 18 de la loi du 24 avril 1832, que les ascendants soient exemptés de la cote mobilière seule. Dans ce cas, on ne tiendrait compte que de leur cote personnelle.

La loi de 1898 a introduit une heureuse innovation, en décidant qu'en cas de décès du père de l'assujetti, si la mère veuve ou divorcée s'est remariée, son mari est considéré comme un ascendant au premier degré de l'assujetti (1). En conséquence, il est tenu compte de la cote du mari dans le calcul de la taxe additionnelle. On ne verra donc plus des jeunes gens très solvables, mais qui ne sont pas personnellement soumis à la contribution personnelle mobilière, être affranchis de l'impôt, vivre au milieu du plus grand luxe chez leur mère remariée (2).

Il reste pourtant toute une catégorie de jeunes gens peut-être très riches qui échapperont encore à l'impôt, s'ils ne sont pas personnellement soumis à la contribution personnelle mobilière, par exemple : ceux dont les ascendants habitent l'étranger, les fils de domestiques, les fils d'officiers avec troupes (3).

1. Loi sur le recrutement, article 35, § 3.

2. On signalait, entre autres, dans la Gironde, le cas d'un millionnaire, fils d'une veuve remariée, qui ne payait que la taxe fixe.

3. A moins que ces officiers n'occupent un appartement d'une valeur locative supérieure à celui qu'ils pourraient occuper dans les bâtiments de l'Etat, auquel cas il sont soumis à la contribution

Rappelons également que la nouvelle loi a décidé que lorsqu'un ascendant serait imposé à la taxe militaire pour plusieurs fils dans le rôle d'une même année, ils ne paieraient néanmoins qu'une seule taxe fixe de 6 fr. ; taxe qui serait répartie par portions égales (moitié, tiers, quart, etc...) entre les cotes ouvertes au nom de l'ascendant pour chacun des assujettis (1). Déjà, une proposition en ce sens avait été faite au Sénat lors de la discussion de la loi du 15 juillet 1889.

III. Avant la loi du 26 juillet 1893, en cas de non-imposition des ascendants du premier degré, il était tenu compte de la cote de celui des ascendants du deuxième degré qui était le plus fort imposé, en principal, à la contribution personnelle-mobilière. Cette disposition, heureusement abrogée, donnait lieu dans la pratique à des difficultés presque inextricables ; M. Burdeau dans son rapport sur les contributions directes de l'exercice 1893 disait : « Les investigations déjà laborieuses en ce qui concerne les ascendants du premier degré, deviennent d'une difficulté extrême lorsqu'il faut remonter à ceux du second degré, découvrir (souvent dans des communes et des départements différents) deux personnes, dont l'une, tout au moins, ne porte pas le même nom que l'assujetti, déterminer enfin quelle est celle de ces deux personnes dont la cote mobilière doit, comme étant la plus élevée, servir au calcul de la taxe proportionnelle. Par ce qui vient d'être dit au sujet des ascendants, on peut juger

mobilière, déduction faite de la valeur de l'appartement auquel ils ont droit (Cons. d'Etat, 23 nov. 1883).

1. Loi sur le recrutement, art. 35, § 3.

des complications qu'entraîne la recherche de leurs enfants vivants ou représentés, dont il faut connaître le nombre pour déterminer la quotité de la taxe à appliquer ».

En effet, la taxe additionnelle s'obtenait en divisant la cote de l'ascendant par le nombre d'enfants vivants ou représentés ; puis, seconde opération, en divisant le quotient de la première par le nombre des frères et sœurs vivants ou représentés de l'assujetti.

Lorsque celui-ci était l'enfant naturel reconnu d'un fils ou d'une fille légitime décédé ou non imposé, d'après les principes du Code civil, n'ayant aucun droit à la succession de ses parents ou paternels ou maternels, la cote de ces derniers n'était pas comprise.

Lorsque l'assujetti était l'enfant légitime d'un fils ou d'une fille naturel reconnu, la cote du père naturel de son père légitime était comprise ; comme nous avons vu déjà au paragraphe II, les enfants légitimes d'un fils naturel le représentent à la succession de l'ascendant.

Lorsque l'assujetti était un enfant adoptif, la cote des parents de son père ou mère adoptif n'était point comprise, car il n'avait aucun droit à leur succession, ni par lui-même, ni par représentation.

La loi de 1889 exigeait que la cote la plus élevée servit de base à la taxe ; or, souvent, contrairement à l'intention du législateur, la cote la plus forte donnait la taxe la plus faible. Supposons, en effet, un assujetti dont les ascendants du premier degré n'étaient pas imposables, dans une ligne il avait un grand-père paternel et un oncle, dans l'autre une

grand' mère maternelle ; le premier était imposé pour 50 fr., la seconde pour 40 fr.; d'après la loi, la première cote devait être prise pour base, or, elle donnait $\frac{50}{2} = 25$, tandis que la seconde aurait donné 40 fr.

Nous devons nous féliciter de la loi de 1893, qui a rayé cette catégorie d'ascendants.

IV. — D'après la loi du 21 avril 1832, article 13, la taxe personnelle n'est due qu'une fois, dans la commune du domicile réel, tandis que la contribution mobilière est due pour toute habitation meublée située soit dans la commune du domicile réel, soit dans toute autre commune. La question se posait de savoir, à l'égard des assujettis à la taxe militaire, qui sont au rôle des contributions mobilières dans plusieurs communes, si l'on prendrait pour base de la taxe proportionnelle ou la contribution mobilière payée dans la commune du domicile réel, ou celle qui serait la plus élevée des contributions mobilières payées par l'assujetti, ou le total de leurs diverses cotes mobilières. Le législateur de 1889, effrayé par les difficultés insurmontables auxquelles se serait heurté l'administration et craignant que la taxe ne devînt pour plusieurs exorbitante et inadmissible, avait tranché cette question dans le sens le plus favorable aux intéressés : il ne faisait entrer en ligne de compte que la contribution mobilière payée dans la commune du domicile réel. Il se pouvait que cette contribution mobilière ne fût pas la plus élevée de celles payées par l'assujetti, et l'on pouvait craindre que celui-ci ne prit pour domicile réel le lieu où il payait la cote mobilière la plus

faible, mais ce que l'administration pouvait perdre en valeur, il est permis de croire qu'elle le gagnait en simplicité.

Le législateur de 1898 a de nouveau tranché la question, mais dans un sens tout différent. Les cotisations qui doivent servir à calculer la taxe, en ce qui a trait à la contribution personnelle-mobilière sont : d'une part, la cote personnelle imposée au rôle du domicile ; et, d'autre part, la plus élevée en principal des cotes mobilières auxquelles les contribuables sont assujettis, soit dans le rôle de la commune du domicile, soit dans les rôles d'autres communes.

Le rendement de l'impôt sera relativement plus fort, mais l'établissement des rôles demandera plus de travail aux contrôleurs. On s'est demandé si la juridiction administrative pouvait réduire la taxe par le motif que la contribution mobilière portée au rôle et entrant comme élément dans le calcul de la taxe est exagérée ? Sur ce point, il résulte de la jurisprudence du Conseil d'Etat, que la seule base à envisager pour l'assiette de la taxe proportionnelle, est la contribution personnelle-mobilière telle qu'elle figure au rôle, sauf dans le cas, bien entendu, où ce rôle aurait été régulièrement modifié par la juridiction compétente à la suite d'une réclamation introduite directement contre la contribution personnelle-mobilière. Donc à défaut d'une réclamation de cette nature présentée dans les délais réglementaires, cette dernière contribution inscrite au rôle, doit être considérée comme la base définitive de la taxe proportionnelle sans que l'administration ait à se préoccuper de la question de savoir si cette base a été : oui ou non régulièrement établie.

C'est ainsi que, par un arrêt du 16 mars 1895, le Conseil d'Etat a rétabli conformément au montant de sa contribution mobilière, le taux de droit proportionnel due par une dame P....., droit que le Conseil de préfecture de la Seine avait réduit de moitié par un arrêté du 20 avril 1894. Cette dame avait soutenu avec succès devant le Conseil de préfecture, que la part d'un appartement, qu'elle occupait en commun avec son beau-frère et sa sœur, n'excédait pas la moitié de la valeur locative dudit appartement et que, dès lors, la taxe devait être établie sur la moitié du prix du loyer.

Quelques jours après son arrêté du 20 avril 1894 le Conseil de préfecture de la Seine s'était déjugé lui-même, le 30 avril 1894 en rejetant la requête d'un sieur C....., qui prétendait que la partie proportionnelle de sa taxe avait été établie à tort, conformément à la cote mobilière entière de l'habitation de sa mère, alors que celle-ci habitait avec son gendre, qui payait la moitié du loyer.

Avant de terminer cette étude du calcul de la taxe, nous voulons attirer l'attention sur ce point que, par suite de la base choisie par le législateur pour la taxe proportionnelle et qui n'est autre, avons-nous vu, que la cote personnelle-mobilière, on arrive à de véritables inégalités de traitement d'assujetti à assujetti, surtout dans les campagnes et les petites agglomérations, où les valeurs locatives d'habitations, et, par suite, les cotes mobilières en principal n'atteignent que des chiffres peu élevés. L'influence de la taxe fixe devient alors prépondérante et il n'y a plus qu'une différence minime entre le montant de l'impôt payé par un contribuable de fa

mille riche et l'impôt payé par un contribuable de famille presque pauvre.

Sous l'ancienne législation l'inégalité était encore plus frappante et les exemples typiques ne manquaient pas (1).

II

Quotité de la taxe sous l'ancienne législation.

Cette section n'a plus guère aujourd'hui qu'un intérêt historique. Avant la nouvelle loi de 1898 lorsque la taxe était établie d'après les règles que nous avons étudiées, elle

1. Dans la Creuse, le fils d'un notaire, qui avait sept enfants, était imposable pour 24/36, à raison de sa cote personnelle et de 18 fr. de loyer mobilier, ne payait que 6 fr. 20; tandis qu'un journalier dont le père était exempté de cote mobilière payait à raison de 36 36 la somme de 7 fr. 50.

Un jeune homme dont le père était un des plus riches habitants de sa ville et avait quatre enfants, payait pour 24 mois et à raison d'un loyer matriciel de 160 fr. attribué à la maison paternelle, une cote de 8 fr. 64; tandis qu'à l'article précédent du rôle, un simple ouvrier n'ayant il est vrai qu'un seul frère et dont le père était imposé pour un loyer de 10 fr., payait pour 36 mois une somme de 8 fr. 86.

Dans la Gironde un riche assujetti, qui payait 2.900 fr. d'impôt foncier et habitait un château, payait une taxe de 11 fr. 13, alors que deux petits propriétaires mal logés et payant l'un 12 fr. 60 et l'autre 29 fr. 03 de contribution foncière supportaient une taxe de 7 fr. 35, inférieure seulement de 4 fr. à celle du châtelain.

Dans le Gers un riche propriétaire sans ascendants et non inscrit au rôle personnel mobilier n'était assujetti qu'à la taxe fixe, tandis que le fils d'un de ses fermiers était soumis à la taxe proportionnelle, bien que sans fortune, par cela seul que ses ascendants étaient imposés à la contribution personnelle-mobilière.

devait avec chaque intéressé subir une nouvelle opération et un démembrement spécial.

Le législateur avait établi entre l'accomplissement du service militaire et son équivalence en argent, la taxe, une relation telle que, quand l'un augmentait, l'autre diminuait dans la même proportion. La durée du service militaire étant de trois ans, c'est-à-dire de trente-six mois, on divisait la taxe établie comme précédemment en trente-six parties, et on la réduisait d'un nombre de trente-sixièmes égal à celui des mois que l'intéressé avait passés au service. Si l'assujéti était exempté complètement du service il devait les trente-six parts de la taxe, soit la taxe entière ; s'il était dispensé de douze mois, il devait les $12/36^{\text{es}}$, s'il était dispensé de vingt-quatre mois, il en devait les $24/36^{\text{es}}$, s'il était dispensé de trente-cinq mois, il en devait les $35/36^{\text{es}}$, et ainsi de suite. La loi n'exigeait pas que le service militaire eût été fait sans interruption pour être compté dans la réduction de la taxe ; elle ne tenait pas compte des fractions de mois (décret du 24 février 1894, article 3). Il résultait de cette dernière disposition qu'il ne fallait pas tenir compte des quatre semaines pendant lesquelles les dispensés conditionnels sont rappelés, dans le cours de l'année qui précède le passage de leur classe dans la réserve de l'armée active. Devait-on entendre par mois une période de trente jours consécutifs ou bien celle qui commence le 1^{er} et finit le 30 ou le 31 de chaque mois ? Nous croyons qu'il fallait l'entendre dans le premier sens ; mais il ne faudrait pas en conclure que des périodes réunies entre elles pouvaient constituer un mois

entier, c'est ainsi qu'un dispensé conditionnel qui avait accompli une période de douze mois et quatre jours, et qui plus tard avait accompli la période de quatre semaines n'aurait pas pu dire : j'ai fait douze mois + trois jours + vingt-huit jours = treize mois, ma taxe doit être réduite de 13/36^{es}. De même on ne tenait pas compte des périodes de vingt-huit et de treize jours accomplis par les assujettis dans la réserve de l'armée active et dans l'armée territoriale. On a fait remarquer que les exemptés bénéficiaient de ces obligations militaires, qu'on ne leur en tenait pas compte dans le calcul de la taxe, qu'ils payaient alors, et qu'ils avaient ainsi un grand avantage sur tous leurs autres camarades y compris les dispensés.

Nous ne reviendrons pas ici sur les difficultés que nous avons rencontrées au cours de notre étude sur les différentes classes des assujettis à la taxe (Chapitre III), et qui portaient sur le nombre de trente-sixièmes à faire entrer en ligne de compte dans différents cas. Citons cependant un cas curieux : un dispensé, fils de veuve retenu au corps pendant deux mois pour compléter son instruction militaire, devait-il profiter d'une réduction égale aux quatorze mois pendant lesquels il était resté au corps et non pas seulement aux mois de service auxquels il était astreint comme dispensé ? Le Conseil d'Etat jugea affirmativement (6 mars 1896, affaire Chenut), mais le fait que les autres dispensés de la classe de l'assujetti n'avaient accompli que huit mois de service effectif au lieu de douze, lui permettait-il de compter comme mois supplémentaires ceux pendant lesquels il était resté au service après les autres et

de demander une exonération de **18/36** ou bien de **14/36** seulement ? Le Conseil d'Etat jugea négativement (6 mars 1896, affaire Chenut).

Depuis la nouvelle loi de 1898, avons-nous déjà vu, le nombre de mois de service n'a plus d'influence sur la quotité de la taxe. La période d'imposition correspond actuellement à la période d'exonération du service actif. La taxe n'est payée que pour les années pendant lesquelles l'assujetti jouit de l'exonération du service, et la période d'imposition est limitée aux trois années qui suivent la décision définitive du conseil de revision, déduction faite de l'année ou des années au 1^{er} janvier desquelles l'assujetti se trouverait au régiment.

La loi n'a pas tranché une question cependant très importante : En temps de guerre ou de mobilisation, le temps de service actif fait par les assujettis à la taxe, rappelés à l'activité entre-t-il en compte pour la réduction de la taxe ? Si l'on suivait rigoureusement le principe de la taxe, considérée comme une compensation équivalente aux trois années de service militaire en temps de paix il faudrait dire que l'exonéré, la guerre finie, conservant toujours sur ses camarades, l'avantage de l'exonération dont il a bénéficié en temps de paix, devrait continuer à payer la taxe.

C'est à cette conséquence singulière et profondément injuste que logiquement on aurait dû arriver. L'administration ne l'a pas osé. Elle a manifesté formellement son intention de tenir compte du service effectué en temps de guerre ; la Commission du Sénat s'était d'ailleurs nettement prononcée en ce sens. Le service en temps de guerre étant le plus

utile, le plus nécessaire, on pourrait concevoir une taxe militaire imposée à ceux qui n'accompliraient pas ce service. Un individu qui a passé trois ans sous les drapeaux en temps de paix, et qui pour une raison quelconque ne peut marcher à l'ennemi est exempté de tout impôt : il a accompli son devoir. Un dispensé, qui n'a fait en temps de paix qu'une année de service, la guerre déclarée, marche à l'ennemi, verse son sang pour la patrie ; continuera-t-il donc à payer la taxe, si la guerre a duré moins de deux ans, ce qui est probable, ou s'il n'a pas reçu de blessures assez graves pour rentrer dans les cas prévus par la loi ? N'y a-t-il pas quelque chose d'injuste dans cette situation et bien que nous ne soyons partisan ni de l'une ni de l'autre, ne comprendra-t-on pas plutôt la taxe de guerre que la taxe de paix ?

CHAPITRE VI

CAS PARTICULIER DES VILLES A OCTROI

L'article 35 de la loi de 1889 paragraphe 3 *in fine* portait que les cotisations « sont déterminées sans égard aux prélèvements qui peuvent servir à les acquitter sur les produits de l'octroi. » La loi de 1898 a maintenu ce texte. D'après la loi de 1832 les villes qui ont un octroi ont la faculté de payer leur contingent personnel-mobilier, en tout ou en partie sur le produit de l'octroi (1). L'exercice de ce droit est subordonné à une demande faite par le Conseil municipal et approuvé par décret du chef du pouvoir exécutif. Lorsque la conversion n'est que partielle, ce qui a lieu le plus souvent, les Conseils municipaux déterminent la partie du contingent qui doit être prélevée sur les revenus de l'octroi, puis ils répartissent ce qui reste à percevoir en cote mobilière seulement, au prorata des loyers, sauf à exempter les faibles loyers et à établir au besoin un tarif gradué en raison de la progression ascendante des loyers comme à Paris.

1. Actuellement trois villes seulement usent de cette faculté : Paris, Versailles et Montluçon.

Il est évident que l'impôt en principal, d'après lequel doit être réglée la taxe de l'assujettie, ne sera pas celui qui correspond aux cotisations effectivement comprises dans le rôle et qui souvent serait nul, mais celui qui serait exigible s'il n'existait pas de prélèvement sur les produits de l'octroi. Dans les villes qui ont adopté un système progressif ascendant, il faudra calculer la taxe sans tenir compte du tarif gradué.

C'est le montant en principal de la cote ainsi déterminée qui sera pris pour base de l'établissement des taxes proportionnelles et additionnelles (Voir en ce sens, arrêté du Conseil de préfecture de la Seine, du 20 avril 1894 « considérant.... qu'ainsi la taxe proportionnelle a été régulièrement calculée à raison d'une cote personnelle que la dame veuve P..., n'acquitte pas en fait, mais qui est prélevée sur les produits de l'octroi. »)

Signalons aussi que la division d'un appartement ou d'un local habité par plusieurs personnes passibles de la contribution mobilière, ne pourra avoir pour effet de modifier la contribution due pour l'ensemble des locaux et par suite le calcul de la taxe militaire (Voir en ce sens un arrêté du Conseil de préfecture de la Seine du 30 avril 1894 : affaire Cleader ; et un arrêt du Conseil d'Etat du 16 mars 1895 : affaire Portal).

L'assujetti non porté au rôle de la contribution personnelle mobilière est imposable à la taxe militaire correspondante à cette contribution lorsque le défaut d'inscription du rôle provient uniquement de ce que la contribution person-

nelle mobilière est acquittée en totalité sur les produits de l'octroi (Conseil d'Etat, 28 février : affaire Abadie) (1).

1. V. les conclusions du commissaire du gouvernement, M. Saint-Paul, au recueil des arrêts du Conseil d'Etat, année 1896, p. 194, notes 2 et 3.

CHAPITRE VII

DURÉE DE LA TAXE

Sous le régime de la loi de 1889 la taxe militaire était due depuis le 1^{er} janvier qui suivait l'appel à l'activité de la classe à laquelle appartenait l'assujetti jusqu'au 31 décembre de l'année pendant laquelle cette classe passait dans la réserve de l'armée territoriale ; elle pouvait cesser également par trois ans de présence effective des assujettis sous les drapeaux ou par leur inscription sur les registres matricules de l'inscription maritime. Donc pour tous ceux qui n'étaient pas restés au service trois années ou qui n'étaient pas inscrits maritimes, la durée de la taxe était de dix-neuf années, puisque tout Français au terme de l'article 37 de la loi de 1889 modifié par la loi du 19 juillet 1892, fait partie successivement de l'armée active pendant trois ans, de la réserve de l'armée active pendant dix ans, et de l'armée territoriale pendant six ans.

D'après le projet du gouvernement la taxe militaire ne devait être réclamée aux assujettis que pendant les trois années qui auraient suivi l'appel de leur classe ou jusqu'à leur incorporation. Le Parlement, pour rendre le poids de

l'impôt moins lourd, aime mieux réduire le taux de la taxe en la faisant porter sur un grand nombre d'années. On était tombé d'un excès dans un autre, la durée de la taxe était trop considérable, et non sans raison les plaintes étaient nombreuses. En 1896, dans une proposition de loi que nous avons déjà rencontrée dans d'autres matières, M. Guillemet, député, demandait une réduction de six années ; la taxe aurait cessé d'être perçue à partir du 1^{er} janvier suivant le passage de l'assujetti dans l'armée territoriale.

L'administration des Contributions directes souhaitait elle-même une réduction importante de la durée de la taxe ; les recherches nécessitées pour l'établissement des taxes proportionnelles et additionnelles, notamment en ce qui concerne les ascendants et le nombre de leurs enfants vivants, exposait le trésor à toutes sortes de mécomptes ; le personnel des contributions directes n'aurait pas tardé à devenir complètement insuffisant. En 1894 la confection de l'Etat matrice et des rôles, qui ne comprenaient alors que 4 classes d'assujettis, avait occasionné en moyenne un mois et demi de travail par contrôleur ; c'est-à-dire un huitième du temps dont ils disposent. Or à cette époque la taxe ne représentait même pas la quatre centième partie des recettes dont les contrôleurs assurent le recouvrement (en effet en 1893 le produit des contributions directes et taxes assimilées s'est élevé à 925 millions, dont 2 millions seulement pour la taxe militaire). S'il fallait un mois et demi pour 4 classes d'assujettis quel temps n'aurait-il pas fallu pour 19 classes d'assujettis ? La loi d'avril 1898 a donc répondu à un véritable be-

soin en limitant à 3 années la durée de perception de la taxe. Nous avons vu qu'en 1889 le projet du Gouvernement était déjà en ce sens.

Aujourd'hui la taxe n'est due que pour une durée maximum de 3 années, à partir du premier janvier qui suit la décision par laquelle le Conseil de revision a fixé définitivement la situation de l'assujetti, à moins qu'au premier janvier de l'une quelconque de ces 3 années, l'assujetti ne soit présent sous les drapeaux comme incorporé dans l'armée active.

Ainsi un assujetti à la taxe, suivant qu'il aura été exempté du service de l'armée active pendant 1, 2 ou 3 ans, paiera la taxe pendant une, deux ou trois années, tandis que précédemment, il aurait payé cette taxe pendant 17, 18 ou 19 ans.

En principe les dispensés ou exemptés doivent la taxe jusqu'à l'époque fixée par la loi, mais certains faits peuvent se produire qui la supprime ou la suspende ; tel est l'accomplissement de 3 années de service dans l'armée active ; on tient compte, avons-nous vu, non seulement du service dans l'armée active mais aussi en temps de guerre du service accompli dans la réserve de l'armée active ou dans la territoriale. La taxe cesse lorsque l'assujetti contracte un engagement volontaire pour une durée de 3 années au moins ou lorsqu'il obtient son inscription sur les registres matricules de l'inscription maritime, elle est également suspendue en cas de mobilisation (1). La taxe est établie pour l'année en-

1. Sous l'empire des lois de 1889 et de 1893 cette disposition ne s'appliquait pas aux insoumis, aux déserteurs et aux exemptés ; ils

tière à raison des faits existant au premier janvier ; alors même que la cause de l'impôt viendrait à disparaître dans le courant de l'année, il n'en sera pas moins dû. La loi prévoit deux exceptions : la taxe est suspendue en cours d'année et les douzièmes non échus sauf le douzième courant sont passés en non-valeurs, en cas d'engagement volontaire ou d'immatriculation sur les registres de l'inscription maritime ; c'est à ces deux exceptions que s'applique la disposition du paragraphe 5 de la loi de 1898 : « tout mois commencé est exigible en entier », disposition qui se concilie parfaitement avec celle-ci : « la taxe est établie au premier janvier pour l'année entière » ; il n'y a donc aucune antinomie entre ces deux dispositions, ainsi qu'on avait tenté de le démontrer. Il en est de même en cas de mobilisation (1). Mais sauf les exceptions que nous venons de voir, le principe de l'annuité de l'impôt est absolu, la taxe établie au premier janvier est due pour l'année entière (2). En conséquence si l'intéressé vient à décéder dans le courant de l'année les douzièmes non échus restent dus et son ascendant responsable ou à défaut ses héritiers quelconques, devront acquitter le montant de sa cote, conformément à l'article 21 de la loi du 21 avril 1832 (3). Par application de l'article 22 de la même

devaient la taxe en cas de mobilisation (Décret du 24 février 1894, art. 26 à 29).

1. Décret du 24 mars 1898, art. 18.

2. Voir en ce sens arrêté du Conseil de Préfecture du Doubs du 4 décembre 1894 (affaire Clément).

3. En ce sens voir Conseil de Préfecture de la Seine. Conseil d'Etat, 5 avril 1895 (affaire Lallemand).

o i, si l'assujetti quitte le ressort de la perception, la taxe sera immédiatement exigible pour la totalité de l'année ; il en est de même en cas de vente forcée ou volontaire.

En vertu du même principe la taxe ne pourra être ni établie, ni augmentée en cours d'année par voie de rôles supplémentaires, si le contribuable vient à quitter l'habitation de ses ascendants pour s'établir dans un domicile propre ou vient à changer d'appartement.

Le législateur avait manifesté clairement l'intention que la taxe n'eut pas d'effet rétroactif ; dans les premières années d'application de la loi sur le recrutement une situation très particulière, qui n'a plus aujourd'hui qu'un intérêt historique, pouvait se présenter :

Un jeune homme avait contracté un engagement volontaire selon la loi de 1872 puis, après un certain nombre de mois de service inférieur à 36, il était réformé en vertu d'un simple congé n° 2, alors qu'en raison de son âge il était inscrit sur les tableaux de recensement d'une classe soumise à la loi de 1889. Devait-il dans ces conditions être soumis aux obligations de sa classe et payer la taxe ?

Le Conseil de Préfecture de la Seine, dans un arrêté du 23 avril 1894, et le Conseil d'Etat dans un arrêt du 8 novembre 1895 (affaire Grosset-Magagne) se sont prononcés négativement ; dans l'espèce [M. Grosset-Magagne) s'était engagé le 13 février 1887 ; après 30 mois de service, il était réformé avec un congé n° 2 le 29 août 1889 ; à raison de son âge il était inscrit sur les tableaux de recensement

de la classe de 1889, et l'administration l'avait imposé sur le rôle de l'année 1891. Décharge lui fut accordée par la juridiction administrative.

CHAPITRE VIII

RESPONSABILITÉ DES ASCENDANTS

Sous l'empire de la loi de 1889 la taxe militaire était toujours établie au nom de l'assujetti, sauf le recours de l'administration contre l'ascendant responsable. En fait il arrivait presque toujours que le paiement était réclamé à l'ascendant ; c'est pourquoi la réforme apportée par la loi de 1893 fut plutôt, comme nous le verrons, une réforme de principes qu'une réforme de faits.

Le législateur de 1889 avait pensé que, les assujettis, n'ayant pour la plupart aucune fortune personnelle pendant les premières années de leur obligation militaire, la taxe serait souvent irrécouvrable, non parce que l'assujetti serait insolvable, mais parce qu'il n'offrirait aucun recours à l'administration ; que, d'autre part, les ascendants, dont on prenait la cote personnelle mobilière pour l'établissement de la taxe additionnelle, présentaient toutes les conditions voulues de solvabilité et que les intérêts du fisc seraient ainsi sauvegardés ; d'ailleurs, l'assujetti en sa qualité de principal assujetti devait toujours être mis en cause le premier, et ce n'était que dans le cas, où le paiement n'aurait pas été effec-

tué dans le délai fixé par la dernière sommation précédant le commandement, que l'administration pouvait s'adresser aux ascendants.

Les objections ne manquèrent pas : Selon le droit civil toute dette étant personnelle, n'était-ce pas une sérieuse dérogation aux principes que d'exposer aux poursuites un individu qui n'était pas l'obligé à la dette ? Pourquoi faire jouer à l'ascendant le rôle de caution et même en quelque sorte de caution solidaire, puisqu'il ne pouvait opposer à l'administration le bénéfice de discussion ? La circulaire du 30 juin 1891 interprétant l'article 27 du décret du 30 décembre 1890, renfermait ce passage absolument conforme à l'esprit de la loi : « Si l'envoi des sommations sans frais et avec frais n'a déterminé aucun versement de la part de l'assujetti, l'action du comptable est de ce côté, tenue en suspens, il est obligé d'abandonner le débiteur principal, oublieux de sa dette et de tenter le recouvrement en faisant intervenir la garantie de l'ascendant responsable ». Ainsi l'assujetti qui ne voulait pas payer la taxe militaire n'avait rien à craindre qu'une sommation de 10 ou de 20 centimes, et toute la rigueur des procédés coercitifs était réservée à l'ascendant. L'administration pouvait avoir sous la main un débiteur solvable, mais récalcitrant, la loi l'obligeait à laisser là ce débiteur de mauvaise volonté et à poursuivre l'ascendant, parfois domicilié au loin, et dont la mise en cause n'aurait dû avoir lieu en tout cas, qu'à titre subsidiaire et si l'obligé principal avait été reconnu insolvable.

En présence de ces objections sérieuses, en présence de

plaintes nombreuses et des vœux de plusieurs conseils généraux, le législateur se décida à accomplir une réforme.

Et quelle réforme fit-il ? Juste le contraire de celle qui était demandée ; il aggrava la situation des ascendants responsables.

Des plaintes reçues il ne retint que celles de l'administration, sur la simplification de cette procédure lente et compliquée, qui voulait qu'on s'adressât d'abord à l'assujetti pour arriver presque toujours à faire solder la taxe par l'ascendant.

La loi du 26 juillet 1893 ne fit, avons-nous dit, qu'une modification apparente, elle mit le texte d'accord avec la réalité des faits. L'article 16 de cette loi contenait la disposition suivante : « La taxe militaire est due par l'assujetti ; toutefois elle est imposée au nom de ses ascendants dont la cotisation a été prise pour élément de calcul de taxe. La taxe ainsi imposée au nom des ascendants est recouvrée sur eux, sauf leur recours « contre l'assujetti ». On a voulu justifier cette mesure en invoquant les droits du Trésor, qui devait obtenir toute facilité pour recouvrer cet impôt. Il faut avouer aussi que ce système, quelque critiquable qu'il soit au point de vue juridique, existait déjà avec de légères différences seulement dans notre législation fiscale. C'est ainsi que l'impôt des portes et fenêtres est payable par le propriétaire, sauf son recours contre le locataire ; que le père de famille paie la prestation due par son fils habitant avec lui ; que le propriétaire, et, à sa place, le principal locataire, est responsable de la cote mobilière de son locataire. La responsabilité des

ascendants cessait lorsque l'assujetti avait atteint l'âge de 30 ans, pourvu qu'il eut un domicile distinct de celui de ses ascendants, l'assujetti était également personnellement imposable à la taxe lorsque ses ascendants étaient indigents ou sans domicile connu en France. Remarquons encore que la loi de 1893 avait limité la responsabilité des ascendants à ceux du premier degré. On s'était demandé s'il fallait pousser la rigueur de la loi jusqu'à exiger le paiement de la taxe d'un ascendant, dont le fils s'était expatrié contre son gré ? Il semblerait de toute justice de dire que dans une telle circonstance la responsabilité du père n'existait plus ; de même que le père de famille n'est responsable de la prestation due par son fils que lorsque celui-ci habite avec lui. Cependant un arrêt du Conseil d'Etat du 27 octobre 1893 (affaire Cettour) s'était prononcé en sens contraire, et avait maintenu la responsabilité de l'ascendant. Signalons également en ce sens un arrêt du Conseil de préfecture de la Seine du 20 avril 1894 (aff. Portal).

La loi du 13 avril 1898 a supprimé du § 6 de l'article 35 ces mots : « La taxe militaire est due par l'assujetti » elle dit dès le début : La taxe militaire est imposée au nom de celui des ascendants dont la cotisation, etc... » Ce n'est pas qu'elle ait aggravé la situation des ascendants, au contraire. Si elle décide comme la loi de 1893 que la taxe imposée à leur nom est recouvrée sur eux, sauf leur recours contre l'assujetti, recours dans lequel les agents des contributions n'ont pas à intervenir ; elle ajoute que le recouvrement de la taxe *peut* être poursuivi contre ce dernier, *lorsqu'une sommation*

avec frais adressée à l'ascendant est restée sans effet. C'est à peu près la contre-partie de ce que prescrivait la loi de 1889 : quand l'assujetti au nom duquel la taxe était toujours établie refusait de payer malgré des sommations, sans frais et avec frais, le recouvrement *devait* être poursuivi contre l'ascendant. Aujourd'hui lorsque les ascendants du premier degré de l'assujetti ne sont ni indigents ni sans domicile connu en France, la taxe est imposée à leur nom, mais ils peuvent éviter les poursuites, dont toutes les rigueurs seront alors pour l'assujetti qui est le véritable débiteur de l'impôt.

La responsabilité des ascendants est donc demeurée sous la nouvelle loi, ce qu'elle était sous la loi de 1893 ; elle est seulement moins complète : dans certaines circonstances les ascendants *pourront* y échapper. Il est permis de se demander si la réforme a été suffisante.

CHAPITRE IX

ÉTABLISSEMENT ET RECOUVREMENT DE LA TAXE

(Etude sommaire).

Nous avons l'intention de traiter cette matière le plus sommairement possible, nous n'indiquerons que les points les plus importants, et renvoyons pour le reste aux décrets du 24 février 1894 (abrogé aujourd'hui) et du 24 mai 1898, ainsi qu'à l'instruction ministérielle du 27 mai 1898, qui s'étend longuement sur ce sujet. Quoique remplacé par le décret de 1898, nous citerons parfois encore, parallèlement avec ce dernier, le décret de 1894 dont les dispositions essentielles n'ont pour ainsi dire pas été modifiées.

I

Etablissement de la taxe.

I. *Lieu où la taxe doit être imposée.* — Avant la loi de 1893 la taxe militaire était établie dans la commune où l'assujetti avait son domicile à la date du 1^{er} janvier.

Le domicile au point de vue militaire était déterminé par l'art. 13 de la loi sur le recrutement.

Les déserteurs, insoumis, et jeunes gens visés par l'article 50 de la même loi, bien que personnellement imposables comme les autres, étaient alors taxés dans la commune où ils avaient leur domicile au point de vue du service militaire.

L'article 16 de la loi du 26 juillet 1893, a modifié ces dispositions antérieures, en décidant que la taxe serait imposée au nom des ascendants et recouvrée sur eux, sauf leur recours contre l'assujetti et qu'elle serait exigible dans la commune où est domicilié celui des ascendants dont la cotisation doit être prise pour base de la taxe. On prétendait que l'obligation d'imposer la taxe au nom et au domicile même des assujettis offrait de grandes difficultés pratiques et qu'il était préférable de s'adresser directement aux ascendants.

Il n'était fait exception à la nouvelle règle que quand l'assujetti n'avait plus ses ascendants du 1^{er} degré, quand ils étaient indigents ou sans domicile connu en France, ou lorsque l'assujetti avait atteint l'âge de 30 ans révolus et avait un domicile distinct de celui de ses ascendants auquel cas il était personnellement imposable à la taxe militaire. S'il résidait hors d'Europe, en vertu de la dispense accordée par l'article 50 de la loi de 1889, il était imposable dans la commune où il a son domicile militaire, déterminé par l'article 13 de la même loi (1).

La loi de 1898 a conservé ces dispositions. Certains cas anciennement prévus ne sont plus visés par la loi ; par exemple ce qui était dit de l'assujetti âgé de 30 ans et ayant un domicile distinct.

1. Décret de 1894, art. 7, décret de 1898, art. 2.

II. *De l'état matrice et des rôles.* — Le décret du 24 février 1894 dans ses articles 8 à 13 inclusivement détermine les conditions de rédaction de l'état matrice et des rôles.

Le décret du 24 mai 1898 n'en a modifié aucune disposition importante.

L'état matrice et le rôle doivent contenir outre les noms, profession et résidence des personnes déclarées imposables par l'article 35 de la loi sur le recrutement, modifié par l'article 16 de la loi du 26 juillet 1893, les nom, profession et résidence de l'assujetti, car si la taxe est imposée au nom de l'ascendant responsable, l'assujetti n'en reste pas moins débiteur. Ils doivent contenir de plus le détail des bases de la perception, c'est-à-dire fixer dans tous leurs points les taxes fixes, proportionnelles et additionnelles ; pour cette dernière on doit mentionner le nombre d'enfants vivants ou représentés de l'ascendant imposable.

Dans tous les cas ils devaient avant 1898, contenir le nombre des trente-sixièmes exigibles.

Ne sont pas compris à l'état matrice et au rôle les imposables qui se trouvent dans un état d'indigence notoire (1) ; nous avons précédemment étudié les cas dans lesquels il y a indigence notoire.

Depuis la loi de 1898 les contrôleurs devront rechercher quelle est la plus élevée en principal des cotes mobilières payées par les assujettis ou leurs ascendants, c'est en effet cette cote qui sert de base à la taxe proportionnelle et non plus celle du lieu du domicile. Lorsque les agents de l'administra-

1. Décret de 1894, art. 10, décr. de 1898, art. 3.

tion des contributions directes et le maire chargés de rédiger l'état matrice ne sont pas d'accord, le préfet peut trancher la difficulté, mais seulement en faveur de l'administration, autrement il en est référé au ministre des finances (1).

Malgré le principe de l'annualité de l'impôt, il peut être formé au cours de l'année des états matrices et des rôles complémentaires, lorsque des imposables, par suite de l'insuffisance des renseignements recueillis sur leur situation n'ont pu être compris dans les rôles primitifs (2).

Les autres dispositions des décrets n'offrent à notre avis, aucune difficulté sérieuse.

III. *Renseignements à fournir par les autorités civiles, militaires et maritimes.* — Les états matrices et les rôles sont rédigés par les agents de l'administration des contributions directes, soit à l'aide des renseignements qu'ils recueillent personnellement auprès des préfets, soit à l'aide de ceux qui leur sont fournis par les préfets et les autorités militaires ou maritimes.

Ces renseignements sont déterminés par les articles 14 à 24 inclusivement du décret de 1894, et les articles 7 à 14 du décret de 1898. C'est ainsi qu'aux termes du décret de 1898 le service des contributions directes devra se procurer, par l'intermédiaire du préfet du département où l'intéressé a satisfait à la loi du recrutement et au moyen de bulletins individuels établis au moment même où se produisent les faits, des renseignements sur : 1° Les dispenses accordées en vertu de

1. Décret 1894 article 8, décret 1898 article 1.

2. Décret 1894 article 13, décret 1898 article 8.

l'article 59 de la loi sur le recrutement et des articles 1 § 3, et 35 du décret du 23 novembre 1889.

2° Les passages dans la disponibilité en vertu de l'article 39 de la loi sur le recrutement.

3° Les concessions de congés par les chefs de corps à titre de soutien de famille, les réformes par congé n° 1 et 2, les retraites pour blessures et infirmités, le maintien sous les drapeaux d'un certain nombre d'exonérés partiellement.

4° Les décès survenus dans les mêmes conditions

5° Les rappels sous les drapeaux en vertu des articles 24, 25 et 81 de la loi sur le recrutement.

Les renseignements fournis à l'administration par les préfets concernent les engagements volontaires et les changements de résidence et d'adresse.

Les commissaires de l'instruction maritime doivent notifier au préfet du département, dans les quinze jours, l'immatriculation sur les registres de l'inscription maritime des hommes qui ont accompli moins de trois années de service actif.

C'est lorsque le contrôleur possède tous ces renseignements qu'il peut dresser définitivement l'état matrice, qui sera seulement transmis au directeur des contributions directes chargé de l'établissement des rôles.

A Paris l'examen de l'état matrice a lieu pour chaque arrondissement par l'un des membres de la commission des contributions ou par l'un des membres attaché à cette commission, sur la délégation du préfet. La commission centralise les états matrices y consigne s'il y a lieu ses observations, et les transmet alors au directeur des contributions directes.

Les rôles sont établis, publiés et les avertissements sont envoyés comme en matière de contributions directes.

II

Recouvrement de la taxe militaire.

I. *Mode de paiement.* — Le recouvrement de la taxe militaire réglé par les articles 15 à 18 du décret du 24 mai 1898, l'était dernièrement encore par les articles 25 à 29 du décret du 24 février 1894 abrogé aujourd'hui, néanmoins nous continuerons parfois à en citer les articles en même temps que ceux du décret actuellement en vigueur.

Le recouvrement s'effectue comme en matière de contributions directes, l'article 15 du décret de 1898 ajoute que les dispositions législatives relatives au recouvrement de la contribution personnelle mobilière sont applicables au recouvrement de la taxe militaire, y compris celles de la loi du 12 novembre 1808 sur cette contribution et celles de la loi du 5 août 1791 relatives au paiement des sommes séquestrées ou déposées.

Il en résulte qu'en cas de déménagement hors du ressort de la perception, qu'en cas de vente volontaire ou forcée la taxe militaire est immédiatement exigible pour la totalité de l'année courante (art. 22 loi du 21 avril 1832). De même le décès d'un assujetti en cours d'année ne le libère pas de la taxe (art. 21, loi du 21 avril 1832) et son ascendant imposable ou ses héritiers restent tenus d'acquitter intégralement le montant de sa cote (Voir en ce sens un arrêt du Conseil d'Etat du 5 avril 1895, affaire Lallemand).

Toutefois, continue l'article 15, ne sont pas applicables à la taxe les dispositions du 2^e paragraphe de l'article 22 et celles de l'article 23 de la loi du 21 avril 1832. Ces dispositions concernent la responsabilité des propriétaires et des principaux locataires.

Comme en matière de contributions directes le paiement de la taxe militaire s'effectue par douzièmes ; c'est une facilité accordée aux contribuables mais rien de plus, il ne faudrait pas considérer la taxe, ainsi divisée, comme se composant d'autant de dettes partielles, dont les contribuables ne seraient grevés qu'à chaque fin de mois ; l'unité de la dette n'est pas détruite et la règle de l'annualité de l'impôt subsiste. Cependant pour le recouvrement des sommes dues en vertu de rôles complémentaires (1) les douzièmes échus ne sont pas immédiatement exigibles ; le recouvrement en est fait par portions égales en même temps que celui des douzièmes non échus. En somme, cet article n'a fait qu'étendre aux rôles complémentaires de la taxe, les dispositions édictées par la loi du 15 juillet 1880, à l'égard des rôles des patentes publiées postérieurement au 1^{er} mars. Dans certains cas, déjà étudiés précédemment, la taxe militaire n'est pas exigible pour l'année entière, et le recouvrement doit en être suspendu d'office, ce sont : 1^o l'accomplissement de trois années de service dans l'armée active ; 2^o l'immatriculation sur les registres de l'inscription maritime ; 3^o l'engagement volontaire de l'assujetti ; (les douzièmes à échoir, sauf le douzième courant, sont alors

1. Voir article 6 du décret de 1898.

passées en non-valeurs) ; 4^e la mobilisation, qui a pour effet de suspendre la perception de la taxe, et de faire passer en non-valeurs les douzièmes, non seulement à échoir, mais échus et non payés. Rappelons qu'avant 1898 ce dernier bénéfice ne profitait pas aux insoumis déserteurs et exemptés, qui sont aujourd'hui complètement dispensés de la taxe.

II. *Poursuites et pénalités.* — Les poursuites pour le recouvrement de la taxe militaire sont exercées comme en matière de contributions directes ; chaque contribuable reçoit d'abord une sommation sans frais, que le percepteur n'est pas tenu de renouveler si dans le courant de l'exercice le débiteur, après s'être complètement libéré des sommes exigibles, devient débiteur de nouveaux douzièmes ; il y a une exception pour le département de la Seine, où dans ce cas la sommation sans frais doit être renouvelée. Cette sommation peut avoir lieu dix jours après l'expiration de l'échéance fixée par l'avertissement.

Huit jours après, à la suite d'une contrainte générale délivrée par le receveur particulier des finances et visée par le sous-préfet, peut avoir lieu une sommation avec frais. La contrainte est un acte exécutoire, assimilée à un jugement, et d'après l'opinion générale, elle emporte hypothèque judiciaire. Cette contrainte lorsque la sommation avec frais est demeurée inefficace, autorise les poursuites judiciaires, qui interviennent en quelque sorte en dehors de l'administration et qui sortent de la compétence du conseil de préfecture pour entrer exclusivement dans celle des tribunaux judiciaires ; elles comprennent : Le commandement qui peut être fait trois

jours après la contrainte générale ; la saisie et la vente des meubles, qui sont précédées d'une contrainte individuelle et nominative : et enfin la saisie immobilière avec l'autorisation du ministre des finances.

La loi du 15 juillet 1889 avait introduit une disposition ainsi conçue (art. 35, § 6 : « En cas de retard de payement de trois douzièmes consécutifs constaté par un commandement resté sans effet, il sera dû une taxe double pour les douzièmes échus et non payés. »

C'était une innovation absolument sans exemple apportée dans le système des contributions directes où les pénalités pour retard de paiement étaient jusque-là entièrement inconnues, et une innovation d'autant plus regrettable que l'assujetti pouvait être en retard quoique de bonne foi, soit parce qu'il n'avait pas les ressources nécessaires au moment voulu, soit parce que l'administration n'avait pu émettre les rôles que tardivement ; ainsi en 1892 l'émission des rôles n'avait pu commencer qu'au mois de mai et en 1891 cette émission dans certaines villes n'avait eu lieu qu'au mois de novembre (1). A ces objections on avait répondu que la bonne foi n'avait pas à intervenir en matière fiscale, que la loi constatait simplement le retard sans en chercher les motifs, et que, si l'assujetti justifiait de sa bonne foi, on pourrait toujours lui appliquer la règle de la juridiction gracieuse et lui accorder la remise de

1. Pour l'année 1898 malgré le zèle des contrôleurs des contributions directes, les rôles n'ont pu être publiés que tardivement ; à Paris le 2 octobre, et dans quelques villes le 9 octobre (à Montpellier par exemple).

tout ou partie de cette pénalité. Ces derniers arguments ne semblèrent pas suffisants et devant les nombreuses récriminations qui arrivaient de tous côtés, le législateur dut abroger cette disposition par la loi du 26 juillet 1893 (1).

Le premier projet de la commission de la Chambre des députés renfermait à cet égard une sanction plus rigoureuse encore, qui faisait déjà partie du projet primitif du Gouvernement, du 25 mai 1886 : il aurait permis l'incorporation immédiate de l'assujetti en retard de 3 douzièmes (2).

Cette sanction, admise par la Chambre des députés, n'aurait pu s'appliquer aux exemptés reconnus impropres au service ; le Sénat écarta cette disposition qu'il trouvait excessive, et la fit remplacer par le doublement de la taxe.

III. *Privilèges du Trésor.* — D'après l'article 2098 du Code civil et la loi du 12 novembre 1808, le Trésor a un privilège : 1^o pour l'impôt foncier de l'année échue et de l'année courante, sur les récoltes, fruits, loyers et revenus des immeubles ; 2^o pour les autres impôts de l'année échue et de l'année courante, sur les autres effets mobiliers appartenant aux redevables, en quelque lieu qu'ils se trouvent. Ce privilège s'exerce avant tout autre, sauf celui des frais de justice et du locateur (art. 657 et 662 C. pr. civ.).

Le Trésor a-t-il un privilège pour le recouvrement de la taxe ? En présence de l'article 25 du décret de 1894 et de l'ar-

1. Dans l'excellente proposition de loi du 13 mars 1896 que nous avons si souvent citée, M. Guillemet demandait que cette taxe-amende fut seulement d'un tiers plus élevée en ce cas. Il oubliait les dispositions de la loi de 1893.

2. Voir à cet égard le système de pénalité appliquée en Suisse. 1^{re} partie, ch. II, III, page 47.

ticle 15 du décret de 1898 qui portent : « sont applicables au recouvrement de la taxe, les dispositions législatives relatives au recouvrement de la contribution personnelle-mobilière, y compris celle de la loi du 12 novembre 1808 concernant cette contribution », il faut répondre affirmativement; le Trésor a un privilège, celui du 2^e cité ci-dessus, pour le recouvrement de la taxe militaire.

IV. *Prescription.* — Aux termes de l'article 17 de la loi du 16 thermidor au VIII, « les percepteurs qui n'auront fait aucune poursuite contre les contribuables en retard, pendant trois années consécutives, perdront leur recours contre eux ». Cette prescription n'est pas fondée sur une présomption de paiement comme presque toutes les prescriptions à court terme, c'est une mesure d'ordre public. La négligence du percepteur a fait perdre à l'impôt sa nature, qui est celle d'un prélèvement annuel sur les revenus annuels du contribuable; elle a donné lieu à une accumulation lourde et onéreuse, que sans doute le contribuable ne paierait, si sa situation lui permettait de payer, qu'à son corps défendant. Ainsi l'action en réclamation de l'impôt se prescrit par trois ans, il en est de même de l'action en répétition d'impôts payés et non dus.

Les termes de l'article 35, § 6 *in fine* de la loi sur le recrutement, ceux de l'article 25 du décret de 1894, ceux de l'article 15 du décret de 1898, et l'esprit général de la loi, qui tend à assimiler à la taxe militaire les dispositions législatives relatives aux contributions directes et particulièrement à la contribution personnelle-mobilière, nous permettent d'appliquer à la taxe militaire ce que nous venons de dire au sujet de la prescription.

CHAPITRE X

RÉCLAMATIONS

(Etude sommaire)

Cette matière, sur laquelle nous serons très bref, est réglée par les articles 30 à 35 inclus, du décret du 24 février 1894 et les articles 19 à 24 du décret du 24 mai 1898. Les réclamations relatives à la taxe militaire sont formées, instruites et jugées comme en matière de contribution personnelle-mobilière, c'est-à-dire par le Conseil de préfecture.

Toutefois le maire est appelé à donner son avis au lieu et place des répartiteurs (1). Le délai est, pour les réclamations, de trois mois francs, du jour de la publication des rôles.

Le délai pour la réclamation de l'ascendant imposé ne court que du jour où il a été mis en demeure de rembourser la taxe militaire; et en ce qui concerne le contribuable imposé par rôle complémentaire, ce délai ne court qu'à partir du jour où il a eu connaissance de son imposition par des poursuites dirigées contre lui par le percepteur.

L'article 23 du décret de 1898 déclare applicables à la taxe les dispositions de l'article 4 de la loi du 29 décembre 1884

1. En ce sens, voir arrêt du Conseil d'Etat du 26 octobre 1894, (affaire Poudon).

et celles des articles 2 et 3 de la loi du 21 juillet 1887 ; ces dispositions ont pour objet de faciliter l'exercice du droit de réclamation, soit par une prolongation de délai en cas de faux ou de double emploi, soit par la faculté accordée à l'administration de rectifier d'office les erreurs matérielles soit par l'autorisation donnée aux contribuables de faire inscrire purement et simplement leurs réclamations sur un registre tenu dans les mairies (1). Les réclamations ont pour but d'obtenir soit une décharge ou réduction, soit une remise ou modération :

(A) Il y a lieu à réduction lorsque le contribuable est imposé pour une taxe supérieure à celle qu'il doit payer ; il y a lieu à décharge lorsqu'il est imposé par double emploi, par exemple lorsqu'on fait porter la taxe proportionnelle ou additionnelle sur plusieurs cotes mobilières, lorsqu'on lui réclame la taxe dans deux ou plusieurs communes, lorsqu'il se trouve dans un des cas d'exception prévus par la loi, ou que la taxe vient à cesser ou à être suspendue.

1. Les articles 38 du décret du 30 décembre 1890, et 34 du décret du 24 février 1894 avaient déjà étendu ces dispositions à la taxe militaire. En 1896 le nombre des déclarations faites dans les mairies s'est élevé à 1.022. Voir à ce sujet notre chapitre XIII sur la statistique.

Il est intéressant de remarquer qu'en raison de l'époque tardive à laquelle les rôles sont publiés, le contrôleur ne pourra pas, au moment de la tournée, spéciale des taxes assimilées, examiner les réclamations faites par voie de déclaration conformément à l'article 2 de la loi du 21 juillet 1887. Il devra donc examiner ces réclamations, soit au cours de la tournée générale des mutations, soit lors des diverses occasions qu'il aurait de se rendre dans la commune après l'expiration du mois qui suivra la publication du rôle de la taxe militaire.

C'est seulement lorsqu'une demande en réduction ou en décharge se produit qu'il y a lieu à un recours contentieux devant le conseil de préfecture et en appel au conseil d'Etat ; les demandes en remise ou modération sont portées par la voie gracieuse devant le préfet et au second degré devant le ministre des finances ; c'est que les premières, fondées sur un droit, tendent à la modification des rôles qui sont des actes administratifs, tandis que les secondes, fondées sur un intérêt, ne tendent pas à la modification des rôles.

(B) Il y a lieu à remise ou modération lorsque le contribuable, qui a été taxé à juste titre, éprouve des pertes de revenu, a été victime d'une inondation, incendie, etc.

Les demandes en décharge, réduction, remise, ou modération peuvent être faites non seulement par le contribuable porté au rôle, c'est-à-dire le plus ordinairement, par l'ascendant, mais aussi par l'assujetti lorsqu'il son ascendant est inscrit au rôle (1) parce que celui-ci a un recours contre lui, et qu'il a dès lors intérêt à obtenir un dégrèvement ; mais les décisions qui seraient obtenues par l'assujetti ne font pas obstacle aux réclamations que l'ascendant imposé jugerait à propos de former par la voie contentieuse, ni réciproquement.

L'ascendant imposé peut réclamer soit contre son inscription, au rôle, soit contre les bases d'impositions de la taxe, y compris celles qui sont personnelles à l'assujetti. De même l'assujetti peut réclamer soit contre l'inscription de son ascen-

1. La réclamation, faite comme toujours dans le mois qui suit la publication des rôles, doit en ce cas être adressée à la mairie du domicile de l'ascendant.

dant au rôle, soit contre les éléments d'impositions de la taxe, y compris ceux qui sont personnels à son ascendant.

Il s'ensuit que la même cote peut être à la fois l'objet de deux réclamations, émanant, l'une de l'ascendant, l'autre de l'assujetti. Dans ce cas le conseil de préfecture peut ordonner la mise en cause, soit de l'ascendant imposé, soit de l'assujetti. La décision qui intervient est commune aux deux parties portées au rôle de la taxe. Il en est de même dans les cas de pourvoi devant le Conseil d'Etat (1).

1. En 1896, le nombre des réclamations s'est élevé à 12.204. (V. chapitre XIII, statistique).

CHAPITRE XI

RÉGIME SPÉCIAL A L'ALGÉRIE

Les dispositions de la loi du 15 juillet 1889 sont applicables, aux termes de l'article 81 de cette loi, dans les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Guyane et de la Réunion. Les mêmes dispositions sont également applicables en Algérie et dans les colonies non désignées ci-dessus, mais sous certaines réserves. Ces réserves sont énoncées dans la suite de l'article 81.

La taxe militaire en Algérie est établie conformément aux règles applicables dans la métropole, sauf les dispositions particulières qui font l'objet des articles 25 et 26 du décret du 24 mai 1898.

Nous avons vu que dans la métropole la taxe militaire se compose d'une taxe fixe et de taxes proportionnelle et additionnelle ; pour les jeunes gens domiciliés en Algérie la taxe militaire est réduite à la taxe fixe. La contribution personnelle-mobilière n'existant pas en Algérie, il aurait fallu établir les taxes proportionnelle et additionnelle, sur d'autres bases ; on préféra les supprimer. Lorsque, pour une raison quelconque, l'impossibilité où l'on se trouvait d'établir la taxe sur la contribution personnelle-mobilière vient à cesser, les taxes

supprimées sont rétablies. C'est ainsi que lorsque l'ascendant responsable est domicilié dans la métropole, la taxe comprendra la taxe additionnelle calculée sur la cote personnelle mobilière de cet ascendant ; de même si l'assujetti avait lui-même une résidence dans la métropole et y était soumis à la contribution mobilière, il devrait la taxe proportionnelle ; la taxe militaire dans l'un et l'autre cas, serait imposée en Algérie.

Parmi les assujettis domiciliés en Algérie, il faut établir une distinction entre ceux qui ont satisfait à la loi sur le recrutement en France et ceux qui ont satisfait à cette même loi en Algérie. Les *premiers* sont soumis à toutes les règles édictées pour la métropole, sauf ce qui vient d'être dit pour les taxes proportionnelle et additionnelle. Mais si l'assujetti était domicilié en France et que ses ascendants le soient en Algérie, la taxe militaire imposée dans la colonie comprendrait la taxe fixe et s'il y a lieu une taxe proportionnelle égale à trois fois la contribution personnelle mobilière payée en France par l'assujetti ; si les ascendants étaient indigents la taxe militaire pourrait être établie en France. Les *seconds* sont soumis au régime spécial suivant : Qu'ils soient Français ou naturalisés Français, ils sont incorporés dans les corps stationnés en Algérie et envoyés en disponibilité après une année de présence effective sous les drapeaux, s'ils ont satisfait aux conditions de conduite et d'instruction militaire déterminées par le ministre de la guerre.

Aux termes de l'article 26 du décret de 1898 « Pour les hommes, ayant satisfait en Algérie à la loi sur le recrutement,

la taxe n'est due, que pendant l'année qui suit la décision par laquelle le conseil de revision a fixé définitivement la situation de l'assujetti ». Il en résulte que ceux qui n'accomplissent aucun service dans l'armée active en sont seuls redevables.

Ce traitement de faveur cesse d'être applicable quand l'assujetti transporte « son établissement dans la métropole avant l'âge de 30 ans accomplis » (1).

Nous ne comprenons plus bien l'utilité de cette décision, copiée dans les articles 43 du décret du 14 mars 1891, et 37 du décret du 24 février 1894, et qui avait sa raison d'être quand la durée de la taxe était de 19 ans. N'eût-il pas été suffisant de subordonner purement et simplement ce traitement de faveur à la condition pour les assujettis « de rester domiciliés en Algérie » (2).

Quoi qu'il en soit, si les assujettis transportaient leur établissement en France avant l'expiration des trois années qui suivent la décision définitive du conseil de revision, la taxe pourrait être réclamée, non seulement à ceux qui ont bénéficié d'une exonération totale du service dans l'armée active, mais aussi à ceux qui n'ont bénéficié que d'une exonération partielle.

Sous la législation antérieure on devait calculer différemment la quotité de la taxe : Cessant d'être due après une année

1. Décret du 24 mai 1898, article 26, deuxième alinéa.

2. Il ne faut pourtant pas oublier qu'aux termes de l'article 81 de la loi sur le recrutement, le Français qui transporte son domicile en France avant l'âge de 30 ans accomplis, doit compléter dans un des corps de la métropole le temps de service dans l'armée active prescrit par l'article 37 de la même loi, sans pouvoir toutefois être retenu sous les drapeaux au delà de l'âge de 30 ans.

de service, on ne la divisait plus en 36 parties, mais en 12 seulement, et chaque période de service accomplie par l'assujetti, pourvu qu'elle ne fût pas inférieure à un mois, que le service eût été ou non interrompu, entraînait une réduction proportionnelle de $1/12^e$, de la taxe totale. Si l'assujetti ne faisait aucun service actif il devait $12/12^e$, s'il faisait six mois il devait $6/12^e$.

De même, lorsqu'en vertu des dispositions de la loi du 26 juillet 1893, la taxe était payée en France par un ascendant responsable, et comprenait la taxe additionnelle, elle était réduite de $1/12^e$ au lieu de $1/36^e$ pour chaque mois de service accompli ; il en était déjà ainsi sous le régime de la loi de 1889, mais seulement à l'égard des assujettis qui avaient transporté leur domicile en France après l'âge de 30 ans.

Toujours sous l'ancienne législation, examinons deux situations intéressantes :

A. Un jeune homme âgé de moins de 30 ans venait s'établir en France, après avoir satisfait à la loi sur le recrutement en Algérie ; il devait compléter, dans un des corps de la métropole, le temps de service dans l'armée active prescrit par l'article 37 de la loi de 1889, sans toutefois pouvoir être retenu sous les drapeaux au delà de l'âge de 30 ans (art. 81 loi du 15 juillet 1889).

Il fallait décider au point de vue de la taxe que, s'il avait fait moins de 3 années de service y compris son année de service en Algérie (par exemple s'il avait atteint l'âge de 30 ans avant l'accomplissement de ces trois années) il était soumis aux mêmes obligations qu'un jeune homme qui aurait tou-

jours été soumis à la loi sur le recrutement de la métropole. Il rentrait donc sous le régime commun et sa taxe était réduite de 1/36 par mois de service accompli.

B. Un jeune homme sans ascendants imposables, après avoir satisfait en France à la loi sur le recrutement venait s'établir en Algérie; par suite soit d'exemption, soit de dispense, il était assujetti à la taxe militaire. Il devait continuer à la payer en Algérie; réduite, évidemment à la taxe de capitation. Mais s'il avait accompli en France une année ou plus de service militaire, pouvait-il arguer à son profit de la durée légale du service actif en Algérie et se dire libéré de la taxe? Il fallait répondre négativement et dire que la quotité de sa taxe serait toujours, quoiqu'en Algérie, calculée sur le nombre des trente-sixièmes.

Le produit de la taxe militaire en Algérie est très peu élevé; cela se conçoit facilement, après l'étude que nous venons d'en faire.

Voilà à titre de renseignement les résultats de l'année 1891 (première année) de l'année 1892, et de l'année 1896 (projet de loi de finances)

	1891	1892	1896
Principal.	4.467 ¹ 36	9.402 ¹ 53	21.424 ¹
Fonds de non valeur. . .	207 57	467 72	1.071
Frais de perception . . .	131 24	296 42	674
Frais d'avertissement. . .	33 25	75 30	161
Totaux.	4.539 ¹ 42	10.241 ¹ 67	23.330 ¹

CHAPITRE XII

MESURES TRANSITOIRES

La Commission extra-parlementaire de 1897 était d'avis que les mesures transitoires nécessitées pour l'application de la nouvelle loi aux assujettis à la taxe en vertu de la législation ancienne, devaient être fixées par un règlement d'administration publique. Le ministre des finances a cru préférable de faire régler ce point par le législateur, et son avis prévalut.

L'article 4 de la loi du 13 avril 1898 contient en effet les dispositions suivantes : « Tout homme qui aux termes de la « législation nouvelle, reste passible de la taxe militaire et « qui aura été précédemment assujetti à ladite taxe, devra « acquitter en 1898 :

- « 1° La taxe afférente à la dite année :
- « 2° Une taxe transitoire égale à la différence existant entre « les droits dont il aurait été précédemment redevable si la « taxe avait été réglée conformément au système de la loi « nouvelle, et ceux auxquels il a été assujetti. »

Il résulte de ce texte que deux conditions sont nécessaires pour que la taxe transitoire soit exigible : il faut que les hom-

mes aient payé la taxe sous l'ancienne législation, et qu'ils la doivent en 1898 d'après la nouvelle.

D'après le principe qui domine toute la réforme de la taxe militaire, cette taxe ne peut être réclamée à aucun assujetti pendant plus de trois années, en conséquence les hommes appartenant aux classes antérieures à la classe de 1894 ne sont plus imposables, car ils ont acquitté la taxe pendant trois années ou accompli un service dans l'armée active.

La question de savoir dans quelles conditions la taxe transitoire doit être appliquée aux hommes qui, après avoir été ajournés, ont été reconnus propres au service armé ou auxiliaire, présente certaines difficultés dans l'examen desquelles nous n'entrerons pas, en raison de l'intérêt purement momentané qu'elles présentent, la circulaire du 28 mai 1898, adressée à ses agents par le Directeur général des contributions, examine avec soin les différentes situations dans lesquelles sont placés ces ajournés; nous nous bornons à y renvoyer (1).

Cette taxe transitoire rendra particulièrement lourde à certains imposés leur taxe militaire pour 1898.

Ainsi, d'après l'exemple que nous avons donné au chapitre V (page 168, note (1)), un assujetti de 1894 classé dans les services auxiliaires, qui paiera 211 fr. 95 pour sa taxe de 1898, devra acquitter en plus une taxe transitoire de 271 fr. 70, ce qui fera une taxe totale de 483 fr. 65, somme considérable en regard de celle de 75 fr. montant de sa cotisation en 96 et en 97. Par contre cette disposition législative aura pour effet d'alléger singulièrement l'obligation des assujet-

1. Le tableau ci-après indique les années sur lesquelles la taxe

tis d'une classe antérieure à 1894 ; reprenons notre exemple avec un assujetti de la classe de 1893, classé dans les services auxiliaires. En 1895, en 1896 et en 1897 il aura payé chaque année une somme de 75 fr. soit une somme totale de 225 fr. ; à l'avenir il ne devra plus rien, il est quitte. Cette différence de traitement semble à première vue tellement extraordinaire que l'on pourrait croire à un oubli du texte. Il n'en est rien ; le législateur s'est parfaitement rendu compte de l'avantage con-

transitoire, lorsqu'elle sera exigible, devra être calculée, et les différentes classes d'assujettis :

CATÉGORIES	SITUATION					ANNÉES sur lesquelles doit porter le calcul de la taxe transitoire
	AU POINT DE VUE DE LA TAXE MILITAIRE					
	des catégories d'assujettis désignées ci-contre. pour les années					
D'ASSUJETTIS	1896	1897	1898	1899	1900	
Classe 1894						
Classés dans les services auxiliaires ou dispensés en vertu de l'article 50.....	Imposés	Imposés	A imposer	"	"	1896 et 1897
Dispensés en vertu des articles 21 et 23.....	S. L. D.	Imposés	A imposer	"	"	1897
Ajournés reconnus { auxiliaire { en 1896..	Imposés	Imposés	A imposer	"	"	1896 et 1897
{ en 1897..	Imposés	Imposés	A imposer	"	"	1896 et 1897
propres { en 1896..	Imposés	S. L. D.	S. L. D.	"	"	"
au service { armé.... { en 1897..	Imposés	Imposés	S. L. D.	"	"	"
Classe 1895						
Classés dans les services auxiliaires ou dispensés en vertu de l'article 50.....	"	Imposés	A imposer	A imposer	"	1897
Dispensés en vertu des articles 21 et 23.....	"	S. L. D.	A imposer	A imposer	"	"
Ajournés reconnus { auxiliaire { en 1897..	"	Imposés	A imposer	A imposer	"	1897
{ en 1898..	"	Imposés	"	A imposer	A imposer	"
propres { en 1897..	"	Imposés	S. L. D.	S. L. D.	"	"
au service { armé.... { en 1898..	"	Imposés	"	S. L. D.	A imposer	"

sidérable dont bénéficiaient les jeunes gens d'une classe antérieure à celle de 1894, mais il n'a pas voulu leur appliquer une taxe transitoire, qui aurait créé des complications certaines de calcul et de perception, et dont le résultat pécuniaire ne valait sans doute pas le surcroît de travail, qui en serait résulté, et auquel les agents de l'administration n'auraient peut-être pu suffir.

Reprenant encore une fois notre exemple précédent, nous nous rendrons compte des avantages et des inconvénients qui résulteront pour les contribuables de la nouvelle loi et de ses dispositions transitoires :

	Total de taxe payée	Différence en moins par rapport à l'ancienne taxe.
A. Sous l'ancienne loi, notre assujetti aurait payé 75 fr. par an pendant 19 ans, soit au total	1.425 fr.	
B. En fait, il n'a payé que trois années (1895, 1896, 1897), à 75 fr., au total	225 »	1.200 fr.
Soit une différence à son avantage de		
C. Sous la nouvelle, il paierait 3 fois 211 fr. 95, soit au total	635 85	789 15
Soit une différence à son avantage de		
D. Avec la taxe transitoire il paiera 483 fr. 65, plus les deux années déjà payées (1896 et 1897) à 75 fr., au total.	633 75	791 25
Soit une différence à son avantage de		

La loi nouvelle procure à notre assujetti en B, une économie de 1.200 fr., alors qu'en C et en D cette économie n'est même pas de 800 fr.

CHAPITRE XIII

STATISTIQUE

Lors de la préparation de la loi de 1889 on avait estimé le produit de la taxe à 20 millions. Nous avons vu qu'un vote du Sénat (dans sa séance du 7 juillet 1888) ayant écarté tout régime rétroactif, en avait considérablement réduit l'estimation. Néanmoins en 1889 on évaluait encore le produit de la taxe à un million pour la première année, deux millions et demi pour la deuxième, quatre millions pour la troisième et dix millions pour la huitième. Cette évaluation, comme nous le verrons, était exagérée.

En 1898 le ministre des finances, dans l'exposé des motifs du projet de la nouvelle loi, estimait que le produit de la taxe, après la réforme serait de 3.035.540 fr., alors que, dans l'évaluation primitive, elle était comptée pour 5.947.585 fr., soit pour la nouvelle taxe une diminution de 2.911.995 fr., atténuée par une économie (sur les frais d'assiette et de recouvrement) de 138.260 fr., ce qui réduit la diminution à 2.773.735 fr.

Nous donnons ci-après un tableau représentant les bases et le montant en principal des rôles depuis la création de la taxe, et qui a été dressé d'après les avis d'émission fournis par les directeurs des Contributions directes :

Bases et montant en principal des rôles depuis la création de la taxe (1)

ANNEES	NOMBRE des contribuables exemptés pour cause d'indigence.	NOMBRE D'ARTICLES COMPRENANT						NOMBRE d'articles des rôles			PRODUIT EN PRINCIPAL des rôles.			
		une taxe fixe.				une taxe proportionnelle calculée d'après la cotisation		primitifs.	complémentaires	Total.	primitifs.	complémentaires	Total	
		3	4	5	6	de l'ascendant seulement.	et de l'ascendant.							
1	2							7	8	9	10	11	12	fr. c.
1891.....	27,332	64,668	33,324	944	823			62,062	3,103	65,165	545,957 66	24,460 44	540,418 10	
1892.....	36,752	117,523	124,291	3,033	3,213			149,185	8,639	158,124	1,455,262 86	61,404 15	1,216,667 01	
1893.....	84,871	227,449	486,160	6,789	8,080			230,927	12,445	243,042	4,797,345 00	85,884 37	4,823,496 46	
1894.....	424,104	334,436	266,526	12,547	16,315			340,240	9,740	349,980	2,525,479 44	72,435 03	2,597,614 44	
1895.....	462,091	439,176	337,987	20,568	30,611			446,957	40,932	457,889	3,223,271 28	73,348 40	3,296,649 68	
1896.....	207,933	354,395	410,671	31,988	33,074			564,409	42,830	576,939	4,444,965 49	90,276 22	4,205,244 71	
1897.....	244,502	663,417	468,856	47,452	78,809			666,562	»	666,562	4,884,566 79	»	4,884,566 79	

1) Les renseignements consignés dans les colonnes 2 à 6 se rapportent aux rôles primitifs.

Le tableau suivant représente le classement par catégorie des cotes comprises dans les rôles primitif et complémentaire de 1895, il a été dressé d'après le dépouillement des rôles de 1895, effectué en exécution d'une circulaire de la Direction générale des Contributions directes, en date du 16 mai 1896 :

Classement, par catégories d'assujettis, des cotes comprises dans les rôles primitifs et complémentaires de 1895.

Numéros d'ordre	DÉSIGNATION DES CATÉGORIES	Nombre d'assujettis	Produit de la taxe en principal
1	2	3	4
1	Exemptés de tout service		fr. c.
2	(Loi du 15 juil. 1889, art. 20) { pour infirmités entraînant l'incapacité absolue de travail (pas de taxe fixe). pour infirmités n'entraînant pas l'incapacité absolue de travail.....	7.913	21.722 19
		85.330	751.206 11
3	Classés dans les services auxiliaires.....	81.300	715.103 17
4	Réformés par congés n° 2.....	15.433	107.902 49
5	Dispensés par 1°, 2°, 3° (ainé d'orphelins, leur situation { fils unique de veuves, etc.) de famille	72.607	418.339 63
6	(Loi du 15 juil. 1889, art. 21) { 4°, 5°, 6° (frère sous les dra- peaux, etc.).....	36.304	209.169 81
7	Soutiens de famille (Loi du 15 juillet 1889, art. 22).....	17.709	91.415 35
8	Dispensés par leurs études ou par leurs fonctions (Loi du 15 juillet 1889, art. 23).	13.359	121.889 68
9	Ajournés (Loi du 15 juillet 1889, art. 27).	(a) 99.712	737.136 72
10	Classés dans la deuxième portion du contingent ou renvoyés par anticipation (Loi du 15 juillet 1889, art. 39 et 46)...	25.188	101.129 89
11	Dispensés à raison de leur résidence à l'étranger (Loi du 15 juillet 1889, art. 50).	1.379	9.905 57
12	Insoumis et déserteurs.....	1.655	11.699 07
	Totaux.....	457.898	(b) 3.296.619 68

(a) Dans ce nombre figurent les ajournés qui, après examen définitif du conseil de revision, ont été exemptés de tout service ou classés dans les services auxiliaires.
(b) Le montant total des rôles, y compris le produit des centimes additionnels pour fonds de non-valeur (5 centimes par franc), pour frais de perception (3 centimes par franc) et les frais d'avertissement (5 centimes par article), s'est élevé, en 1895, à 3.588.188 fr. 58 (3.296.619 fr. 68 + 291.568 fr. 90).

Voici maintenant un tableau présentant le produit des rôles depuis la création de la taxe :

Produit des rôles depuis la création de la taxe militaire.

Nombre des rôles	Années	Principal	Fonds de non- valeur, frais de perception et frais d'avertisse- ment	Total	
		fr. c.	fr. c.	fr. c.	
62,062	1891	Rôles primitifs.....	515,957 60	45,153 01	561,110 67
3,403		Rôles complémentaires	24,460 44	2,148 62	26,609 06
65,165	Totaux pour l'année 1891...		540,418 10	47,301 63	587,719 73
149,485	1892	Rôles primitifs.....	1,155,262 86	101,628 18	1,256,891 04
8,639		Rôles complémentaires	61,404 15	5,436 38	66,840 53
158,124	Totaux pour l'année 1892 ..		1,216,667 01	107,064 56	1,323,731 57
230,927	1893	Rôles primitifs.....	1,737,315 09	153,137 54	1,890,452 63
12,115		Rôles complémentaires	85,881 37	7,605 05	93,486 42
243,042	Totaux pour l'année 1893...		1,823,196 46	160,742 59	1,983,939 05
340,240	1894	Rôles primitifs.....	2,525,479 41	222,838 57	2,748,317 98
9,740		Rôles complémentaires	72,135 03	6,366 »	78,501 03
349,980	Totaux pour l'année 1894...		2,597,614 44	229,204 57	2,826,819 01
446,937	1895	Rôles primitifs.....	3,223,271 28	285,044 43	3,508,315 71
10,932		Rôles complémentaires	73,348 40	6,524 47	79,872 87
457,889	Totaux pour l'année 1895...		2,296,619 68	291,568 90	3,588,188 58
564,109	1896	Rôles primitifs.....	4,114,965 49	363,575 14	4,478,540 63
—		Rôles complémentaires	—	—	—
—	Totaux pour l'année 1896...		—	—	—

Le tableau suivant fait ressortir l'importance respective de la taxe fixe et de la taxe proportionnelle dans le produit des rôles. Ses données sont tirées des rôles primitifs pour lesquels seuls nous avons pu avoir des renseignements, et seulement jusqu'à et pour l'année 1895 :

Importance de la taxe fixe et de la taxe proportionnelle dans le produit des rôles.

Années	NOMBRE des assujettis imposés à la taxe			MONTANT BRUT						MONTANT BRUT moyen			Produit net de la taxe d'après le nombre des 30 ^e imposables		Montant net moyen d'après le nombre des 30 ^e imposables		
	fixe 2 proportionnelle 3			de la taxe		de la taxe proportionnelle 6	de l'ensemble de la taxe 7	de la taxe fixe 8	de la taxe proportionnelle 9	de l'ensemble de la taxe 10	11	de la taxe fixe 12	de la taxe proportionnelle 13	de l'ensemble de la taxe 14			
				fixe 5	de la taxe proportionnelle 4												
1891...		64.067		370.002	446.914		516.916	6	2.67	8.33	515.968	5.99	2.66	8.31			
1892...		447.523		885.138	352.949		4.238.087	6	2.70	8.28	4.455.263	5.60	2.52	7.73			
1893...		227.119		4.362.714	562.061		4.924.775	6	2.80	8.34	4.737.315	5.44	2.52	7.52			
1894...		334.436		2.006.616	860.070		2.866.686	6	2.91	8.42	2.525.479	5.29	2.56	7.42			
1895...		439.176		2.635.056	1.207.162		3.842.218	6	3.10	8.60	3.923.271	5.03	2.60	7.21			

On voit, d'après ce tableau, que la taxe fixe constitue l'élément prépondérant de la taxe militaire, et que son produit représentait en moyenne 71 0/0 du montant total de l'impôt.

Dans le tableau suivant, nous ne donnons que jusqu'à l'année 1894, le nombre des assujettis imposés, en regard le nombre des non imposés pour cause d'indigence.

Années	Nombre des assujettis				Totaux	Non imposés pour cause d'indigen ce
	A la taxe fixe	A la taxe proportionnelle				
1891...	61.667	941	53.324	823	55.088	25.532
1892...	147.523	3.033	124.291	3.213	130.537	56.752
1893...	227.119	6.789	186.160	8.080	201.029	84.871
1894...	334.436	12.547	266.526	16.315	295.388	121.401

Voici maintenant à titre documentaire le produit des versements des engagés conditionnels d'un an, pendant les quatre dernières années du volontariat ; ces chiffres sont pris aux comptes définitifs des recettes (au chapitre : Produits divers du budget).

En 1887	5.080.500 Fr.
1888	4.693.875
1889	4.433.250
1890	175.125

Le produit très peu élevé de cette dernière année, s'explique par le fait que, la loi sur le recrutement de 1889 était déjà en vigueur, et que seuls les ajournés de l'année précédente purent encore contracter un engagement conditionnel d'un an. On voit donc que le produit du volontariat était supérieur à celui de la taxe militaire qui, estime-t-on, ne s'élèvera, pour 1898, de beaucoup au-dessus de 2.500.000 fr., et que les évaluations les plus

optimistes du ministre des finances portent à 3 035.540 fr. A cette occasion, rappelons qu'en 1889, on espérait qu'après quelques années la taxe rapporterait environ 10.000.000 fr., et qu'en réalité elle n'atteignit jamais 5 000.000 fr. (en 1897 : 4.884.566 fr. 79 non compris les rôles complémentaires). En Suisse elle rapporte plus de 3.000.000 fr. (3.130.824 en 1897) et en Autriche-Hongrie près de 3.000.000 de florins (2.990.000 florins (?) en 1897 ce chiffre sous toutes réserves), c'est-à-dire plus de 6.000.000 fr. De son côté, l'Italie attend de sa taxe militaire projetée, un revenu de 4 millions à 8 millions, selon le projet adopté ; nous craignons bien qu'elle n'éprouve, ainsi que nous l'avons dit (à notre 1^{re} partie, ch. II, II), une profonde déception.

La taxe militaire a donné lieu à de nombreuses réclamations, et, dès à présent, on peut prévoir que la nouvelle loi n'en diminuera pas le nombre, proportionnellement au moins ; les réclamations en ce qui concerne les mesures transitoires se sont déjà produites en nombre considérable.

Nombre de réclamations			Nombre de déclarations dans les mairies (en application de la loi du 21 juillet 1887)		
Années	Taxe militaire	Total des réclamations des taxes assi- milées seules	Années	Taxe militaire	Total des dé- clarations pour les contribu- tions directes et les taxes assimilées
1891.	733	62.339	1892.	711	384.201
1892.	5.549	65.325	1893.	481	400.602
1893.	5.739	67.388	1894 (1)	580	337.335
1894.	9.536	81.483	1895.	949	327.701
1895.	11.189	85.383	1896.	1.022	337.096
1896.	12.204	85.618			

(1) A partir de l'année 1894, l'état indique seulement le nombre des déclarations admises.

Nous ne reproduisons pas ici deux tableaux fort intéressants présentant l'un : les effets financiers du projet adopté en principe le 21 juin 1897 avec les mesures transitoires et en triplant la contribution personnelle-mobilière en principal ; l'autre : les effets financiers des mesures transitoires (avec limitation des mesures aux hommes restant imposables dans le nouveau système ; contribution personnelle-mobilière en principal triplée ; rappel imposé intégralement dans les rôles en 1898). On trouvera ces tableaux au rapport de la commission du budget au Sénat, présenté par M. Morel pour 1898.

Nous nous arrêtons là, ne voulant pas simplement reproduire des renseignements statistiques que l'on pourra facilement trouver dans les publications et ouvrages spéciaux, et notamment au « Bulletin de statistique du ministère des finances ».

CONCLUSION

Arrivé au terme de notre étude sur la taxe militaire, nous avons pu nous rendre compte, par un examen minutieux de chacun de ses éléments, des imperfections nombreuses qu'elle contient encore, malgré les réformes qui l'ont successivement améliorée : inégalités de traitement entre les diverses catégories de dispensés, les uns assujettis à la taxe, les autres en étant exceptés, sans qu'il soit parfois possible de justifier ces différences ; difficultés de perception et de recouvrement ; bien d'autres encore, également communes pour la plupart aux taxes militaires étrangères.

Ce que nous avons aussi essayé de faire ressortir, sans y insister outre mesure, c'est le mauvais principe de la taxe militaire qui s'appuie sur la théorie erronée de l'équivalence du service militaire en nature et de la taxe en argent.

Cette théorie formait déjà le point d'appui des taxes de remplacement, d'exonération et de volontariat, qui, sans être identiques, et tout en conservant leurs caractères particuliers, font pourtant, comme la taxe militaire elle-même, partie d'un même groupe « les taxes de rachat » universellement condamnées aujourd'hui, et qui doivent être signalées et combattues lorsqu'elles renaissent sous une autre forme,

qui masque avec plus ou moins d'adresse leur véritable nature.

Si l'on avait voulu créer absolument un avantage pécuniaire en faveur de ceux qui accomplissent leur service militaire, au lieu d'imposer une taxe nouvelle à ceux qui ne peuvent être soldats, il fallait plutôt exempter d'une quote-part des impôts généraux ou de certains d'entre eux, au moins ceux qui ont été sous les drapeaux ; le fait n'est pas sans précédents dans l'histoire, et de nos jours ne voyons-nous pas les sapeurs-pompiers exemptés des prestations.

On pourrait, comme nous l'avons vu, concevoir aussi une taxe générale, une contribution militaire, qui aurait frappé l'ensemble des contribuables, les femmes comprises, et dont seuls auraient été exempts les soldats actuels ou anciens.

Ce système aurait eu l'inconvénient de rappeler quelque peu la taille de l'ancien régime.

Nous ne pensons pas qu'une telle mesure eût été réellement pratique et eût été de beaucoup préférable à la taxe militaire (1).

1. Si l'on avait pris pour base de cet impôt nouveau la contribution personnelle-mobilière par exemple, la quote-part à demander à chacun aurait été infime, si l'on s'était maintenu dans les limites du produit de la taxe militaire. En effet en 1897 le nombre des assujettis à cette contribution personnelle-mobilière était de 8.860.043, parmi lesquels 6.718.232 inscrits à la cote personnelle-mobilière 1.838 572 à la cote personnelle seule, et 303.209 à la cote mobilière seule. Ce qui porte le nombre des taxes personnelles à 8.556.804 donnant un produit de 17.617.509 fr., et des taxes mobilières à 7.021 441, donnant un produit de

En réalité, comme ses partisans durent l'avouer eux-mêmes, lors de la dernière réforme, la taxe militaire n'est qu'un expédient financier. On peut se demander, si en face d'un budget de plus de trois milliards, il était bien nécessaire de créer et surtout de maintenir un impôt dont le produit ne sera que de 2.500.000 à 3.000.000 environ, et qui soulève autant de réclamations. En matière financière, selon certaines doctrines, la productivité excuse tout, la taxe militaire ne peut invoquer cette excuse.

La taxe militaire est d'ailleurs condamnée, et n'a plus que quelques années à vivre. Nous avons vu qu'une nouvelle réforme en serait inévitablement demandée à brève échéance; il est possible que la taxe succombe au cours des discussions qu'elle soulèvera alors. Mais elle a d'autres ennemis : l'impôt sur le revenu, projet du ministère actuel, qui, par suite de l'abolition de la contribution mobilière, exigera une modification, peut-être mortelle, des éléments de la taxe. Elle voit surtout s'avancer à grands pas la réduction de la durée du service à deux ans ; nous n'avons pas à apprécier cette réforme, mais il est certain que le jour, où elle sera accomplie, où il n'y aura plus de dispensés de droits, ni de dispensés conditionnels, où tous feront les

52, 194, 379 fr. 79 (et avec les centimes additionnels de 148.932.413 fr.) soit par rapport au produit total, les proportions respectives de 11 0/0 et de 89 0/0. Pour arriver à combler le vide laissé par la suppression de la taxe militaire (3 millions en moyenne), il aurait suffi de demander quelques centimes à chacun des assujettis nouveaux (si la taxe avait été simplement fixe environ 0 fr. 40 pour chacun).

deux années de service, il est certain que ce jour-là, qui n'est pas immédiat, mais qui n'est pas très éloigné, la **taxe** militaire aura vécu...

VU :

Le professeur, président de la thèse,

CHAVEGRIN.

VU :

Le Doyen de la Faculté,

E. GARSONNET.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Université de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
INTRODUCTION.....	I
I. Préliminaires.....	I
II. Théorie de l'équivalence.....	III
III. Réfutation de la théorie de l'équivalence.....	IX
IV. Les taxes de rachat : remplacement, exonération, volontariat, taxe militaire.....	XIV
V. Fausse conception du principe du service militaire.....	XXI
VI. Plan et divisions.....	XXVII

Première partie.

ÉTUDE HISTORIQUE ET LÉGISLATION COMPARÉE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Aperçu historique de la taxe militaire, du remplacement et de l'exonération du service militaire.....</i>	1
I. Chez les Romains.....	1
II. En France jusqu'en 1789.....	8
III. En France de 1789 à 1889.....	14
CHAPITRE II — <i>Etude de la taxe militaire à l'étranger.....</i>	24
I. Pays qui n'ont pas admis la taxe militaire dans leur législation.....	24
II. Pays qui se sont occupés de la taxe militaire dans leur législation.....	27
III. Taxe militaire en Suisse.....	49
IV. Taxe militaire en Autriche-Hongrie.....	65
CHAPITRE III. — <i>Taxe militaire à Madagascar.....</i>	

Deuxième partie.

LA TAXE MILITAIRE EN FRANCE

CHAPITRE PREMIER. — <i>Préliminaires des lois de 1889 et de 1898 sur la taxe militaire.....</i>	69
---	----

I. Préliminaires de la loi de 1889.....	69
II. Préliminaires de la loi de 1898.....	71
CHAPITRE II. — <i>Principe et objet de la taxe militaire</i>	87
CHAPITRE III. — <i>Des assujettis à la taxe militaire</i>	95
I. Jeunes gens classés dans les services auxiliaires ...	98
II. Ajournés.....	99
III. Dispensés et placés dans la seconde partie du contingent.....	108
1. Dispensés de droit	109
2. Dispensés conditionnels.....	120
3. Placés dans la seconde partie du contingent...	128
IV. Assujettis pour tout autre motif que les précédents..	132
1. Dispensés à raison de leur résidence à l'étranger	133
2. Jeunes gens dont l'inscription sur les tableaux de recensement a été différée	137
3. Jeunes gens ayant renoncé à la qualité d'inscrits maritimes.....	141
CHAPITRE IV. — <i>Dispenses et exemptions de la taxe militaire</i> ...	143
I. Situations considérées comme équivalentes au service militaire	143
1. Inscrits maritimes et commissionnés.....	144
2. Elèves de certaines écoles considérés comme présents sous les drapeaux.....	145
II. Exemption de la taxe militaire.....	146
1. Sous l'ancienne législation	146
1) Exemption de la taxe entière	146
2) Exemption de la taxe fixe seulement.....	150
2. Exemption de la loi de 1898.....	152
CHAPITRE V. — <i>Calcul de la taxe</i>	163
I. Calcul de la taxe.....	165
II. Quotité de la taxe (sous l'ancienne législation)	177
CHAPITRE VI. — <i>Cas particulier des villes à octroi</i>	182
CHAPITRE VII. — <i>Durée de la taxe</i>	185
CHAPITRE VIII. — <i>Responsabilité des ascendants</i>	192
CHAPITRE IX. — <i>Etablissement et recouvrement de la taxe (étude sommaire)</i>	196
I. Etablissement de la taxe.....	196
1. Lieu d'imposition	196

2. Etats-matrices et rôles.....	198
3. Renseignements à fournir de la part de certaines autorités.....	199
II. Recouvrement de la taxe.....	201
1. Mode de paiement.....	201
2. Poursuites et pénalités.....	202
3. Privilège du Trésor.....	205
4. Prescription.....	206
CHAPITRE X. — <i>Réclamations (étude sommaire)</i>	207
CHAPITRE XI. — <i>Régime spécial de l'Algérie</i>	211
CHAPITRE XII. — <i>Mesures transitoires</i>	216
CHAPITRE XIII. — <i>Statistique</i>	220
CONCLUSION.....	229

